



Assemblée générale

Distr. générale
3 octobre 2001
Français
Original: anglais/français

Cinquante-sixième session

Point 88 de l'ordre du jour

Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés

Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés

Note du Secrétaire général*

À sa cinquante-cinquième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 55/130 sur les travaux du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés.

Dans cette résolution, l'Assemblée générale a, entre autres, prié le Comité spécial :

a) En attendant qu'il soit entièrement mis fin à l'occupation israélienne, de continuer à enquêter sur la politique et les pratiques israéliennes dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et dans les autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967, en particulier sa non-application des dispositions de la Convention de Genève relatives à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, de procéder avec le Comité international de la Croix-Rouge aux consultations voulues, conformément à son règlement, pour sauvegarder le bien-être et les droits de l'homme de la population des territoires occupés, et de présenter au Secrétaire général un rapport à ce sujet dès que possible et, par la suite, chaque fois qu'il y aura lieu;

b) De présenter régulièrement au Secrétaire général des rapports périodiques sur la situation dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem;

* Note explicative établie en application du paragraphe 10, section III de la résolution 55/222 de l'Assemblée générale : document présenté le 3 octobre 2001 seulement, dans le souci d'y faire figurer une information aussi actuelle que possible.



c) De continuer à enquêter sur le traitement des prisonniers dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et dans les autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967.

Comme les années précédentes, le Comité spécial fait rapport par l'intermédiaire du Secrétaire général.

Le rapport périodique du Comité spécial ci-joint contient un résumé des articles publiés dans *Ha'aretz* (quotidien paraissant en hébreu) et dans le *Jerusalem Post* (quotidien paraissant en anglais) durant la période du 21 août 2000 au 30 avril 2001.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Situation des droits de l'homme du peuple palestinien vivant dans les territoires occupés : bande de Gaza, Cisjordanie et Jérusalem-Est	1-207	4
A. Restrictions imposées aux Palestiniens vivant à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est	1-71	4
1. Terre	1-4	4
2. Logement	5-14	5
3. Colonies	15-35	6
4. Routes	36-40	11
5. Cartes d'identité, permis de voyager	41-44	12
6. Bouclages	45-69	13
7. Points de contrôle	70-71	19
B. Manière dont les restrictions sont appliquées	72-196	19
1. Méthodes utilisées lors des interrogatoires	72-76	19
2. Internement administratif et conditions de détention	77-80	20
3. Incarcération et conditions d'incarcération	81-82	21
4. Question du recours à la force	83-195	21
5. Aspects de l'administration de la justice	196	54
C. Effets économiques, sociaux et culturels de ce système général de réglementation et de son application sur la vie des habitants des territoires occupés	197-201	54
D. Situation des droits de l'homme dans la Golan arabe syrien occupé	202-203	56
E. Autres	204-207	56

Situation des droits de l'homme du peuple palestinien vivant dans les territoires occupés : bande de Gaza, Cisjordanie et Jérusalem-Est

A. Restrictions imposées aux Palestiniens vivant à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est

1. Terre

1. Le 15 août 2000, il a été signalé qu'au cours des sept premiers mois de l'année 2000, 1 816 parcelles de terrain avaient été mises en vente, ce qui représentait environ 13 % des constructions en cours dans tout le pays, et trois fois plus de chantiers qu'à Tel-Aviv, Jérusalem et Haïfa. Selon les chiffres que le député du Meretz, M. Mussi Raz s'était procurés auprès de l'Administration israélienne des biens fonciers, 1 366 parcelles avaient été mises en vente sur recommandation du Ministère du logement et de la construction, 339 avaient été mises sur le marché via des appels d'offres et les 111 parcelles restantes n'avaient fait l'objet d'aucun appel d'offres. Les mêmes chiffres montraient également que depuis le début du mois de juillet 2000, c'est-à-dire depuis que le député du Parti national religieux, M. Yitzhak Lévy, avait démissionné de son poste de ministre du logement et de la construction, aucun terrain n'avait été mis en vente dans les colonies. Le parti a déclaré que ces chiffres illustraient tout le mal que l'ancien Ministre avait causé au Gouvernement. Pour sa part, le Parti national religieux clamait au contraire que les chiffres en question montraient à quel point Lévy avait été efficace pour l'État en mettant en oeuvre un programme vital de développement et d'implantation de colonies en Judée et en Samarie (Rive occidentale). Dans le même contexte, un collaborateur du Premier Ministre, réagissant à des informations selon lesquelles les anciens résidents de Mitzpe Hagit seraient prochainement autorisés à reprendre possession des maisons évacuées une année plus tôt, a indiqué que cette autorisation, qui concernait aussi les résidents de Mitzpe Erez, s'inscrivait dans le cadre de l'accord conclu entre le Premier Ministre et le conseil des colonies juives « Yesha », et qu'elle deviendrait effective une fois établis les permis nécessaires. Il a précisé que les permis des résidents de Mitzpe Hagit étaient pratiquement prêts et qu'ils étaient actuellement traités par l'Administration civile. Ce n'était, selon lui, plus qu'une question de semaine. (*Ha'aretz*, 15 août)

2. Le 21 septembre, il a été signalé que la Haute Cour de justice a demandé aux forces de défense israéliennes de rechercher un moyen de ne plus emprunter une route qui traversait le village d'El Akba, sur la Rive occidentale, village qui avait été déclaré zone militaire fermée il y avait plus de deux décennies. Cette décision a été rendue dans le cadre de l'examen d'un recours présenté par les résidents du village, avec l'appui de l'Association pour les droits civils en Israël. Lorsque le recours a été déposé pour la première fois, l'armée procédait à des exercices à munitions réelles près du village, exercices qui avaient fait six morts et 38 blessés parmi les résidents. Pour sa part, l'État affirmait que le dernier accident remontait à 1996, et que depuis, l'armée avait fait d'El Akba une zone d'entraînement « à blanc », c'est-à-dire une zone où l'emploi de munitions réelles était proscrit. Les soldats avaient également reçu l'ordre de rester à distance des maisons et de se tenir sur la route principale qui traverse le village, entre la base militaire et les champs de tir. L'avocat de l'Association, Netta Amar, a déclaré à la Cour que ces modifications étaient insuffisantes. Les habitants d'El Akba souhaitaient que les militaires quittent cette route, pour que leur village ne soit plus considéré comme une zone militaire fermée et puisse se développer normalement. Amar a notamment dit : « Pourquoi tout un village devrait-il être paralysé à cause d'une route? En l'état actuel des choses, les militaires ne peuvent plus s'entraîner près des maisons. Pourquoi devraient-ils continuer à s'accrocher à ce village et à en faire une zone militaire fermée? » La Cour a donné 45 jours à l'État pour présenter ses arguments face au recours, et 30 jours supplémentaires aux plaignants pour présenter leur réponse. La décision de la Cour serait alors sans appel. (*Jerusalem Post*, 21 septembre)

3. Le 14 février 2001, il a été signalé que la veille, appuyés par le feu de l'infanterie, les FDI avaient utilisé des bulldozers à blindage renforcé pour retourner des centaines de dounams de vergers appartenant à des Palestiniens, au mépris des gardes frontière de Gaza. Des officiers supérieurs ont déclaré qu'ils avaient l'intention de créer un « no man's land » de 200 mètres de large près de la clôture, afin de compliquer la tâche des terroristes qui souhaitent

tendre des embuscades. Pendant toute la matinée, les bulldozers ont retourné des plantations d'orangers le long de la clôture, entre Nahal Oz et Beit Hanoun, à l'extrémité nord-est de la bande de Gaza. Les militaires qui escortaient les bulldozers ouvraient périodiquement le feu au hasard, pour dissuader d'éventuels assaillants. Des sources militaires ont fait savoir que les FDI arracheraient les arbres et dégageraient les 57 km de frontière partout où un risque pour la sécurité serait perçu. « Ce n'est pas par plaisir que nous massacrons les vergers. C'est pour réduire les risques encourus par nos troupes », a déclaré un officier basé dans la Région sud. (*Jerusalem Post*, 14 février)

4. Le 9 avril, il a été rapporté que Neta Golan, de nationalité israélienne et canadienne, et Yasmin Khaial, Allemand d'origine palestinienne, avaient été arrêtés le vendredi 6 avril 2001, alors qu'ils manifestaient contre l'arrachage d'oliviers à Deir Istya, village de la Rive occidentale. La Haute Cour de justice avait autorisé les FDI à arracher les arbres dans le but de tracer une route à travers l'olivieraie. Cependant, les FDI n'avaient pas été autorisées à arracher autant d'arbres qu'elles l'auraient souhaité. Selon le porte-parole des FDI, des pierres auraient été lancées à plusieurs reprises de derrière les arbres sur des voitures israéliennes. (*Ha'aretz*, 9 avril)

2. Logement

5. Le 14 août 2000, deux maisons de Jérusalem-Est ont été démolies sur ordre des autorités judiciaires de la ville de Jérusalem. Construites l'année précédente, les deux maisons étaient inhabitées. L'ordre de démolition avait été donné malgré des pourparlers consacrés à cette question entre le Ministre en charge des affaires de Jérusalem, Haim Ramon, et les autorités municipales de Jérusalem. Ramon n'avait pas été informé de la décision des autorités municipales. Les maisons appartenaient à Jamal Kark et Mohammed Tawil, et elles avaient été détruites parce qu'elles se trouvaient sur le tracé d'une future rocade est de Jérusalem. La décision de démolir les maisons avait été notifiée à Meir Margalit (Meretz), conseiller municipal, qui s'était mis en rapport avec le Directeur général de la municipalité, Ra'anana Dinor. Dinor a fait savoir à Margalit que la municipalité n'avait pas l'intention d'appliquer les décisions de la justice. D'autres personnalités au sein de la municipalité ont confirmé que la ville n'entendait pas procéder à ces démolitions. Pourtant, Israël Ben Ari, responsable municipal pour

les démolitions de maisons, a déclaré que l'intention était, au contraire, de démolir les deux maisons. Arik Asherman, du Comité israélien contre les démolitions de maisons, a affirmé que la mairie avait sciemment fait diversion pour que le Comité ne puisse pas empêcher les démolitions en se mettant en rapport avec le Bureau des affaires de Jérusalem, dirigé par Ramon. (*Ha'aretz*, 15 août)

6. Le 29 août, il a été signalé que trois maisons avaient été démolies à Shu'fat, un camp de réfugiés situé près de Jérusalem, par la police et les forces spéciales israéliennes. (*Ha'aretz*, 30 août)

7. Le 5 février 2001, il a été signalé que, la veille, les bulldozers des FDI avaient rasé des « bâtiments inoccupés », apparemment utilisés par les Palestiniens pour lancer des attaques terroristes contre les militaires et les colons israéliens circulant sur la route qui longe les colonies de Karni et de Netzarim. Selon des sources palestiniennes, l'armée aurait détruit six maisons appartenant à six frères et situées à Mantar, dans la partie orientale de la bande de Gaza. Ces maisons abritaient une cinquantaine de personnes membres de la même famille. (*Jerusalem Post*, 5 février)

8. Le 14 février, il a été signalé que, la veille, dans le cadre d'un effort visant à accroître la population de Jérusalem, la Knesset avait adopté une loi en vertu de laquelle une subvention de 80 000 shekels serait versée pour tout achat ou construction d'appartements dans la ville. Aux termes de cette nouvelle loi, toute personne pouvant prétendre à des aides publiques au logement et qui achetait un appartement à Jérusalem recevrait une subvention supplémentaire d'un montant compris entre 60 000 et 80 000 shekels. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 14 février)

9. Le 18 février, il a été signalé que, près de Rafah, dans la bande de Gaza, les forces de sécurité israéliennes avaient fait évacuer et raser sept maisons situées sur la frontière entre Israël et l'Égypte, après avoir affirmé que des coups de feu étaient partis de ces maisons en direction de militaires israéliens. Des sources palestiniennes ont indiqué que plus de 15 familles s'étaient ainsi retrouvées sans abri. (*Ha'aretz*, 18 février)

10. Le 21 février, il a été signalé que l'administration civile israélienne avait procédé à la démolition de bâtiments construits illégalement au bord de la route 60, à Beit Oumar et El Aroub, là où le docteur Shmuel Gillis avait été abattu trois semaines plus tôt, alors

qu'il rentrait chez lui, dans la colonie de Karmeï Tzur. Le capitaine Peter Lerner, de l'administration civile de Judée et Samarie, a précisé que les bâtiments avaient été construits sans permis, mais les responsables israéliens de la sécurité ont indiqué que ces démolitions avaient pour objectif d'améliorer la sécurité des Israéliens circulant sur cette route. Le rabbin Ascherman, du Mouvement des rabbins pour les droits de l'homme, craignait que les responsables ne mettent à profit le climat d'insécurité actuel pour accélérer le rythme des démolitions. Selon Ascherman, les familles concernées par ces démolitions n'auraient même pas été prévenues à l'avance. (*Jerusalem Post*, 21 février)

11. Le 1er mars, il a été signalé qu'à proximité de Ramallah des bulldozers des FDI avaient démolé une construction illégale à Rifat, le village près duquel des Palestiniens armés avaient pris en embuscade une camionnette quelques jours auparavant, blessant grièvement une femme. Selon l'armée, le bâtiment en question avait été détruit parce qu'il avait été construit sans permis. De source militaire, il aurait servi d'abri aux tireurs. Les Palestiniens ont déclaré que les Israéliens avaient pris cette décision uniquement pour se venger de la fusillade. (*Jerusalem Post*, 1er mars)

12. Le 14 mars, il a été indiqué que deux constructions illégales avaient été démolies dans le village de Beit Umar. Un habitant a déclaré que des soldats avaient démolé une maison d'un étage qui venait d'être terminée et appartenait à Waji Abu Malia, ajoutant que celui-ci avait été notifié de la décision deux semaines auparavant. L'administration civile a indiqué que deux constructions illégales – une structure formée de quatre piliers et d'un toit et un abri pour les animaux, avaient été démolies. (*Jerusalem Post*, 14 mars)

13. Le 5 avril, il a été rapporté que le rabbin Arik Ascherman, membre de « Rabbins pour les droits de l'homme » et du Comité israélien contre les démolitions de maisons, avait été arrêté la veille alors qu'il tentait d'empêcher les bulldozers de l'Administration civile de procéder à la démolition de la maison de Salim Shawarma, à Anata, qui avait déjà été démolie par l'Administration civile, puis reconstruite par son propriétaire. En outre, la veille, l'armée avait démolé 19 autres bâtiments construits illégalement à Jérusalem-Est et près d'Hébron. Selon l'Administration civile, la plupart des bâtiments étaient inoccupés et ne servaient pas d'habitations. (*Ha'aretz*, 5 avril)

14. Le 15 avril, il a été signalé qu'entre le début de l'année et le 22 mars, les autorités municipales de Jérusalem avaient pris 21 arrêtés de démolition visant des bâtiments construits sans permis dans la ville. Deux des bâtiments en question se situaient à Givat Shaoul, à Jérusalem-Ouest, contrairement à tous les autres, construits dans la partie est de la ville et appartenant à des Palestiniens. La plupart des arrêtés d'expulsion avaient été pris en mars. Il s'agissait de mesures administratives qui permettaient aux autorités municipales de procéder aux démolitions dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification, et ne nécessitait aucune procédure juridique. Selon le représentant du Meretz au conseil municipal, Meïr Margalit, la municipalité prévoyait d'exécuter un certain nombre de ces arrêtés le lendemain et de démolir cinq maisons à Oum Touva. Le porte-parole de la municipalité de Jérusalem a toutefois démenti toute intention d'exécuter les arrêtés de démolition dans un proche avenir, lors d'un entretien accordé à la radio de l'armée. Les cinq maisons d'Oum Touva occupent actuellement un endroit stratégique par rapport au projet de rocade est de la capitale. Si elles sont détruites prochainement, la route pourra être construite. En revanche, tout retard risquerait de provoquer une bataille juridique susceptible de faire échouer le projet. Les autres maisons palestiniennes visées par les arrêtés de démolition se situaient à Beit Hanina, Shouafat, Ras al-Amoud, Tzour Bahar, Wadi Jouz et Abou Tour. Le Tribunal de district de Jérusalem avait ordonné le report de la démolition d'une des maisons de la famille Akl, située à French Hill, « en attendant une décision différente ». (*Ha'aretz*, 15 avril)

3. Colonies

15. Le 20 août 2000, il a été signalé que deux familles juives s'installeraient prochainement dans un lieu appelé Beit Versa, situé dans le quartier musulman de la vieille ville de Jérusalem. Des travaux de rénovation avaient été réalisés dans cette enclave durant l'année écoulée pour pouvoir loger trois nouvelles familles juives. Jusqu'à présent, deux familles juives y vivaient. Une cinquième famille était également attendue dans les deux mois à venir, ce qui porterait à 15 le nombre total de familles juives vivant à Beit Versa. Au total, près de 60 familles juives habitaient actuellement le quartier, et si on comptait les quelques yeshivas et autres établissements religieux, ainsi que les magasins qui appartenait à des Juifs, le nombre de Juifs résidant, étudiant et travaillant dans le

quartier musulman était d'environ un millier. Depuis des mois, des travaux de prospection étaient en cours dans le secteur de Beit Hatzelem (situé dans le même quartier), près de la porte d'Hérode, dans la perspective de l'ouverture d'un nouveau chantier de construction dont le groupe ultra-orthodoxe juif Ateret Kohanim entendait assurer le financement. Les nouvelles constructions devaient permettre de loger 20 autres familles juives. (*Ha'aretz*, 20 août)

16. Le 21 août, il a été signalé que 64 % des positions de la Rive occidentale dont l'expansion avait été suspendue par un accord entre le conseil « Yesha » et le Premier Ministre Ehoud Barak s'étaient tout de même développées au cours de l'année écoulée. « La paix maintenant » l'avait constaté lors d'une inspection de routine. Par ailleurs, selon ces constatations, que le mouvement avait rendues publiques la veille, à peine la moitié des positions censées être évacuées l'avaient effectivement été. Le secrétaire général du conseil « Yesha » a rétorqué que les FDI, le Premier Ministre et lui-même avaient passé des accords dont « La paix maintenant » ignorait l'existence. Après les élections de 1999, Ehoud Barak et les colons avaient élaboré une forme d'entente qui prévoyait que 17 % des nouvelles positions occupées en dehors des colonies ne seraient pas développées. Selon « La paix maintenant », sur les 17 positions censées demeurer en l'état, 11 avaient été dotées de nouvelles structures et quatre des huit positions censées être évacuées l'avaient effectivement été. (*Ha'aretz*, 21 août)

17. Le 22 août, il a été signalé que, selon le Bureau central de la statistique, le premier trimestre de l'année 2000 avait été marqué par une augmentation de 81 % de la construction dans les colonies. Les chiffres montraient qu'au cours de cette période, 1 000 nouveaux bâtiments avaient été mis en construction, contre 550 durant la même période, l'année précédente. L'augmentation la plus forte avait été enregistrée dans le domaine de la construction de bâtiments privés, avec une hausse de 141 % (ou 410 logements, contre 170 pour le trimestre précédent). La construction d'édifices publics avait augmenté de 55 % (590 nouveaux bâtiments, contre 380 au cours du précédent trimestre). Cette croissance avait coïncidé avec l'arrivée au pouvoir d'Ehoud Barak : entre mai et juillet 1999, la construction de 720 nouveaux bâtiments avait commencé dans les colonies. L'ancien Ministre du logement et de la construction, Yitzhak Lévy (Parti national religieux), avait, semblait-il, largement

contribué à protéger les intérêts des colons. « Le Premier Ministre est très largement responsable de cette situation, car malgré des promesses très claires, il n'a pas modifié la carte nationale des secteurs prioritaires » a précisé Gabi Lasky, secrétaire général de « La paix maintenant ». Alors qu'au lendemain des élections de 1992, le Premier Ministre d'alors, Yitzhak Rabin, avait modifié la carte nationale des zones prioritaires, Barak a conservé celle qui avait été établie par son prédécesseur, Benjamin Nétanyahou. Sur les cartes actuelles, la plupart des colonies avaient été classées en zones prioritaires A, ce qui leur donnait accès à des avantages considérables dans le domaine du logement et de la construction (notamment au bénéfice des entreprises privées). (*Ha'aretz*, 22 août)

18. Le 12 septembre, il a été signalé que la construction dans les colonies avait augmenté de 96 % durant le premier semestre de l'année, selon les chiffres du Ministère du logement et de la construction. Ces chiffres, rendus publics la veille par le député Mossi Raz (du Meretz), montraient que 1 067 logements avaient été mis en construction au cours des six premiers mois de 2000, contre 545 au cours de la même période de 1999. Il ressortait également que 860 logements étaient en construction dans les colonies du district de Jérusalem et 270 autres dans les autres colonies de peuplement. Depuis l'entrée en fonctions du gouvernement Barak, en juillet 1999, 1 924 logements avaient été mis en construction dans les colonies (1 384 dans le district de Jérusalem et 540 dans le reste des colonies), contre 1 845 en 1998 et 1 160 en 1997. Raz a critiqué l'appel d'offres émis la veille et portant sur la construction de 80 logements à Har Adar. (*Ha'aretz*, 12 septembre)

19. Le 27 septembre, il a été signalé qu'à la fin de 1999, environ 56 % des habitants de Jérusalem vivaient dans les secteurs de la ville annexés en 1967, selon le rapport statistique annuel publié la veille par l'Institut d'études israéliennes de Jérusalem. Les Juifs constituaient quelque 46 % de la population des secteurs en question et la population juive de ces secteurs représentait 38 % de la population juive de la ville. (*Ha'aretz*, 27 septembre)

20. Le 10 octobre, il a été signalé que la série d'actes de violence perpétrés par des colons juifs contre des Palestiniens s'était intensifiée durant le week-end, en particulier dans le nord de la Cisjordanie. Dans la nuit du 7 octobre, un palestinien de 23 ans, Mustafa Abu Baker, de Bidia, avait été tué par balles sur la route

transsamaritane, près de son village. Les résidents de Bidia insistent sur le fait qu'Abu Baker aurait pu être sauvé si les résidents juifs ne s'étaient pas opposés au passage des ambulances. Des responsables palestiniens avaient fait appel au Comité international de la Croix-Rouge pour qu'Israël ne fasse pas obstacle à la circulation des ambulances. Le corps d'un Palestinien avait été trouvé en Cisjordanie près de Ramallah : Ali Ishak, âgé de 25 ans, originaire du village d'Azun, avait été trouvé avec des blessures à la tête provoquées par balles. Les Palestiniens imputaient sa mort aux colons juifs, mais les responsables israéliens avaient exprimé des doutes sur ces allégations et avaient fait valoir que les Palestiniens auraient, au cours des derniers jours, répandu des mensonges et des fausses informations portant sur des meurtres prétendument perpétrés par des colons juifs. Un homme de 70 ans, Abd El-Rahman Nafa'a, du village de Zawayeh près de Naplouse, aurait été frappé par des colons le week-end précédent. Des colons avaient récemment attaqué 7 villages dans la région de Naplouse, tirant des balles, brisant des fenêtres et endommageant des façades de maisons, d'après des sources palestiniennes. L'année précédente, une patrouille punitive avait mené des opérations à Naplouse et dans la région nord de la Cisjordanie, appuyant des attaques contre des biens appartenant à des Arabes en représailles pour des actes terroristes contre les Juifs. (*Ha'aretz*, 10 octobre)

21. Le 27 octobre, il a été signalé que les FDI avaient l'intention de consacrer la somme de 25 millions de NIS au renforcement de la protection des colonies, suite à une décision prise la veille par le Ministère des Finances de débloquer les fonds nécessaires. Une personnalité militaire de haut rang avait indiqué à *Ha'aretz* que le Service Général de sécurité avait décidé d'affecter ces crédits aux « mesures de sécurité visant à protéger des vies ». (*Ha'aretz*, 27 octobre)

22. Le 30 octobre, il a été signalé que la Municipalité de Jérusalem avait l'intention d'étudier un projet de construction de 4 000 logements supplémentaires dans la colonie Har Homa. Le secteur en question longeait la frontière du sud-est de la ville et était limitrophe du village palestinien de Beit Sahur. Le plan dénommé Har Homa B, faisait partie d'une initiative du Ministère du logement qui serait mise en oeuvre sur des terres confisquées aux Palestiniens. Le projet serait présenté le 3 novembre à une sous-commission d'un comité local d'urbanisation et de construction, qui étudierait

également la construction, entre Gilo et Homar, d'un nouveau quartier juif, soit 400 unités d'habitation qui seraient réalisées par des entrepreneurs privés. En outre, le comité local d'urbanisation délibérerait de la construction d'un nouveau quartier juif implanté sur 64-dunams à Abu Dis. L'emplacement proposé était relié au village palestinien d'Abu Dis, qui se trouvait dans le secteur B (sous contrôle israélien pour la sécurité et gestion civile palestinienne). Le projet était financé par un riche sponsor de droite, Irving Moskowitz, qui entretenait d'étroites relations avec Ehud Olmert, maire de Jérusalem. (*Ha'aretz*, 30 octobre)

23. Le 2 novembre, il a été signalé que la police enquêtait sur les allégations des Palestiniens selon lesquelles des colons de Yitzhar avaient, la veille, blessé par balle deux Palestiniens qui récoltaient des olives dans une oliveraie du village d'Urif, au sud de la colonie. D'après les Palestiniens, Salah Safdi, 36 ans, et Said Abdel Khadi, 19 ans, travaillaient dans les champs lorsque les colons avaient ouvert le feu sur eux. Peu après l'incident, les FDI avaient affirmé qu'elles n'avaient pas eu connaissance de cette affaire. Toutefois, des officiers de l'armée avaient fait observer que pratiquement tous les jours, des informations faisaient état d'affrontements entre Palestiniens et colons dans la région « Les tensions sont très fortes dans la zone », comme en témoignait l'incendie d'une mosquée provoqué par des colons à Hawarah ainsi que l'incident au cours duquel deux colons d'Itamar avaient ouvert le feu sur des Palestiniens à Beit Furik et en avaient tué un. (*Jerusalem Post*, 2 novembre)

24. Le 8 novembre, il a été signalé que le commandant d'une brigade des FDI à Hébron avait présenté ses excuses à la famille d'un Palestinien qui avait eu les membres inférieurs paralysés après avoir été blessé à la tête par une balle tirée depuis une colonie juive. Cet homme, Ibrahim Abou Turki, 60 ans, domicilié à Qalqis, rentrait chez lui à dos d'âne lorsqu'il avait essuyé des coups de feu tirés depuis la colonie d'Hagai, le 13 octobre 2000. À cette époque, il n'y avait pas d'affrontements entre les Palestiniens et les forces israéliennes ou les colons juifs. Abou Turki a été soigné dans un hôpital en Arabie saoudite et sa famille avait été informée que ses chances de se rétablir complètement étaient très minces. (*Ha'aretz*, 8 novembre)

25. Le 27 novembre, il a été signalé que des colons des colonies de Gush Katif, dans la bande de Gaza,

avaient pris possession d'une dizaine de bâtiments apparemment abandonnés situés au bord de la mer à Kfar Yam et qu'ils avaient l'intention d'établir un campement permanent à la jonction de Gush Katif et dans d'autres lieux. Depuis les fusillades de la semaine précédente, beaucoup de vieilles cabanes et de bâtiments inhabités situés à la jonction de Gush Katif avaient été détruits et des arbustes et des arbres avaient été déracinés afin que les soldats aient une bonne visibilité des deux côtés de la route. « Nous prévoyons de nous installer partout où cela est possible », a dit Itzik Eliah, Vice-Président du Conseil régional de la côte de Gaza. Il a également été signalé que la colonie de Kfar Darom, dans la zone de Gush Katif, continuait de sélectionner de nouvelles familles candidates à l'installation. Des plans prévoyant la construction de nouveaux quartiers sur un terrain de 100 dunams (une douzaine d'hectares), qui avait été entouré d'une clôture après une attaque terroriste et où quatre caravanes avaient été installées, étaient en cours d'élaboration. La colonie accélérerait également la mise en oeuvre d'anciens plans de construction de logements. (*Jerusalem Post*, 27 novembre)

26. Le 5 décembre, il a été signalé que le coût lié au démantèlement de quelque 60 % des colonies de la Rive occidentale et de la bande de Gaza, ainsi qu'à l'indemnisation de leurs habitants, était estimé à environ 3,5 milliards de dollars des États-Unis, selon un rapport publié la veille par « La paix maintenant ». La section chargée de la surveillance des colonies au sein de ce mouvement avait montré que depuis l'arrivée au pouvoir d'Ehoud Barak, les chantiers de 2 830 logements avaient été lancés dans les colonies, et que des appels d'offres portant sur la construction de 3 500 logements supplémentaires avaient été émis, c'est-à-dire que le rythme était resté le même que sous le gouvernement de Benjamin Nétanyahou. Le mouvement a condamné le projet d'Ehoud Barak de constituer de grands groupes de colonies de peuplement sous souveraineté israélienne et de supprimer les unités plus petites dans le cadre d'un accord avec les Palestiniens. Qualifiant ce projet d'irréaliste, le mouvement a déclaré, par la bouche de son porte-parole Didi Remez : « Il ne saurait y avoir d'accord sans un rétablissement des frontières de 1967 et, pour ce faire, nous devons démanteler la majorité, voire la totalité des colonies israéliennes ». « La première des priorités doit être le démantèlement des 16 colonies juives de la bande de Gaza, où 6 500 Israéliens vivent parmi un million de Palestiniens », a

déclaré Amiram Goldblum, membre du mouvement. « L'étape suivante devra être le démantèlement des colonies de la Rive occidentale, à commencer par celles qui se situent près des grands centres de population palestinienne. » Quelque 200 000 Israéliens vivent dans les 130 colonies de Cisjordanie, aux côtés de deux millions de Palestiniens. Enfin, « La paix maintenant » a affirmé que 60 % des colons vivaient dans les communautés périphériques pour des raisons extérieures à toute idéologie. (*Jerusalem Post*, 5 décembre)

27. Le 10 décembre, il a été signalé qu'à Hébron, la tension était brusquement montée après que quelques dizaines de colons de Kiryat Arba eurent bloqué les routes aux Palestiniens et se furent emparés d'un bâtiment de Givat Harsina qui, affirmaient-ils, avait été construit sur leurs terres. Des Palestiniens ont affirmé que le bâtiment appartenait à la famille Jaber. Dans un premier temps, les FDI n'étaient pas intervenues, mais rapidement, les Palestiniens s'en étaient pris aux Israéliens; un garçon palestinien âgé de 13 ans, Mansour Jaber, avait reçu une balle dans l'abdomen. Le père de l'enfant avait déclaré à la radio de l'armée que les colons avaient tiré sur son fils au moment où il ouvrait la porte de la maison. Les FDI ont fait savoir que la police et l'armée avaient ouvert une enquête à la suite de cet incident. En fin de soirée, les colons occupaient toujours le bâtiment de deux étages. (*Jerusalem Post*, 10 décembre)

28. Le 2 janvier, il a été rapporté qu'en début de journée, des colons de la région de Binyamin avaient bloqué les routes d'accès entre les villages arabes et l'autoroute, empêchant les Palestiniens de circuler en véhicules particuliers. (*Jerusalem Post*, 2 mai)

29. Le 19 février, il a été signalé qu'un avant-projet portant sur la construction de 1 000 logements près de Bat Ayin, dans la colonie de Gush Etzion (près de Bethléem) avait été approuvé, la veille, par la division des colonies de l'Agence juive. C'était la première étape d'un processus requérant encore l'approbation du Ministère de la défense et du Cabinet. Le capitaine Peter Lerner, porte-parole de l'administration civile dans les territoires, a fait observer que, si la division des colonies était compétente pour réaliser des plans sur des terres entrant dans sa juridiction, elle n'avait en revanche pas autorité pour approuver la construction de logements neufs. Lorsque la division avalisait un plan, l'administration civile effectuait les vérifications nécessaires pour s'assurer que le terrain concerné ne

faisait pas l'objet d'un litige puis transmettait le dossier au Ministère de la défense pour approbation. Didi Remez, porte-parole de « La paix maintenant », a déclaré : « La construction dans les colonies constitue une forme de violence qui ne peut qu'appeler la violence; elle est un des principaux facteurs de perte de confiance dans la politique du Gouvernement et dans la sécurité. Par ailleurs, ce projet met en pièces le mythe de la croissance naturelle, qui figure dans les grandes lignes de l'action du Gouvernement qui n'a toujours pas été formé. Il doublera la "croissance naturelle" de Bat Ayin ». (*Jerusalem Post*, 19 février)

30. Le 19 mars, il a été signalé que la commission de planification et de construction de la municipalité de Jérusalem était sur le point d'approuver la deuxième phase de la construction controversée du quartier d'Har Homa, au sud-est de la ville. Le projet, qui prévoyait 3 000 nouveaux logements, devrait encore être approuvé par la commission régionale avant que le Ministère de la construction et du logement décide, s'il y avait lieu, de publier les appels d'offres et à quel moment le faire. Les travaux de la première tranche, environ 2 400 logements, devaient se terminer durant l'été. Cependant, la gauche et les groupes de défense des droits de l'homme, opposés à la construction de ce quartier qui n'avait cessé d'être interrompue et de reprendre tout au long de la décennie, avaient déclaré la veille qu'il était plus évident que jamais que ce n'était ni le moment ni l'endroit de construire. « La commission serait mal avisée de donner son feu vert à cette [nouvelle] construction alors que, de toute évidence, celle de la première tranche a été ralentie à cause des violences et des fusillades qui se sont produites dans la zone », a dit Pepe Alalu, qui dirige le groupe du Meretz au conseil municipal. Rappelant que la vente des appartements de la première tranche était « virtuellement gelée » depuis que l'Intifada avait éclaté en septembre dernier, il a qualifié d'« absurde » la probable approbation du projet étant donné que, « manifestement, personne ou presque ne voulait s'installer ici ». (*Jerusalem Post*, 19 mars)

31. Le 22 mars, il a été signalé que le Premier Ministre Ariel Sharon avait dit la veille, au cours d'un large échange de vues avec le Secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, que la raison pour laquelle Israël voulait construire le quartier de Har Homa était d'empêcher que la ville de Bethléem fusionne avec les quartiers de Jérusalem-Est, et ce afin qu'il soit à tout jamais impossible d'y faire passer une frontière. « Je

lui ai dit que ce n'était pas une décision nouvelle et qu'il s'agissait simplement de la poursuite des travaux de construction ... qu'il serait ainsi impossible de faire passer une frontière dans une zone construite entre deux zones palestiniennes et que la décision prise 10 ans plus tôt de construire à Har Homa découlait de la nécessité d'empêcher une continuité territoriale palestinienne entre Bethléem et Beit Sahur et entre Sur Baher et d'autres quartiers [de Jérusalem-Est] », a déclaré Sharon. « À partir du moment où les deux [zones] se toucheront, il ne sera plus possible d'y tracer une frontière, et la situation deviendra conflictuelle ». (*Jerusalem Post*, 22 mars)

32. Le 5 avril, il a été signalé que le Ministère du logement et de la construction allait débloquer 1,5 million de shekels au profit d'Atzmona, colonie de la bande de Gaza dans laquelle un garçon de 15 mois avait été blessé par un obus de mortier. À l'issue d'une réunion de travail avec Aharon Tzour, Président de l'Autorité du littoral de Gaza, le Ministre Natan Sharonsky a déclaré aux journalistes que l'argent serait consacré à la construction d'une école talmudique, d'un centre communautaire et d'une école de préparation militaire. (*Ha'aretz*, 5 avril)

33. Le 6 avril, il a été signalé que, la veille, le Ministère du logement et de la construction avait émis des appels d'offres en vue de la construction de 700 logements sur la Rive occidentale. Ces appels d'offres portaient sur la construction de 496 logements à Ma'aleh Adoumim, près de Jérusalem, et de 212 logements à Alfei Menasheh, à l'ouest de Kalkilia. La veille, le Ministre du logement et de la construction Natan Sharonsky avait déclaré : « Ces derniers jours, nous avons vu à quel point il importait de prêter main forte aux citoyens envoyés par le Gouvernement israélien pour peupler les territoires.... Cette expansion est rendue nécessaire par la croissance naturelle dans ces villes ». (*Ha'aretz*, 6 avril)

34. Le 10 avril, il a été signalé que le projet du Ministère du logement et de la construction de mettre en vente les terrains nécessaires à la construction de 5 000 logements sur la Rive occidentale en 2001 avait soulevé une vague de protestation de la part des gouvernements étrangers. Le Ministre des affaires étrangères, M. Shimon Peres, a réaffirmé que le Gouvernement n'avait pas l'intention de créer de nouvelles colonies et que toute nouvelle activité de construction dans les colonies existantes ne ferait que répondre aux « besoins dictés par la croissance

naturelle » des communautés concernées. Les projets du Ministère devaient obtenir l'approbation du Ministère de la défense. Or, ce dernier avait déjà approuvé la semaine précédente un projet de Natan Sharonsky portant sur la construction de 700 autres logements à Ma'aleh Adoumim et Alfei Menasheh. Les terrains mis en vente par l'État seraient tous situés à l'intérieur des colonies existantes, conformément au programme de la coalition, qui stipule clairement qu'aucune nouvelle colonie ne sera implantée sous l'actuel Gouvernement. Les chiffres de l'Administration israélienne des biens fonciers montraient que durant l'année 2000, le Ministère avait vendu des terrains en vue de la construction de 2 800 logements sur la Rive occidentale, et que ces ventes avaient généré des recettes d'un montant de 70 millions de shekels environ. L'objectif des ventes de l'année en cours était de 78 % supérieur à celui de l'année précédente. Le projet le plus important concernait Ma'aleh Adoumim, où les terrains mis en vente devraient accueillir 1 328 logements neufs. En outre, il était prévu de construire 921 logements à Givat Ze'ev et 388 à Givat Benyamin, à l'est de Neveh Ya'akov. Vers Gush Etzion, il était prévu de construire 594 logements près de Beitar et 414 parcelles étaient destinées à la vente à Beitar même. À Efrat, des terrains en vue de la construction de 340 logements devaient être vendus. Selon le Ministère du logement, les terrains constructibles devaient prochainement manquer à Efrat. Pour faire face à cette pénurie, il était prévu de construire une nouvelle ville baptisée Gva'ot, d'une capacité de 6 000 logements. En Samarie, des terrains devaient être mis en vente à Karnei Shomron et Ariel, d'une capacité respective de 200 et 650 logements. À Ariel comme à Alfei Menasheh, plusieurs appels d'offres n'avaient pas abouti, faute d'une demande suffisante. Certains responsables américains affirmaient depuis un certain temps que sur la Rive occidentale, 20 000 logements au moins étaient vacants, laissant entendre qu'il n'était pas nécessaire de construire de nouveaux logements. (*Ha'aretz*, 10 avril)

35. Le 27 avril, il a été signalé qu'au cours des semaines précédentes, plusieurs ministères avaient accordé des prestations supplémentaires et débloquent des fonds de développement au bénéfice des colonies de Gush Katif, dans la bande de Gaza, à la fois en raison du climat d'insécurité qui y régnait et en vertu du principe du gouvernement Sharon selon lequel aucune colonie ne devrait être évacuée aux termes de

quelque accord que ce soit. Le Ministre de la défense, Benjamin Ben-Eliezer, avait donné son aval à l'achèvement de la construction de 14 maisons à Dugit, qui avait été gelée sous le Gouvernement Barak. Actuellement, les 14 familles de la colonie vivaient dans des caravanes. Par ailleurs, le Ministre de l'agriculture, Shalom Simchon, avait décidé d'augmenter les aides dont bénéficiait l'agriculture des colonies de Pe'at Sadeh et Rafiah Yam. Une commission interministérielle avait approuvé le déblocage de 13 millions de shekels en vue de la construction de synagogues dans les colonies de Gaza. Enfin, un contrat portant sur la construction d'une école à Atzmona a été signé, et le Ministère de l'éducation a approuvé le financement de la construction d'une autre école à Netzarim. Or, dans le même temps, des chiffres publiés le mercredi précédent par le député Mussi Raz (Meretz) montraient qu'au cours des premiers mois de 2001, les ventes de logements par l'État dans les colonies de la Rive occidentale et de la bande de Gaza avaient chuté de 66 % par rapport à la même période de l'année précédente. Selon ces chiffres, qui reposaient sur les données du Ministère du logement, seuls 79 logements auraient été vendus jusqu'à présent cette année, contre 230 au même moment l'année précédente. Une des baisses les plus importantes avait été constatée à Beitar Ilit, où le nombre de logements vendus était passé de 158 à 36. Les ventes étaient passées de 23 à zéro à Efrat et de 18 à 6 à Ariel. Commentant ces chiffres, Raz a déclaré qu'il était inutile que l'État construise de nouveaux logements dans les colonies. (*Ha'aretz*, 27 avril)

4. Routes

36. Le 21 septembre, il a été signalé que les propriétaires de terrains situés dans les villages de Sour Bahir et Suwahara avaient récemment reçu de la municipalité de Jérusalem une lettre les informant qu'ils seraient prochainement expropriés de leurs terres au nom de l'intérêt public, à savoir pour la construction de la rocade-est. Les résidents de Wadi Kadoum et Ras Al Amoud devaient prochainement recevoir des lettres dans ce sens. C'étaient au total plus de 100 résidents qui devaient recevoir des avis d'expropriation dans les jours à venir. Cette mesure, prévue de longue date, ne devrait faire l'objet d'aucun affrontement politique, mais certains résidents entendaient se battre pour obtenir une meilleure indemnisation. Les terres en question seraient actuellement classées en « zone

verte », et leur prix était bien moins élevé que celui des terrains constructibles. Meïr Margalit (Meretz), membre du conseil municipal de Jérusalem, a déclaré : « Tout le monde sait que ces terres sont utilisées pour des constructions et que le statut de “zone verte” est une notion purement politique destinée à limiter la présence arabe dans la ville. Un expert indépendant doit donc être désigné pour fixer le prix des terrains en fonction des prix du marché des terrains constructibles ». L’opposition municipale exigeait que les propriétaires qui ne disposaient d’aucun document officiel leur permettant de justifier leur statut de propriétaire des terrains soient aussi indemnisés, car les terres en question appartenaient à leur famille depuis des années, même si cela n’était pas mentionné dans le cadastre. « Ils doivent être traités en véritables propriétaires », selon les propres termes de Margalit. Un certain nombre de propriétaires arabes expropriés ont refusé d’être indemnisés par l’État d’Israël, au nom de convictions nationalistes, ou craignant qu’eux-mêmes et leurs familles deviennent la cible de nationalistes. Pour remédier à cette situation, l’opposition municipale réclamait la création d’un fonds spécial sur lequel pourraient être versées les indemnités refusées par les familles. Margalit a ainsi déclaré : « L’argent sera tenu à disposition des familles, en attendant que les conditions politiques leur permettent de l’accepter ». Le député du Meretz Mossi Raz a déclaré qu’étant donné que la nouvelle route passerait probablement à proximité de terres susceptibles d’être transférées à l’Autorité palestinienne, « une coordination devait être mise en place avec l’Autorité palestinienne à ce sujet. Si aucun accord n’était possible, la construction de la route devrait être suspendue en attendant la signature d’un accord de paix ». (*Ha’aretz*, 21 septembre)

37. Le 21 novembre, il a été signalé que la veille, l’armée israélienne avait barré la route Kisufim-Gush Katif reliant le nord et le sud de la bande de Gaza, empêchant ainsi des milliers de Palestiniens résidant dans le sud et travaillant ou étudiant dans le nord de rentrer chez eux. Les FDI envisageaient d’interdire aux Palestiniens d’emprunter une autre artère importante de Gaza, la route qui reliait Karni à Netzarim. (*Ha’aretz*, *Jerusalem Post*, 21 novembre)

38. Le 10 décembre, il a été signalé qu’à Hébron, la tension était brusquement montée après que quelques dizaines de colons de Kiryat Arba eurent bloqué les routes aux Palestiniens et se furent emparés d’un

bâtiment de Givat Harsina qui, affirmaient-ils, avait été construit sur leurs terres. Des Palestiniens ont affirmé que le bâtiment appartenait à la famille Jaber. Dans un premier temps, les FDI ne sont pas intervenues, mais rapidement, les Palestiniens s’en sont pris aux Israéliens; un garçon palestinien âgé de 13 ans, Mansour Jaber, avait reçu une balle dans l’abdomen. Le père de l’enfant a déclaré à la radio de l’armée que les colons avaient tiré sur son fils au moment où il ouvrait la porte de la maison. Les FDI ont fait savoir que la police et l’armée avaient ouvert une enquête à la suite de cet incident. En fin de soirée, les colons occupaient toujours le bâtiment de deux étages. (*Jerusalem Post*, 10 décembre)

39. Le 13 décembre, il a été signalé qu’un groupe de colons en colère avait bloqué des routes près de Kedumim, au carrefour de Bekaot et dans la région de Gush Etzion, empêchant tout trafic de véhicules palestiniens. Les colons affirmaient qu’en dépit du « blocus » imposé par les FDI sur les villages de la Rive occidentale, les Palestiniens continuaient à circuler librement et à lancer des attaques. (*Jerusalem Post*, 13 décembre)

40. Le 6 avril 2001, il a été signalé que les bulldozers israéliens avaient commencé à tracer une route à travers des terres palestiniennes appartenant à Ein Yabroud et Bittin, afin de relier Beit El à la route Naplouse-Jérusalem. (*Ha’aretz*, 6 avril)

5. Cartes d’identité, permis de voyager

41. Le 8 août 2000, la police des frontières a empêché Faisal Hussein, Ministre de l’Autorité palestinienne chargé des affaires de Jérusalem, et quelque 200 chefs d’entreprise palestiniens venus de l’étranger, de pénétrer dans la Chambre palestinienne de commerce à Jérusalem, où ils prévoient de tenir leur réunion annuelle sur les investissements à Jérusalem-Est et dans les secteurs palestiniens. Entre 30 et 40 gardes frontière ont bloqué l’accès au bâtiment, repoussant les chefs d’entreprises qui s’approchaient. Les responsables israéliens ont fait savoir qu’ils avaient empêché la tenue de cette conférence, car elle était organisée par l’Autorité palestinienne; or, les accords de paix intérimaires interdisent toute activité de l’Autorité palestinienne à Jérusalem tant que l’avenir de la ville n’aurait pas été décidé dans le cadre d’un accord sur son statut définitif. (*Jerusalem Post*, 9 août)

42. Le 5 décembre, il a été signalé que le général de brigade Tawfik Tirawi, chef du Service général de renseignement de l'Autorité palestinienne pour la Rive occidentale, ne serait pas en mesure de quitter Ramallah du fait de la confiscation par Israël du permis VIP qui lui donnait la possibilité de se déplacer librement sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza. Un responsable israélien de la sécurité avait déclaré la veille que, la ville étant soumise à un blocus, Tirawi devrait y rester. Cinq cents fonctionnaires de l'Autorité palestinienne étaient titulaires de permis VIP de trois catégories différentes. Les 80 fonctionnaires qui possédaient des permis VIP de première catégorie pouvaient entrer en Israël par les frontières internationales et pouvaient se déplacer librement entre la Rive occidentale et la bande de Gaza. Les autres étaient titulaires de permis des deuxième et troisième catégories et avaient besoin d'autorisations spéciales pour entrer en Israël. Les Accords d'Oslo stipulaient que les personnes titulaires de permis VIP ne pouvaient entrer en Israël que par les postes frontières internationaux. (*Jerusalem Post*, 4 décembre)

43. Le 11 mars 2001, le porte-parole des FDI a déclaré que l'armée déplorait le contretemps imposé deux jours plus tôt, le vendredi après-midi, au patriarche latin Michel Sabah lorsque deux soldats avaient empêché celui-ci de franchir un barrage de l'armée près du carrefour d'Ein Arik, à l'ouest de Ramallah. Le patriarche venait de quitter cette ville pour se rendre dans un village voisin où il devait dire les prières quand il a été arrêté par des soldats. Refusant d'être retenu, il est rentré à Ramallah. Le porte-parole des FDI a déclaré que les soldats n'avaient pas respecté le règlement et que leur commandant avait présenté ses excuses personnelles. (*Jerusalem Post*, 11 mars)

44. Le 1er avril, il a été signalé qu'Israël avait refusé à 24 responsables gouvernementaux palestiniens l'autorisation de traverser Israël pour se rendre de Gaza à Ramallah afin d'assister à la réunion hebdomadaire du cabinet. En raison du refus israélien, la réunion s'était tenue en l'absence des responsables en question. (*Ha'aretz*, 1er avril)

6. Bouclages

45. Le 10 octobre 2000, il a été signalé que les FDI intensifiaient le bouclage des territoires palestiniens. Cependant, selon Shlomo Dror, porte-parole du coordonnateur des activités du Gouvernement israélien

dans les territoires, il ne s'agissait pas d'une action punitive contre les Palestiniens, mais plutôt d'une mesure prise pour des « raisons de sécurité ». Il avait été décidé d'exclure les travailleurs arabes, suite à l'élargissement de plus de 20 et quelques terroristes du Hamas par l'Autorité palestinienne. Le Gouvernement a également interdit l'entrée sur le territoire israélien aux fonctionnaires de l'Autorité palestinienne, y compris aux personnalités de haut rang. Cependant, le passage sécurisé continuerait à fonctionner, et 1 000 Palestiniens pourraient l'emprunter quotidiennement. Entre-temps, des responsables israéliens avaient déclaré que le maintien de la fermeture du carrefour de Karni dans la bande de Gaza provoquait la pénurie de produits alimentaires de base, notamment, les oeufs, les produits laitiers et les aliments en boîte. Les responsables ont indiqué que l'État d'Israël avait permis que le carrefour de Karni reste ouvert, mais que les Palestiniens avaient fermé leur côté depuis la semaine précédente en signe de protestation. Du fait des violences au cours de la semaine écoulée, un nombre de plus en plus important de Palestiniens avaient été victimes de coupures de courant dans toute la Cisjordanie. Il y avait eu également des conduites d'eau endommagées. Lors de communiqués sur cette question, il a été signalé qu'environ 40 000 résidents palestiniens vivant dans des quartiers sous contrôle israélien étaient restés soumis la même semaine à des bouclages très stricts. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 10 octobre)

46. Le 13 octobre, il a été signalé que l'armée israélienne, qui avait renforcé ses forces depuis plus d'une semaine, avait déployé la veille des chars autour des principales villes palestiniennes de Cisjordanie. L'armée avait non seulement imposé un bouclage de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, mais isolé les villes les unes des autres, empêchant les Palestiniens de sortir ou d'entrer dans les poches sous leur contrôle. À Gaza, déjà bouclé, la marine s'était vue imposer un blocus maritime. (*Jerusalem Post*, le 13 octobre)

47. Le 18 octobre, on a signalé que le bouclage complet de la Cisjordanie et de la bande de Gaza au cours des récentes émeutes avait désorganisé les services essentiels dans les territoires et paralysé l'économie palestinienne. Alors que la préoccupation la plus immédiate était la prestation de services médicaux aux hôpitaux dans lesquels s'entassaient les blessés suite aux heurts avec les FDI et les colons, des responsables palestiniens étaient également préoccupés

par les effets considérables du bouclage sur d'autres services essentiels et sur l'économie palestinienne. Les premières restrictions aux déplacements entre les territoires et Israël avaient été imposées le 5 octobre et le bouclage total était intervenu le 12 octobre. L'accès direct aux villes de Cisjordanie et de la bande de Gaza avait été interdit par des barrages routiers et par les FDI, et les villes avaient été coupées des villages environnants. La circulation des marchandises entre Cisjordanie et la bande de Gaza, ainsi qu'entre les villes et les villages, n'était pas autorisée dans le cadre du bouclage. L'accès aux territoires par les passages de frontière de Rafiah et d'Allenby avait été limité, et 40 000 résidents de la vieille ville d'Hébron, avaient été virtuellement assignés en résidence pendant 19 jours. Selon des sources palestiniennes, le bouclage avait désorganisé les services médicaux sur l'ensemble des territoires, rendant difficile pour les hôpitaux d'apporter leurs soins aux Palestiniens blessés lors de heurts avec les FDI. Les demandes de transfert des blessés les plus graves vers des pays arabes voisins, afin qu'ils bénéficient de soins médicaux urgents, avaient été retardées par des procédures d'autorisation exceptionnellement longues. Dans l'ensemble de la Cisjordanie, les établissements médicaux avaient indiqué que les médecins ne pouvaient pas rejoindre leur lieu de travail, vu les restrictions apportées aux déplacements, et les villageois malades n'avaient pu se rendre dans les hôpitaux des villes voisines. Le Centre palestinien pour les droits de l'homme de Gaza a signalé que du matériel médical et des médicaments n'étaient pas parvenus à temps aux hôpitaux. D'autres services gouvernementaux, comme l'éducation, avaient été touchés par le bouclage, les enseignants n'ayant pas pu se rendre dans les écoles de village. Outre l'interruption des services essentiels, le bouclage allait vraisemblablement être gravement préjudiciable à l'économie palestinienne. Le Ministère du travail palestinien estimait qu'environ 110 000 Palestiniens travaillaient en Israël, dont 40 600 avec des permis de travail en règle. Leur perte de revenus s'élevait approximativement à 11 millions de shekels par jour, la chute de consommation se répercutait sur l'ensemble de l'économie. En outre, un grand nombre d'industries palestiniennes avaient été paralysées par la livraison de matières premières provenant d'Israël. Selon le Ministère palestinien de l'industrie, les entreprises palestiniennes perdaient environ 5 millions de dollars des États-Unis par jour. Par ailleurs, il a été signalé que les Forces de défense israéliennes avaient commencé à

appliquer l'accord signé la nuit précédente à Charm el-Cheikh, retirant des tanks situés autour de Naplouse. En outre, elles lèveraient les barrages routiers autour des villes palestiniennes et ouvriraient le passage frontalier et l'aéroport de Gaza. Une décision sur la levée du bouclage des territoires ne serait toutefois prise que dans les jours à venir. (*Ha'aretz*, 18 octobre)

48. Le 19 octobre, il a été signalé que deux jours auparavant, les FDI avaient bloqué l'entrée d'un certain nombre de villages de Cisjordanie avec des piles de sable, des blocs de béton, tout en levant, par ailleurs, certains des barrages routiers installés une semaine auparavant lors du bouclage interne. La route reliant Khawara et Naplouse avait été également bloquée par des sacs de sable. Les responsables palestiniens avaient durement critiqué le blocage de la route intervenu quelques heures seulement après la conclusion de la réunion au sommet de Charm el-Cheikh. Le bureau du porte-parole des FDI avait publié une déclaration expliquant, « que les barrages routiers en ciment avaient été placés afin de donner force de loi à l'encerclement des villes palestiniennes ... et seraient levés dès que l'encerclement aurait pris fin ». Lors de communiqués, il a été signalé qu'environ 100 oliviers appartenant aux résidents de Khawara avaient été coupés le 17 octobre. Les villageois avaient blâmé les colons de Yitzhar pour avoir détruit la plantation d'oliviers. Ils ont dit qu'ils n'avaient pas travaillé la veille dans leurs champs, de crainte d'être attaqués par des colons. (*Ha'aretz*, 19 octobre)

49. Le 25 octobre, il a été signalé que les Palestiniens avaient la veille organisé plusieurs marches symboliques vers Jérusalem pour marquer le jour où le Prophète Mahomet serait arrivé à Jérusalem et serait monté au ciel. Les manifestants exigeaient la fin du bouclage des territoires, ainsi que la levée des barrages routiers des FDI qui empêchaient la libre circulation à l'intérieur des territoires. Plusieurs villes palestiniennes, dont Naplouse, Beit Jala, la vieille ville d'Hébron et les villages situés autour de Jenin, étaient encore coupées du reste des territoires par des barrages routiers. (*Ha'aretz*, 25 octobre)

50. Le 1er novembre, il a été signalé que d'après des sources israéliennes, des Palestiniens avaient ouvert le feu sur des bus civils près de la colonie d'Alfei Menasheh et qu'un passager israélien avait été légèrement blessé. Les FDI ont répondu à cette attaque en bouclant Kalkilya, empêchant ainsi les Palestiniens d'entrer dans la ville ou de la quitter. Il a également été

signalé que le même jour, des soldats des FDI avaient fermé le tunnel routier « Gush Etzion » pendant plusieurs heures d'affilée après qu'une violente fusillade eut éclaté dans la zone d'El Khader, près de Bethléem. Un peu plus tôt, Israël avait une nouvelle fois fermé l'aéroport de Gaza pour des « raisons de sécurité ». (*Jerusalem Post*, 1er novembre)

51. Le 22 novembre, il a été signalé qu'une multitude d'habitants de Gaza se s'étaient rendus dans des endroits où l'on vendait de l'essence. En effet, Israël avait bloqué le transport d'essence vers Gaza pendant une semaine et les réserves s'épuisaient. L'électricité avait été rétablie la veille à Gaza. Elle avait été coupée à plusieurs reprises à cause des bombardements dont la ville avait été récemment la cible. Contrairement à ce qui s'était passé deux jours auparavant, Israël avait cette fois-ci bouclé de manière très stricte la bande de Gaza et les résidents qui souhaitaient passer d'une région à l'autre en avaient été empêchés aux points de contrôle. Des résidents de Gaza qui essayaient avaient été dispersés à l'aide de gaz lacrymogènes. Les écoles et l'université étaient restées désertes car les étudiants n'avaient pas pu s'y rendre. L'arrachage de citronniers et de palmiers près de la colonie de Kfar Darom avait suscité une colère terrible et de nombreux débats au sein de la population de Gaza. (*Ha'aretz*, 22 novembre)

52. Le 26 novembre, il a été signalé que la veille, la canonnade s'était poursuivie dans la colonie de Gush Katif (bande de Gaza), en particulier dans un poste militaire près de Khan Yunis. Les Palestiniens ont dit que du fait que les Israéliens avaient bloqué les routes dans la zone, les blessés n'avaient pu être soignés. « Nous avons un problème en ce qui concerne les blessés. Les Israéliens ont encerclé Khan Yunis; nous ne pouvons pas transporter les blessés de l'hôpital Nasser jusqu'à l'hôpital de l'Union européenne situé entre Khan Yunis et Rafah, où les soins sont meilleurs, a dit un responsable de l'Autorité palestinienne. Les Palestiniens ont déclaré que les FDI avaient tiré sur une ambulance palestinienne à Gaza. (*Jerusalem Post*, 25 novembre)

53. Le 29 novembre, il a été signalé que la veille, Israël avait rouvert le point de passage de Rafah, dans la bande de Gaza, et qu'il envisagerait d'assouplir les restrictions si les violences diminuaient. Il lèverait notamment le bouclage des villes et des villages sur la Rive occidentale et rouvrirait le passage du pont Allenby et l'aéroport Dahaniya dans la bande de Gaza, ont déclaré des responsables israéliens. Les restrictions

avaient été assouplies au moment où les Palestiniens de la Rive occidentale et de la bande de Gaza commençaient le ramadan. Il a été signalé que des responsables israéliens avaient examiné avec leurs homologues palestiniens les moyens de faire baisser la pression économique subie par les Palestiniens au cours des derniers mois de violence. D'après des sources israéliennes, si la violence diminuait considérablement, Israël autoriserait les Palestiniens à venir prier sur le Mont du Temple le vendredi sans imposer de limite d'âge et envisagerait aussi de retirer certains des chars qu'il avait déployés près des points d'affrontement. De hauts responsables palestiniens avaient été autorisés à franchir en toute sécurité le point de passage d'Erez qui reliait la bande de Gaza et la Rive occidentale et qu'ils n'avaient jusqu'alors pas le droit d'emprunter. (*Jerusalem Post*, 29 novembre)

54. Le 6 décembre, il a été signalé que l'Émissaire spécial de l'ONU au Moyen-Orient, M. Terje Roed-Larsen, avait déclaré que le bouclage par Israël des territoires palestiniens avait eu un effet désastreux sur l'économie palestinienne, en provoquant une augmentation du nombre de personnes vivant dans la pauvreté et en attisant la colère. Il a déclaré que cette mesure entravait le processus de paix et que la violence risquait fort de déplacer les frontières pour se transformer en une nouvelle guerre du Proche-Orient. « La situation actuelle est intolérable. Elle persistera peut-être pendant quelques semaines encore... Mais elle risque de se détériorer de façon brutale et tragique. Ses conséquences prévisibles pourraient bien alors nous entraîner dans un conflit régional », a-t-il déclaré. « L'unique façon de sauver ce qui peut l'être serait de faire en sorte que les deux parties reviennent rapidement à la table de négociations et acceptent les douloureux compromis auxquels elles doivent nécessairement se résoudre. » Dans un rapport publié la même semaine et consacré à l'économie palestinienne, le bureau de M. Larsen précisait qu'entre le 28 septembre et le 26 novembre, l'économie palestinienne avait perdu quelque 505 millions de dollars des États-Unis. De ce fait, le nombre de Palestiniens vivant avec moins de 9 shekels par jour avait doublé en trois mois. Selon une estimation de la Banque mondiale, le taux de pauvreté atteindrait 31,8 % à la fin du mois de décembre et 43,8 % d'ici la fin de 2001, car le bouclage aurait des effets à long terme sur l'économie palestinienne. Quelque 110 000 travailleurs palestiniens n'avaient plus la possibilité de travailler en Israël et de nombreux autres ne pouvaient

se rendre d'un secteur palestinien à l'autre pour travailler. Les auteurs du rapport précisait que chaque travailleur avait au moins quatre personnes à sa charge, ce qui rendait les effets du chômage d'autant plus dévastateurs. (*Jerusalem Post*, 6 décembre)

55. Le 10 décembre, il a été signalé qu'au cours du week-end, Israël avait imposé un blocus des villes et villages de la Rive occidentale, après que trois Israéliens eurent été abattus depuis des voitures par des terroristes le vendredi, alors que les Palestiniens commémoraient la « journée de la colère ». (*Jerusalem Post*, 10 décembre)

56. Le 20 décembre, il a été signalé que la veille, l'armée israélienne avait levé le blocus imposé sur la ville de Kalkilya un mois plus tôt en raison de la multiplication des incidents armés et des actes de violence dans la région. (*Jerusalem Post*, 20 décembre)

57. Le 22 décembre, il a été signalé que les célébrations organisées pour Noël à Bethléem seraient réduites au minimum et que seules les cérémonies religieuses seraient maintenues. Les responsables palestiniens accusaient toujours Israël d'être responsable de cette situation. Dans un communiqué de presse, les organisateurs du projet Bethléem 2000 affirmaient : « La ville de Bethléem est soumise à un bouclage qui, de fait, interdit tout déplacement de personnes et décourage les touristes dont il limite considérablement l'entrée. De plus, à ce jour, les pertes palestiniennes se chiffrent à environ 350 martyrs et à plus de 7 000 blessés. » Toutefois, un responsable militaire de la Région centre a déclaré qu'Israël était prêt à envisager un assouplissement des restrictions, voire la levée du blocus, pour autant que la situation du point de vue de la sécurité reste calme. « Nous n'aimons pas imposer des restrictions, mais il a tout de même fallu s'y résoudre au vu du climat d'insécurité qui régnait sur le terrain », a-t-il déclaré. (*Jerusalem Post*, 22 décembre)

58. Le 26 décembre, il a été signalé que la veille, dans un geste de bonne volonté, Israël avait autorisé 200 policiers palestiniens à circuler entre la Rive occidentale et la bande de Gaza. C'était la première fois depuis le début de la vague de violence, trois mois auparavant, qu'Israël autorisait les forces de sécurité palestiniennes à se déplacer en masse à travers le pays. Des sources militaires ont indiqué que 100 policiers palestiniens en poste près de Ramallah et vivant dans la bande de Gaza étaient montés dans des autocars et

repartis chez eux pour voir leurs familles qu'ils n'avaient pas revues depuis le mois de septembre. Selon la même source, les FDI avaient escorté le convoi entre la Rive occidentale et la bande de Gaza, le long du fameux « passage sûr ». Pour le retour, 100 policiers palestiniens de la Rive occidentale qui étaient restés cantonnés dans la bande de Gaza étaient montés dans les autobus et rentrés chez eux. Par ailleurs, quelque 80 civils avaient été autorisés à se rendre de la bande de Gaza sur la Rive occidentale. Selon des sources militaires, ce geste avait été fait en l'honneur de l'Aïd Al Fitr. Le passage sûr était resté partiellement ouvert durant la vague de troubles, mais uniquement aux VIP et dans les cas de nécessité humanitaire. (*Jerusalem Post*, 26 décembre)

59. Le 29 décembre, il a été signalé que le Premier Ministre et Ministre de la défense, Ehoud Barak, avait, la veille, ordonné aux FDI de boucler à nouveau la Judée, la Samarie et la bande de Gaza, après que deux militaires israéliens eurent été tués et que 16 militaires et civils eurent été blessés dans deux attentats à la bombe. Le capitaine Gadi Marsha, de la colonie de Kiryat Arba, et le sergent chef Yonatan Vermullen, 29 ans, de Ben-Shemen, avaient perdu la vie dans un attentat à la bombe perpétré au carrefour de Sufa, dans le sud de la bande de Gaza. Ces événements s'étaient produits la veille dans l'après-midi, quelques heures à peine après que 14 personnes eurent été blessées par l'explosion d'un autobus piégé en plein centre de Tel-Aviv. (*Jerusalem Post*, 29 décembre)

60. Le 16 janvier 2001, il a été rapporté qu'après qu'un colon israélien eut été tué la veille dans la bande de Gaza, Israël avait bouclé la région. Il a ainsi fermé les routes aux véhicules palestiniens, empêché les travailleurs palestiniens de se rendre en Israël, et fermé l'aéroport Dahaniya de Gaza, le poste frontière de Rafah vers l'Égypte et les points de passage des marchandises vers Israël. Ces mesures s'ajoutaient aux opérations militaires menées dans la région la nuit précédente, au cours desquelles des chars et des véhicules blindés de transport de troupes avaient été déployés sur les routes et les autoroutes, des barrages routiers érigés et des secteurs entiers bouclés. En fait, la bande de Gaza avait été divisée en trois secteurs isolés les uns des autres. (*Jerusalem Post*, 16 janvier)

61. Le 25 janvier, il a été rapporté que la veille, les FDI avaient maintenu un bouclage très strict de Tulkarm. Un porte-parole des FDI, le brigadier général Ron Kitri avait une nouvelle fois averti l'opinion que

l'armée empêchait tous les Israéliens d'entrer en secteur palestinien après que, deux jours plus tôt, deux Israéliens eurent été tués dans la ville de Tulkarm. (*Jerusalem Post*, 25 janvier)

62. Le 6 février, il a été signalé qu'en raison de la tenue des élections en Israël, les FDI avaient imposé un bouclage total de la Rive occidentale et de Gaza empêchant les Palestiniens d'entrer en Israël, sauf pour des raisons humanitaires. Le bouclage devait rester en vigueur jusqu'à minuit. Par ailleurs, il a été signalé que trois colons de Beit El avaient été arrêtés la veille pour avoir bloqué un grand carrefour près de Ramallah et empêché tous les véhicules palestiniens de passer. Les trois individus faisaient partie d'un groupe de colons qui avait obstrué la route à l'aide de gros blocs de pierre. Les colons demandaient aux FDI d'interdire aux Palestiniens d'emprunter les routes utilisées par les colons, conformément à une promesse faite un mois plus tôt. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 6 février)

63. Le 15 février, il a été signalé qu'après un incident survenu la veille, au cours duquel un Palestinien avait précipité un autobus contre un arrêt auquel une foule de voyageurs attendait, dans la ville d'Azur (Israël) située au sud de Tel-Aviv, faisant huit tués (sept militaires et un civil) et 26 blessés parmi les Israéliens, Israël avait imposé un bouclage total de tous les territoires et suspendu tous les permis de travail et permis d'entrée récemment délivrés aux Palestiniens. Israël avait également réinstallé les barrages routiers autour des grandes villes de la Rive occidentale et de la bande de Gaza, fermé l'aéroport Dahaniyah de Gaza et fermé les postes frontière entre les territoires et l'Égypte et la Jordanie. Par ailleurs, le blocus naval imposé quelques jours auparavant avait été maintenu et les hauts responsables de l'Autorité palestinienne avaient été interdits d'entrée en Israël. Il a été signalé qu'un bouclage était en vigueur depuis le 30 septembre 2000, mais que ce bouclage était périodiquement assoupli pour permettre aux dizaines de milliers de travailleurs palestiniens d'entrer en Israël. Après l'incident de la veille, tous les travailleurs palestiniens avaient reçu l'ordre de rentrer dans les territoires et le Gouvernement israélien avait fait savoir qu'il allait modifier sa politique en matière de délivrance d'autorisations d'entrer en Israël. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 15 février)

64. Le 2 mars, il a été indiqué que les FDI avaient creusé un fossé antichar de 2 mètres de profondeur autour de Jéricho, pour empêcher les Palestiniens de

quitter la ville et les Israéliens d'y entrer. Si ce dispositif marchait, les FDI envisageraient la possibilité d'encercler de tranchées analogues d'autres villes de Cisjordanie, ont indiqué des sources militaires. « Les tranchées ont été creusées près de la route pour prévenir les attaques et les FDI prendront ce type de mesures, en fonction de leurs besoins opérationnels; pour protéger les civils et les militaires israéliens », a déclaré l'armée. Le lieutenant-colonel Gil, chef d'opérations au Commandement pour la région centre, a indiqué que les tranchées permettraient d'économiser la main-d'oeuvre auparavant nécessaire pour patrouiller autour de cette ville de 30 000 habitants. « Jéricho a été sélectionnée pour cette expérience parce qu'elle est relativement isolée et entourée de zones non habitées où l'on peut facilement creuser les tranchées », a-t-il déclaré dans l'hebdomadaire des FDI *Bamahane*. Les fossés visaient à empêcher les véhicules palestiniens de contourner les points de contrôle des FDI situés sur les routes principales. Selon l'armée, ils n'avaient pas pour objet d'empêcher le passage des piétons mais seulement celui des véhicules, y compris, le cas échéant, les voitures piégées. Des habitants de la ville ont déclaré à l'Associated Press que les tranchées, qui mesuraient 1,5 mètre de large, représentaient une punition collective. « Ils ferment les routes », a dit Yasser Affouneh (18 ans), « ils ne nous laissent pas passer. Tout ce qu'ils veulent, c'est faire de la ville une grande prison ». (*Jerusalem Post*, 2 mars)

65. Le 8 mars, il a été indiqué qu'alors que le nouveau gouvernement prêtait serment la veille au soir, les FDI avaient creusé des tranchées et bouclé des villages près de Ramallah, autour de Bir Zeit, Ein Arik et Dir Abziah en particulier. Des officiers de l'armée ont déclaré que, malgré le blocus imposé à Ramallah plusieurs semaines plus tôt, les activités terroristes s'étaient amplifiées dans la région et, dans bon nombre de cas de fusillade, les terroristes étaient rentrés à Ramallah en utilisant les routes secondaires qui passaient par les villages. Selon des responsables des FDI, à certains endroits, les routes étaient bloquées par des soldats alors qu'en d'autres points, on avait déversé des monceaux de terre. Les responsables israéliens ont rejeté les allégations palestiniennes selon lesquelles les ambulances, les vivres et les médicaments étaient empêchés de parvenir à la population locale. « Les soldats ont pour instruction d'assurer l'acheminement de l'aide humanitaire et les ambulances ont accès aux villages. Ceux-ci sont pour la plupart reliés par des

routes secondaires que les populations locales peuvent emprunter », ont-ils indiqué. Des associations palestiniennes de défense des droits de l'homme ont affirmé que les tranchées faisaient 2 mètres de profondeur et que des blocs de ciment d'environ 1,5 mètre de haut avaient été disposés entre Surda et Bir Zeit, empêchant les véhicules d'accéder à ces zones et d'en sortir. Selon les mêmes sources, la mesure visait 25 villages palestiniens et leurs 65 000 habitants.. (*Jerusalem Post*, 8 mars)

66. Le 26 mars, il a été signalé que les FDI avaient restreint les déplacements en imposant un blocus « perméable » à Naplouse. « Nous voulons imposer des restrictions pour essayer d'empêcher les terroristes de quitter Naplouse pour lancer des attaques. Nous allons renforcer nos mesures de contrôle autour de la ville et appliquer un blocus permettant malgré tout aux cas humanitaires de franchir les barrages routiers » a dit un officier de l'armée israélienne. D'après des sources palestiniennes, des dizaines de personnes avaient été blessées la veille lors d'affrontements avec des soldats à Hébron et à Gaza. Des centaines de Palestiniens avaient tenté de forcer les barrages au sud de Naplouse pour protester contre le maintien des restrictions. Les affrontements s'étaient poursuivis presque tout l'après-midi, les Palestiniens lançant des pierres sur les soldats qui ripostaient avec des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes. (*Jerusalem Post*, 26 mars)

67. Le 27 mars, il a été signalé que les FDI avaient imposé la veille le blocus interne et le bouclage d'Hébron et décrété le couvre-feu pour les Palestiniens qui vivaient dans la partie de la ville contrôlée par Israël, après que des tireurs isolés palestiniens eurent tué un bébé de 10 mois et blessé aux jambes son père – Yitzhak, âgé de 24 ans, alors qu'il se tenait à l'entrée de la colonie Avraham Avinu à Hébron. Quelques minutes après l'attaque, les chars des FDI avaient tiré sur un bâtiment du quartier d'Abu Sneneh situé sur la colline opposée, parce que les coups de feu semblaient en provenir. Un échange nourri de feux s'était ensuivi. Les FDI avaient demandé aux habitants palestiniens d'évacuer leurs maisons vers 21 heures la veille. Des sources palestiniennes indiquaient qu'il y avait eu plusieurs blessés et que les soldats avaient procédé à des arrestations. L'armée avait également fermé la route Hébron-Jérusalem aux véhicules palestiniens. Le député Mossy Raz s'était déclaré choqué par l'attaque et avait exprimé ses condoléances, disant que seule la séparation d'avec les Palestiniens permettrait de

garantir la sécurité des habitants juifs et d'évacuer Hébron à l'avenir. (*Jerusalem Post*, 27 mars)

68. Le 6 avril, il a été rapporté que l'Association pour les droits civils en Israël avait fait recours devant la Haute Cour de justice pour obtenir la levée immédiate par les FDI des barrages installés sur les routes conduisant aux villages de Tawneh (près d'Hébron) et de Rantis (près de Ramallah). Dans son recours, soumis par l'avocat Nimr Sultani, l'Association affirmait que ces barrages entravaient considérablement les déplacements des Palestiniens qui souhaitaient se rendre à leur travail, assurer leur subsistance ou se faire soigner. L'association invoquait le fait que les villages de Tawneh et Rantis n'avaient été impliqués dans aucun attentat récent, et affirmait que depuis six mois, les FDI menaient une politique de châtiments collectifs contre les habitants des villages de la Rive occidentale. L'auteur du recours citait l'ancien ministre de la sécurité publique, Shlomo Ben-Ami, qui avait reconnu : « Israël affame de façon systématique la population palestinienne ». Il citait également le Ministre de la défense, Benjamin Ben-Eliezer, qui, 10 jours plus tôt, s'était déclaré opposé aux châtiments collectifs du fait de leur inefficacité. L'auteur du recours affirmait par ailleurs que cette politique était discriminatoire vis-à-vis des Palestiniens : les colons israéliens n'étaient en effet jamais entravés dans leurs déplacements. Le procédé consistant à boucler et assiéger les villages arabes avait, selon l'Association, transformé ces derniers en vastes blocs, qui étaient ouverts ou fermés arbitrairement. L'Association qualifiait cette situation de « violation grave des droits de l'homme ». (*Ha'aretz*, 6 avril)

69. Le 25 avril, il a été signalé que pour garantir la sécurité lors des cérémonies de la Journée du souvenir (le 24 avril) et des cérémonies marquant l'anniversaire de l'indépendance (qui commençaient le même jour), la Rive occidentale et la bande de Gaza avaient été soumis à un bouclage total, qui resterait en vigueur jusqu'au vendredi, à 2 heures. Pendant cette période, les Palestiniens ne pourraient plus entrer en Israël et aucune marchandise ne pourrait être introduite dans le pays. Les postes frontière du pont Allenby et de Rafah resteraient ouverts selon l'horaire du Sabbat et les cas humanitaires seraient pris en considération. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 25 avril)

7. Points de contrôle

70. Le 31 octobre 2000, il a été signalé que la Société palestinienne du Croissant-Rouge avait déclaré qu'un malade atteint de cancer était mort peu de jours auparavant, dans une ambulance le transportant vers la Jordanie pour y recevoir des soins. L'ambulance avait été retenue pendant quatre heures au total à trois barrages routiers différents des FDI – près de Bethléem, d'Hébron, et du pont d'Allenby. Piller Awas, âgé de 26 ans, était mort au pont d'Allenby. (*Ha'aretz*, 31 octobre)

71. Le 16 février 2001, il a été signalé que la Haute Cour de justice avait, la veille, rendu un avis sans précédent dans lequel elle estimait qu'il était légal pour les agents du GSS de priver un suspect de sommeil, pour autant que l'objectif d'une telle mesure soit de faire progresser une enquête et non d'épuiser le suspect ou de le briser psychologiquement. Par cet avis, la Cour avait rejeté un recours déposé par l'avocat d'Amna Mona, une Palestinienne soupçonnée d'avoir participé, le mois précédent, au meurtre d'un adolescent israélien après l'avoir séduit sur Internet. L'auteur du recours cherchait à empêcher les agents du Service général de sécurité (GSS) de priver sa cliente de ses droits; ainsi, il affirmait qu'elle était interrogée pendant des périodes excessivement longues, ce qui constituait une forme de torture. (*Ha'aretz*, 16 février)

B. Manière dont les restrictions sont appliquées

1. Méthodes utilisées lors des interrogatoires

72. Le 4 septembre 2000, il a été signalé que Nidal Dajlas, l'activiste palestinien présumé qui avait été blessé et capturé la semaine précédente, au cours de la tentative avortée de l'unité Duvdevan des FDI de mettre la main sur Mahmoud Abou Hanoud, maître d'oeuvre du Hamas, avait déposé un recours devant la Haute Cour de justice, dans lequel il affirmait avoir été torturé et empêché de rencontrer un avocat. Dajlas, qui était représenté par l'avocate Lea Tzemel, par le Comité public contre la torture en Israël et par l'Association pour la protection des droits de l'homme et de l'environnement, a demandé à la Cour de prononcer une ordonnance provisoire obligeant l'État à ne plus lui faire subir de pressions physiques ou mentales illégales et à lui prodiguer les soins médicaux dont il avait besoin. Le recours précisait que Dajlas

était né en 1962, marié, père de cinq enfants et professeur d'éducation physique. Tzemel écrit qu'après son arrestation, le 27 août, « on l'a contraint à se déshabiller, en dépit des graves blessures par balles dont il était atteint. Il a été interrogé, agressé, frappé et atrocement torturé. Ces événements se sont produits près de chez lui, avant son transfert au centre de détention. On n'a pas hésité à lui mettre la tête sous la roue d'un véhicule militaire et à le menacer de la lui écraser s'il refusait de parler ». Dajlas avait été interrogé pendant quatre heures, alors qu'il saignait abondamment. Après cet interrogatoire, il a été transféré au centre de détention de Petah Tikva, qu'il n'avait plus quitté depuis. Tzemel affirmait que Dajlas était en danger de mort à cause de ses blessures et des tortures qui lui avaient été infligées, et qu'il devrait être soigné de toute urgence. Enfin, les autorités ne lui avaient toujours pas permis de rencontrer un avocat. (*Jerusalem Post*, 5 septembre; *Ha'aretz*, 20 septembre)

73. Le 5 septembre, il a été signalé que selon un rapport publié par le Comité public contre la torture en Israël, le GSS avait mis au point de nouveaux modes de torture qui lui permettaient de contourner l'arrêt rendu l'année précédente par la Cour suprême interdisant toute forme de torture envers les détenus. Les auteurs du rapport relevaient toutefois une diminution importante du nombre de cas de torture rapportés. Le Comité avait recensé 11 plaintes depuis le début de l'année, contre 60 l'année précédente. Les récits des détenus torturés révélaient que le GSS avait trouvé le moyen de contourner l'interdiction de la Cour suprême, en adoptant des méthodes de torture que la Cour ne mentionnait pas spécifiquement : privation de sommeil pendant des périodes prolongées, passages à tabac, accès limité aux soins médicaux et à l'aide juridique, pressions psychologiques. Le Comité avait indiqué que dès qu'il était informé d'un cas de torture, il déposait une plainte devant le Parquet. Il n'avait, jusqu'à présent reçu aucune réponse du Parquet, alors que certaines plaintes avaient été déposées depuis plus d'un an. (*Ha'aretz*, 6 septembre)

74. Le 20 septembre, il a été signalé que les organisations palestiniennes et israéliennes de défense des droits de l'homme avaient exigé des FDI et du Parquet qu'ils ouvrent une enquête à propos de plaintes selon lesquelles des officiers du GSS et un soldat de l'unité Duvdevan se seraient livrés à des actes de torture au cours d'une opération. Le mois dernier, les officiers et le soldat incriminés auraient ainsi torturé un

résident du village d'Assira Al-Shamaliya dont la maison avait abrité Mahmoud Abou-Hanoud, un fugitif du Hamas qu'ils venaient de tenter d'arrêter sans y parvenir. L'association palestinienne Al-Kanoun et le Comité public contre la torture en Israël ont fondé leurs allégations sur une déposition recueillie auprès du plaignant, Nidal Dajlas, 38 ans, professeur d'éducation physique dans une école du village. Le plaignant affirmait avoir été torturé par les militaires alors qu'il était blessé. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 22 septembre)

75. Le 27 octobre, il a été signalé que six policiers étaient soupçonnés d'avoir frappé un Palestinien arrêté pour avoir participé au lynchage de deux soldats des forces de défense israéliennes à Ramallah, deux semaines auparavant. Les policiers auraient frappé le suspect lors de son transfert d'une cellule de la police vers un centre d'interrogation du GSS, et de nouveau, en le reconduisant au centre de détention de la police. Les six policiers avaient été suspendus de leurs fonctions, en attendant les résultats de l'enquête. La veille, les policiers de Jérusalem avaient fait des déclarations contradictoires à ce sujet. Pour certains, il ne s'agissait que de quelques gifles, d'autres faisaient état de brutalités. (*Ha'aretz*, 27 octobre)

76. Le 19 mars 2001, le Comité public contre la torture a déclaré que le GSS avait utilisé certaines méthodes expressément interdites par la Haute Cour de justice pour interroger un Palestinien détenu depuis le mois de janvier. Dans une lettre au Procureur général Elyakim Rubinstein publiée dans la presse, il a affirmé que l'intéressé – Nassar Iyad, âgé de 36 ans, interpellé près de Netzarim le 29 janvier –, avait été contraint pendant une période prolongée de rester assis penché en arrière sur une chaise avec la tête touchant le sol. En argot, cette technique s'appelait « Gambaz », avait déclaré Hana Friedman, qui dirigeait le Comité. Cette dénonciation, et d'autres encore, figurait dans une déclaration sous serment signée par Iyad en présence de son avocat, Na'il Zahalka, et jointe à la plainte. Le Comité avait déjà dénoncé les méthodes utilisées lors des interrogatoires par le GSS, en s'appuyant sur l'arrêt rendu par la Haute Cour selon lequel rien dans les textes ne légalisait l'usage de « pressions physiques modérées », qui étaient qualifiées d'actes de « torture » par cette organisation, notamment. « C'est la première fois que le Service général de sécurité recourt de façon si manifeste à des techniques que la Cour proscrit absolument », a déclaré Friedman au *Jerusalem Post*, et « c'est la première que nous sommes saisis d'une telle

plainte depuis que la Haute Cour a rendu son arrêt ». Dans la lettre adressée au Procureur général, le Comité accusait en outre les interrogateurs du Service général d'avoir empêché Iyad de dormir pendant sept nuits, de lui avoir piétiné les poignets alors qu'ils étaient étroitement serrés par les menottes et de l'avoir roué de coups. Iyad était détenu à la prison d'Ashkelon. (*Jerusalem Post*, 19 mars)

2. Internement administratif et conditions de détention

77. Le 16 novembre, il a été signalé que pour la première fois en cinq ans, le commandant des FDI sur la Rive occidentale avait décerné un mandat d'internement administratif contre un militant du Fatah. Amin Ahmad, originaire de la ville d'Hébron, avait été arrêté le 8 novembre bien que le mandat ait été signé le 12 novembre. Au total, 10 personnes faisaient actuellement l'objet d'un internement administratif dans les différentes prisons israélienne. (*Ha'aretz*, 15 novembre)

78. Le 23 janvier 2001, il a été signalé que Mona Awana, la Palestinienne soupçonnée d'avoir, la semaine précédente, attiré vers la mort Ofir Rahum, 16 ans, au moyen d'une relation via Internet, avait déposé un recours devant la Haute Cour de justice pour obtenir le droit de rencontrer un avocat. Awana, titulaire d'une carte d'identité israélienne et originaire de Bir Naballah, secteur contrôlé par Israël, avait été arrêtée quelques jours plus tôt par les agents du Service général de sécurité. Le commissaire principal de la police, Shlomo Aharonishki, a déclaré aux journalistes qu'Awana ne coopérait pas avec les enquêteurs et niait toute implication dans la mort de Rahum, qui avait été attiré à Ramallah avant d'être abattu. L'avocat Jawad Boulus avait fait recours pour exiger de pouvoir rencontrer sa cliente et connaître les circonstances exactes de son arrestation. Il a également exigé de savoir pourquoi Awana avait été arrêtée en vertu de la législation en vigueur dans les territoires administrés et de la loi militaire, et non en vertu de la législation israélienne qui lui aurait conféré des droits beaucoup plus importants. (*Jerusalem Post*, 23 janvier)

79. Le 11 février, il a été signalé que la Haute Cour de justice avait rejeté le recours d'un avocat qui demandait l'autorisation de rendre visite à la Palestinienne soupçonnée d'avoir servi d'appât lors du meurtre d'Ophir Rahum, adolescent d'Ashkelon. L'avocat Jawad Boulus avait fait recours contre l'ordre

du GSS interdisant toute consultation entre l'avocat et Amana Jawad Mona Najar. Le juge qui avait examiné le recours avait néanmoins enjoint au GSS d'autoriser un contact visuel entre l'avocat et sa cliente, et avait demandé au Procureur général de répondre aux affirmations de Boulos selon lesquelles les agents du GSS priveraient sa cliente de sommeil et de soins médicaux. (*Ha'aretz*, 11 février)

80. Le 2 avril, il a été signalé qu'au cours d'une opération audacieuse et minutieusement planifiée, l'unité d'élite Duvdevan des FDI était entrée en secteur A (contrôlé par l'Autorité palestinienne) et avait arrêté cinq membres de la garde présidentielle de Yasser Arafat et un civil palestinien. Cette arrestation s'était produite le samedi, un peu avant minuit, près du village de Jaljilia, au nord de Ramallah, 2 kilomètres à l'intérieur du secteur palestinien. Les Palestiniens avaient indiqué que les militaires avaient arrêté les individus à un barrage routier, avec un hélicoptère en couverture. Un dirigeant du Fatah avait qualifié cette opération de véritable déclaration de guerre. « Comment expliquer autrement l'enlèvement de policiers palestiniens en secteur A? », avait demandé Hussein al-Sheikh. Il a qualifié cette arrestation de « terrorisme d'État organisé ». (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 2 avril)

3. Incarcération et conditions d'incarcération

81. Le 14 février 2001, il a été signalé que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) avait une nouvelle fois cessé d'organiser les visites d'Arabes de la Rive occidentale à leurs proches incarcérés dans les prisons israéliennes. L'organisation avait décidé de suspendre cette activité après que de telles visites se furent déroulées, la même semaine, dans des conditions qu'elle avait qualifiées d'inacceptables. Quelque 3 200 Palestiniens étaient actuellement détenus en Israël, mais depuis le début de l'actuelle Intifada, à la fin du mois de septembre 2000, les Palestiniens de la Rive occidentale et de Gaza n'étaient pas autorisés à entrer en Israël pour rendre visite à leurs proches détenus. (*Ha'aretz*, 14 février)

82. Le 18 avril, il a été signalé que, dans un rapport publié à Genève par son secrétariat international, l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) avait affirmé que certains des 300 et quelques Palestiniens de moins de 18 ans arrêtés depuis le début de l'Intifada, fin septembre 2000, s'étaient plaints d'avoir fait l'objet de tortures physiques et

psychologiques. Selon l'OMCT, 100 jeunes Palestiniens étaient incarcérés à la prison des FDI de Megiddo et 20 autres dans les différentes structures pénitentiaires des FDI sur la Rive occidentale. Quarante-vingt jeunes, dont certains avaient à peine 14 ans, étaient détenus à la prison Sharon de Tel-Mond (établissement géré par l'Autorité des prisons) et deux adolescentes étaient incarcérées au quartier des femmes de la prison de Neve Tirtza, à Ramle. Dans son rapport, l'OMCT affirmait que certains adolescents s'étaient plaints d'avoir été physiquement et psychologiquement torturés pendant les interrogatoires ou en prison même. L'OMCT signalait également que les adolescents incarcérés à Megiddo étaient détenus avec les adultes. Des adolescents avaient affirmé avoir été frappés par des détenus israéliens de droit commun. Un jeune Palestinien avait affirmé avoir été victime d'une tentative de viol de la part de trois codétenus incarcérés pour des motifs de droit commun. D'autres s'étaient plaints d'avoir été molestés sexuellement, tandis que d'autres avaient affirmé qu'on les avait mutilés à coups de couteau ou aspergés d'eau bouillante. Les FDI avaient confirmé que 64 Palestiniens âgés de 17 et 18 ans étaient détenus à Megiddo et que 10 autres adolescents de moins de 16 ans étaient répartis dans quatre prisons militaires des territoires. Un porte-parole des FDI avait déclaré qu'en vertu de la législation, les mineurs pouvaient être arrêtés dans les territoires pour des actes commis contre les citoyens israéliens ou les membres des forces de sécurité. « Les prisonniers sont détenus dans des conditions raisonnables », a-t-il déclaré. L'Autorité des prisons avait indiqué que 36 mineurs palestiniens avaient été jugés et incarcérés à la prison de Sharon et que 22 autres étaient détenus pour avoir séjourné illégalement en Israël. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 18 avril)

4. Question du recours à la force

83. Le 18 août 2000, il a été signalé que les FDI avaient officiellement exprimé leurs regrets à propos de la mort de Mahmoud Abdoullah, Palestinien de 73 ans habitant le village de Surda, sur la Rive occidentale. Abdoullah avait été abattu le mercredi par des militaires membres des unités d'élite, après qu'il eut ouvert le feu dans leur direction depuis le toit de sa maison, pensant avoir affaire à des cambrioleurs. Au terme de l'enquête menée par l'armée, le porte-parole des FDI avait publié un communiqué dans lequel il regrettait la mort d'Abdoullah. Le porte-parole avait indiqué qu'un des fils de la victime avait déclaré aux

enquêteurs du GSS que depuis que des individus s'étaient introduits par effraction dans la maison, environ un an plus tôt, Abdoullah faisait régulièrement le guet sur le toit la nuit, armé d'un pistolet pour lequel il ne disposait d'aucun permis. Dans le même temps, les organisations israéliennes de défense des droits de l'homme avaient demandé au Premier Ministre et Ministre de la défense Ehoud Barak de nommer une commission d'enquête civile chargée d'élucider les circonstances de cet incident. Elles avaient dénoncé les nombreuses contradictions entre la version de la famille et celle de l'armée, soulignant que, selon les dires de la famille, les FDI avaient retardé l'arrivée de l'ambulance civile. (*Ha'aretz*, 18 août)

84. Le 20 août, il a été signalé que la veille, la police avait arrêté 10 Palestiniens et trois colons juifs d'Hébron. Des échauffourées avaient éclaté après qu'un chauffeur de taxi arabe eut frappé un enfant juif avant de prendre la fuite. La police et les forces de sécurité s'étaient rendues sur les lieux et avaient déclaré le secteur zone militaire fermée. Elles avaient tiré des balles en caoutchouc et des coups de feu en l'air pour disperser la foule. Au cours d'un autre incident, une Palestinienne qui faisait ses achats et portait des sacs avait été frappée par une jeune femme juive qui l'avait injuriée. L'agence Associated Press a rapporté que quatre soldats avaient poussé un homme dans une camionnette et l'avaient tiré par les cheveux. Un autre soldat avait frappé un Palestinien, notamment à coups de crosse. Ces brutalités avaient déclenché la colère des passants palestiniens, qui avaient lancé des pierres sur les soldats. Les soldats avaient riposté et tiré des balles en caoutchouc pour disperser les lanceurs de pierres. Trois Palestiniens avaient dû être hospitalisés après avoir été molestés. Le maire d'Hébron, Mustafa Natshe, a déclaré que les colons avaient provoqué ces violences, car ils voulaient bien faire comprendre aux négociateurs israéliens que le fait d'évacuer les Juifs d'Hébron déclencherait forcément la violence. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 20 août)

85. Le 12 septembre, il a été signalé que des poursuites avaient été engagées devant le tribunal de première instance de Jérusalem contre trois gardes frontière soupçonnés d'avoir agressé physiquement trois Palestiniens. Le lundi soir précédent, les trois gardes frontière avaient érigé un barrage routier sur l'autoroute reliant Jérusalem à Abou-Dis, afin de contrôler les véhicules. À 2 heures du matin, alors qu'ils rentraient de leur travail, Ahmed Darwish, Faisal

Darbiah et Issah Imar ont été arrêtés au barrage près d'Abou-Dis. Les gardes frontière leur avaient apparemment intimé l'ordre de descendre de voiture, les avaient placés contre un mur et les avaient frappés à la tête. Puis ils leur avaient demandé pourquoi ils travaillaient à Jérusalem et non dans les territoires. C'est alors que Darbiah avait été frappé au visage par un des policiers. Sa tête avait violemment heurté le mur et il avait commencé à saigner des oreilles et de la bouche. Le policier avait ensuite appuyé son arme sur le ventre de Darbiah, en le menaçant de les tuer, ses amis et lui. Puis il l'avait frappé entre les épaules à coups de pierre. Toujours selon le chef d'accusation, le policier avait ordonné à Darwish de rester debout, puis il l'avait frappé à coups de poing, ainsi qu'Imar. Puis il avait donné une fourche à Darwish et lui avait donné l'ordre de tuer Imar. Devant son refus, le policier lui avait éraflé la joue et lui avait donné un coup de poing. Un autre policier était alors intervenu, frappant Darwish au visage à coups de poing. Les deux policiers étaient allés jusqu'à se photographier l'un l'autre en train d'asséner des coups de poing aux Palestiniens. Le troisième policier, resté dans la jeep, regardait et encourageait ses collègues. Lorsqu'ils avaient appris qu'une plainte avait été déposée contre eux, les trois gardes frontière s'étaient réunis pour mettre au point une version commune des événements. (*Ha'aretz*, 12 septembre)

86. Le 13 septembre, il a été signalé que le tribunal de première instance de Jérusalem avait ordonné le maintien en détention provisoire des trois gardes frontière accusés d'avoir battu trois Palestiniens la semaine précédente, dans la banlieue de Jérusalem, jusqu'au terme de la procédure judiciaire. Devant la gravité des faits reprochés dans le chef d'accusation à Aharon Salman, 19 ans, de Bat Yam, Yossi Halli, 20 ans, de Ramat Hasharon, et Roni Even, 18 ans, de Petah Tikva, la juge Orit Efal-Gabaï avait accédé au souhait du ministère public, qui avait demandé que les trois hommes soient maintenus en détention et non remis en liberté ou assignés à résidence. Dans sa décision, la juge avait écrit qu'elle avait envisagé de remettre les trois accusés en liberté, mais qu'elle y avait finalement renoncé, du fait de la gravité des faits. Dans le chef d'accusation remis au tribunal, les trois hommes étaient accusés de coups et blessures volontaires, d'abus de pouvoir, de menaces et d'entrave au bon fonctionnement de la justice. « Une personne capable de frapper sadiquement, de maltraiter et d'humilier trois innocents pendant aussi longtemps

montre qu'elle est animée d'un esprit pervers. Qui plus est, le fait de photographier ces agissements pour en conserver un souvenir, puis de continuer à vivre comme si de rien n'était et de tenter de trouver un alibi commun prouve que les trois accusés ont perdu toute humanité», a estimé la juge. (*Jerusalem Post*, 13 septembre)

87. Le 28 septembre, il a été signalé que six Palestiniens au moins avaient été légèrement blessés par des balles de caoutchouc et des gaz lacrymogènes au cours d'affrontements avec les troupes des FDI au nord de Ramallah. Les affrontements avaient commencé après que plusieurs centaines de jeunes Palestiniens s'étaient réunis près de l'entrée nord d'El Bireh pour protester contre la visite du Président du Likoud, Ariel Sharon, au Mont du Temple dans la matinée du même jour. Les manifestants ont brûlé des pneus et jeté des pierres contre un poste des FDI; un cocktail Molotov a été également lancé contre les soldats. Les troupes ont riposté immédiatement en tirant des balles de caoutchouc et en lançant des gaz lacrymogènes, empêchant les manifestants d'atteindre le croisement proche et de bloquer la circulation en direction de la colonie de Beit El. La manifestation a été dispersée en quelques heures. Des officiers avaient déclaré la veille que cette bouffée de violence était à leur avis temporaire et que l'Autorité palestinienne ne souhaitait nullement provoquer à ce stade une escalade de la violence dans les territoires. (*Ha'aretz*, 29 septembre)

88. Le 2 octobre, il a été signalé que la violence qui embrasait Israël et les territoires occupés depuis le 28 septembre 2000 avait coûté la vie, jusqu'à présent, à plus de 30 Palestiniens et à deux garde frontières israéliens, sans compter les centaines de blessés palestiniens. Il a été signalé qu'il s'agissait de la plus importante flambée de violence depuis l'ouverture d'une sortie au tunnel du Western Wall il y a quatre ans, à Jérusalem. L'Administration américaine avait carrément rejeté le blâme des violences sur la visite du Président du Likoud, Ariel Sharon, à Harm el-Sharif (Mont du Temple) le 28 septembre 2000. Les incidents sanglants s'étaient également propagés aux villes palestiniennes et aux villages situés à l'intérieur d'Israël, au nord du pays. Il a été signalé que les FDI avaient renforcé leurs positions dans les territoires palestiniens et utilisé, pour la première fois, des armes plus imposantes, marquant ainsi une escalade dans l'intensité du conflit avec les Palestiniens. Les FDI

avaient déployé des hélicoptères d'attaque aux carrefours de Naplouse et de Netzarim dans la bande de Gaza. Elles avaient également tiré avec des bazookas, et utilisé des tireurs d'élite et des grenades à main. De même la veille, ses soldats avaient, à Netzarim, procédé à trois tirs de roquettes antichar. En outre, pour la première fois, des FDI avaient lancé des grenades à main sur des Palestiniens, également au carrefour de Netzarim. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 2 octobre)

89. Le 2 octobre, il a été signalé que les FDI menaient une enquête pour savoir qui était l'auteur du coup de feu ayant tué un garçon palestinien âgé de 12 ans, Mohammad Jamal Aldura, en plein devant les caméras de télévision à Netzarim. À un moment, Aldura et son père, Jamal, se tenaient accroupis derrière quelques blocs de ciment, des balles ricochant au-dessus de leurs têtes, le garçon criant de peur. Des personnes leur hurlaient de mieux se protéger. Soudainement, l'enfant avait été tué et le père blessé et en état de choc. La mère de Mohammad avait suivi tous les événements à la télévision. Les FDI avaient exprimé leurs regrets pour la mort du garçon, mais un officier israélien avait soutenu que le garçon n'avait pas été tué par un tir de l'armée. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 2 octobre)

90. Le 3 octobre, il a été signalé que lors d'une autre série de combats intenses survenus la veille dans les territoires, au moins 10 Palestiniens et 2 Israéliens avaient été tués au cours d'un échange de tirs nourris, dont des tirs depuis des hélicoptères contre des positions palestiniennes au carrefour de Netzarim à Gaza. Il a été signalé que les pertes palestiniennes au cours des cinq jours de violence précédents s'élevaient à 50 morts et à plus de 1 000 blessés. À Netzarim, des échanges de tirs nourris avaient recommencé vers midi et des hélicoptères d'attaque israéliens appelés en renfort avaient tiré deux roquettes antichar qui avaient frappé les positions palestiniennes de plein fouet. Le nombre de blessés différait sur les rapports, mais au moins trois Palestiniens avaient été tués et quelque 50 autres blessés. Près du tombeau de Joseph à Naplouse, des douzaines de Palestiniens avaient poursuivi leur attaque sur les positions de l'armée israélienne, qui avait répliqué par des tirs réels, avec l'appui de tireurs d'élite depuis les collines voisines. En outre, les FDI avaient demandé des hélicoptères, mais, selon le porte-parole du FDI, ils n'avaient pas ouvert le feu sur les manifestants. Le commandement israélien avait indiqué que des chars seraient déployés pour sauver les soldats

assiégés, si nécessaire, quelles qu'en soient les conséquences. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 3 octobre)

91. Le 3 octobre, les FDI avaient présenté des excuses pour la mort de Mohammed d'Al Dura, un garçon âgé de 12 ans, qui avait été tué au carrefour de Netzarim dans la bande de Gaza le samedi précédent devant les caméras de la télévision française. Une enquête menée par le commandement des FDI pour la zone sud avait indiqué que le garçon avait bien été tué par les tirs du FDI. Après un examen initial du métrage, les FDI en avaient faussement conclu que les tirs meurtriers provenaient du coin du nord-ouest du carrefour, près de l'avant-poste des FDI. L'armée avait donc annoncé que les tirs des FDI ne pouvaient pas avoir tué le garçon, l'angle de tir étant impossible. Aucun des soldats du FDI postés en avant-poste à cet endroit n'avait admis avoir blessé de civils au cours des heurts. Le chef d'état-major adjoint, Moshe Ya'alon, avait la veille, lors d'une conférence de presse, présenté ses excuses pour le meurtre de l'enfant. Il avait fait porter le blâme sur l'Autorité palestinienne pour son « utilisation cynique des enfants » et ajouté que, « à notre avis, le garçon est arrivé sur les lieux pour jeter des pierres et son père est venu pour le chercher quand il s'est rendu compte que le combat devenait sérieux... Il se peut que les FDI aient repéré les tirs provenant de l'immeuble de la police palestinienne et ne savaient pas qu'ils étaient en train de tirer sur un père et sur son fils. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 13 octobre)

92. Le 3 octobre, il a été signalé qu'environ 1 300 personnes avaient été blessées au cours des quatre jours précédents. Selon des rapports médicaux fournis par les hôpitaux de Gaza et de Cisjordanie, la plupart des blessures dont souffraient les Palestiniens étaient situées dans les parties supérieures du corps, principalement la tête, la poitrine et l'abdomen. L'hôpital St-Jean de Jérusalem spécialisé en ophtalmie avait accueilli 13 patients, dont huit ayant perdu la vue au cours des heurts des jours précédents. Uniquement 20 % des blessés des trois premiers jours de la violence avaient eu l'autorisation de quitter l'hôpital le même jour. Les médecins palestiniens avaient également signalé que, dans un grand nombre de cas, des balles avaient éclaté à l'intérieur du corps, brisant des organes. Il était donc impossible de sauver ces patients. Bien que l'usage de munitions illégales ait été allégué, ces blessures avaient apparemment été provoquées par des armes à haute vitesse. Des tirs provenant des

hélicoptères avaient également fait des victimes, morts ou blessés. Vu le type de blessures, les Palestiniens affirmaient que les FDI et la police israélienne avaient l'ordre de tuer. Cette conclusion avait été renforcée par le fait qu'en plusieurs occasions, les forces israéliennes de sécurité avaient empêché des ambulances et des équipes médicales d'évacuer les Palestiniens blessés. Selon des informations rassemblées par l'organisation Physicians for Human Rights, la police avait, le samedi précédent, bloqué la route conduisant aux hôpitaux d'Augusta Victoria et de Mukassed, ce qui avait retardé les soins aux Palestiniens blessés. Le même jour, les FDI avaient tiré directement, au carrefour de Netzarim, sur deux ambulances qui essayaient de sauver Mohammed Al Durra, l'enfant de 12 ans tué par la suite. Al Balbasi, un ambulancier de Bassam, âgé de 45 ans, avait été tué en essayant de le sauver, et un autre, Al Luh de Fathi, sérieusement blessé. Le jour suivant, des tireurs d'élite avaient tiré sur six ambulances palestiniennes au même carrefour, malgré la présence de la Croix-Rouge. Le même jour, trois médecins d'une organisation non gouvernementale palestinienne avaient été tués à Ramallah, tandis qu'ils soignaient des Palestiniens blessés, ils portaient pourtant des vêtements les identifiant comme étant du personnel médical. (*Ha'aretz*, 3 octobre)

93. Le 5 octobre, il a été signalé que sept Palestiniens avaient été tués la veille lors de heurts dans les territoires, alors que la violence continuait à faire rage. Trois soldats des FDI et un civil israélien avaient été légèrement blessés près de Bethléem. Deux Palestiniens avaient été tués lors d'un combat armé à Bitunya, localité située à l'ouest de Ramallah, deux autres au carrefour de Netzarim dans la bande de Gaza et un autre à El Bireh. Un garçon âgé de 12 ans se trouvait parmi les morts. Des sources palestiniennes avaient également signalé qu'un garçon de Gaza, âgé de 19 ans, était mort de blessures reçues le mardi. Les combats les plus durs se poursuivaient la veille à Netzarim. Les FDI avaient engagé des hélicoptères contre des positions palestiniennes et assoupli les règlements autorisant à ouvrir le feu. Les troupes du secteur avaient maintenant le droit de tirer sur tous les véhicules se dirigeant vers leur avant-poste, par crainte des voitures piégées, et sur tous ceux qui montaient sur les tours jumelles, à la suite de plusieurs tentatives de jets de ballons remplis de gaz sur l'avant-poste, depuis le toit de ces immeubles. Plusieurs policiers palestiniens auraient été blessés lors d'un échange de tirs survenu la veille à Netzarim. Aucun membre des

FDI n'avait été blessé. De nombreuses fusillades avaient éclaté dans toute la Cisjordanie et dans la bande de Gaza au cours de la journée, allant en s'intensifiant à la tombée de la nuit. (*Ha'aretz*, 5 octobre)

94. Le 11 octobre, il a été signalé que pour la première fois depuis le début de la vague de violence dans les territoires, l'intensité de la violence avait baissé la veille, bien qu'un jeune homme de Ramallah en Cisjordanie ait été tué et un garçon de 12 ans, de Rafiah, dans la bande de Gaza, sérieusement blessé lors d'incidents dont la véracité avait été vérifiée. Dans l'après-midi et la soirée de la veille, deux fusillades avaient éclaté près de Naplouse et plusieurs Palestiniens avaient été blessés par les tirs des FDI. Un homme de Ramallah avait été tué lors d'une manifestation de masse au carrefour d'Ayosh, au nord de la ville. Les manifestants avaient jeté des pierres et des bombes incendiaires sur les troupes des FDI. Sami Abu Jazzer, un garçon de 12 ans, était mort à l'hôpital de Shifa, touché à la tête à Rafiah par une balle réelle, selon les médecins. Il avait participé à une manifestation avec d'autres écoliers. Des témoins oculaires avaient indiqué que certains des enfants jetaient des pierres par-dessus un mur derrière lequel les FDI avaient pris position, mais ce même Sami se trouvait à une certaine distance du mur discutant avec des camarades, son cartable toujours sur son dos, lorsqu'il avait été touché. La colonie de Tapuah située en Cisjordanie, ainsi que des soldats des FDI près de la colonie de Migdalim, située à l'est du carrefour de Tapuah, avaient également été pris pour cible. Aucun Israélien n'avait été blessé dans l'un ou l'autre des incidents mais, lors de la seconde attaque, cinq Palestiniens avaient été blessés par les tirs de riposte des FDI. (*Ha'aretz*, 11 octobre)

95. Le 13 octobre, il a été signalé que, la veille, le Cabinet israélien avait autorisé le Premier ministre Ehud Barak à ordonner de nouvelles frappes aériennes contre des sites de l'Autorité palestinienne si la violence persistait dans les territoires. Le cabinet avait en outre apporté rétroactivement un appui unanime à la décision prise par Barak de procéder à des frappes contre des sites de l'Autorité palestinienne, en guise de riposte au lynchage, la veille, de deux réservistes des FDI par une foule de Palestiniens à Ramallah. Frappant leurs cibles avec un poing d'acier, des hélicoptères d'attaque israéliens avaient pulvérisé des sites de la police palestinienne en Cisjordanie et dans la bande de

Gaza. La veille, l'armée de l'air avait tiré au moins quatre roquettes sur la ville de Ramallah en Cisjordanie, touchant le quartier général de la Police palestinienne, ainsi que d'autres cibles, selon l'armée. « Cette action est un message symbolique adressé à l'Autorité palestinienne pour lui faire savoir que les FDI ne demeureront pas sans réaction face aux actions violentes », selon un communiqué des FDI. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 13 octobre)

96. Le 15 octobre, il a été signalé que deux Palestiniens avaient été tués et plus de 100 autres blessés dans des heurts qui s'étaient produits dans les territoires au cours du week-end précédent. Malgré la baisse d'intensité des manifestations publiques après le Jour de la colère du 13 octobre, les échanges de coups de feu s'étaient poursuivis, en particulier la nuit. Plus de 20 incidents de ce type avaient été signalés dans les territoires pour la seule journée du 13 octobre. Deux Palestiniens étaient morts à Hébron, le 11, au cours d'escarmouches ayant donné lieu à des jets de pierres, à des attaques aux cocktails Molotov et à des tirs. Mansur Taha Ahmad, âgé de 21 ans, père de trois enfants, était mort de blessures par balle reçues alors qu'il observait de jeunes Palestiniens en train de lancer des pierres sur des soldats d'avant-poste des FDI, selon des témoins oculaires. Ces derniers avaient affirmé qu'Ahmad avait été tué par des tireurs embusqués utilisant des armes équipées d'un silencieux. Il avait été amené dans un hôpital d'Hébron pour y être soigné. Selon des sources palestiniennes, l'homme blessé aurait pu être sauvé s'il avait été amené dans un hôpital de Ramallah mais cette option n'était pas possible à cause des barrages routiers des FDI. Shadi Al-Wawi, âgé de 21 ans, deuxième victime des violences Hébron, avait été tué par balle alors qu'il se trouvait sur le toit de sa maison, vers minuit le vendredi 13 octobre. Les divers témoins de la scène avaient signalé qu'il n'y avait eu aucun affrontement dans le secteur au moment où Al-Wawi avait été tué; selon LAW, organisation palestinienne pour la protection des droits de l'homme et de l'environnement, Al-Wawi avait été tué de deux balles, une dans la tête et l'autre dans le ventre, tirées d'une distance de 250 mètres. Un troisième Palestinien, Ibrahim Turki, âgé de 38 ans, était dans un état critique après avoir été blessé par des tirs des FDI le samedi après-midi à proximité d'une colonie juive, située à Beit Haggai, dans le sud d'Hébron. Turki avait été transporté dans un hôpital à Jérusalem par un hélicoptère des FDI, qui avaient exprimé leurs regrets d'avoir tiré sur cet agriculteur palestinien. Des sources

palestiniennes avaient indiqué que des attaques de type commando continuaient à être menées par des colons juifs contre des Palestiniens, sous l'oeil complaisant des FDI.

97. Le 15 octobre, il a été signalé que les FDI avaient autorisé les commandements locaux des forces opérant en Cisjordanie et à Gaza à ordonner à leurs soldats d'ouvrir le feu sur les lanceurs de pierres s'ils considéraient que leurs troupes étaient menacées. Cette décision facilitait l'utilisation de balles réelles, en riposte à des jets de pierres, alors qu'avant la récente éruption de violence, ils n'étaient autorisés à ouvrir le feu que dans des cas extrêmes. Au cours du week-end précédent, les troupes des FDI avaient tiré sur des Palestiniens qui jetaient des pierres, dans au moins trois cas. Dans l'un d'eux, à Hébron, un lanceur de pierres avait ainsi été grièvement blessé. Un autre Palestinien qui avait un comportement étrange avait été gravement blessé près de Bethléem. L'homme blessé a été évacué vers un hôpital par un hélicoptère des FDI. Le porte-parole des FDI avait indiqué que le tir était une erreur et avait exprimé ses regrets pour l'incident. Selon les FDI, le chef du Commandement central avait « assoupli » les critères applicables pour autoriser les troupes à ouvrir le feu. Ces ordres stipulaient que au moment d'un conflit ou de troubles, où une situation met en danger des vies, il fallait mettre en oeuvre du matériel anti-émeute puis tirer en l'air, puis uniquement si ces moyens n'apportaient pas les résultats escomptés, tirer à balles réelles dans les jambes, en se conformant aux instructions du commandant local. Des juristes avaient indiqué à *Ha'aretz* que, jusqu'à présent, les instructions relatives à l'utilisation de balles réelles dans les situations présentant un danger pour la vie étaient très générales. Le changement principal résidait en ce que désormais il était indiqué aux responsables militaires locaux qu'un jet de pierre pouvait présenter un danger pour des vies. Ces dernières années, des balles réelles n'avaient été utilisées qu'en très peu d'occasions sur des lanceurs de pierres. (*Ha'aretz*, 15 octobre)

98. Le 16 octobre, il a été signalé que Raid Hamud, âgé de 30 ans, d'Al-Bireh, blessé le 10 octobre lors d'un affrontement avec l'armée israélienne la veille, était mort suite à des blessures par balle en acier enrobé de caoutchouc. Sa mort portait le nombre de Palestiniens tués à 92, dont 27 enfants, selon Kanon (Droit), organisation palestinienne pour la défense des droits de l'homme et de l'environnement. La veille, des

sources palestiniennes avaient indiqué qu'un homme d'une soixantaine d'années habitant la région d'Hébron avait été grièvement blessé le 13 octobre par un coup de feu tiré depuis la colonie de Beit Haggaai. D'autres communiqués indiquaient que des soldats appartenant à la compagnie Haredi Nahal en patrouille sur la frontière jordanienne avaient échangé la veille des coups de feu avec des inconnus armés tirant depuis l'autre rive du Jourdain, et qu'au moins deux soldats avaient été blessés. L'incident s'était produit près du kibboutz Gilgal dans la vallée du Jourdain, avait déclaré l'armée. De même, la veille, trois civils avaient été blessés lorsque leur voiture s'était retournée après avoir été lapidée près d'El Khader, non loin de la route du tunnel de Gush Etzion. Une Israélienne avait été légèrement blessée à la tête par des pierres lancées sur la voiture qu'elle conduisait près de la colonie d'Upper Betar, et une autre femme avait été légèrement blessée à la suite de jets de pierres près de la route menant au tunnel de Gush Etzion. Au cours d'un autre incident, un véhicule à plaques minéralogiques palestiniennes avait foncé sur des soldats postés à un barrage routier près du tribunal militaire d'El Beit. Le porte-parole des FDI avait indiqué que le chauffeur du véhicule n'avait pas obtempéré à l'ordre donné par les soldats de s'arrêter et que les soldats avaient tiré des coups de semonce en direction du véhicule en fuite. Des coups de feu avaient été tirés sur des soldats des FDI près de la localité de Kuchin, à proximité de Naplouse. Des pierres et des engins incendiaires avaient été lancés sur des soldats des FDI au tombeau de Rachel et au carrefour d'Ayosh. Des accrochages avec des soldats des FDI avaient été signalés à Hébron, Al Aroub et à Hussan – près de Bethléem. Dans la bande de Gaza, une patrouille des FDI avait été la cible de jets de pierres près de Gush Katif et à l'hôtel Neveh Dekalim. Ces incidents n'avaient fait aucun blessé. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 16 octobre)

99. Le 18 octobre, il a été signalé que malgré l'annonce du cessez-le-feu conclu au sommet de Charm el-Sheikh, les affrontements entre FDI et Palestiniens s'étaient poursuivis la veille, et que les violences dans les territoires avaient fait de nouvelles victimes. Deux Palestiniens avaient été tués lors d'incidents distincts, et un garde frontière avait été grièvement blessé à Jérusalem. Des civils, y compris quelques Juifs, avaient été blessés par dizaines lors d'affrontements. Un civil palestinien, Farid Nasara, âgé de 28 ans, du village de Furik, avait été tué par un colon près de la colonie d'Itamar, à proximité de Naplouse. L'incident s'était

produit lorsque des dizaines de villageois s'étaient rendus dans l'olivieraie pour la récolte, mais s'étaient retrouvés face à deux colons armés qui avaient tiré en l'air en signe d'avertissement. Ensuite, un des colons avait tiré et tué Nasara, blessant au moins cinq autres villageois, dont deux se trouvaient dans un état grave. La veille à Gaza, à proximité du carrefour d'Erez, un policier de l'Autorité palestinienne avait été tué, lors d'un violent accrochage ayant opposé des soldats des FDI et des ouvriers palestiniens dans les premières heures de la matinée. Les soldats avaient tiré des grenades lacrymogènes et des balles en acier recouvertes de caoutchouc pour les disperser. Des affrontements avaient également éclaté à Bethléem et dans le village voisin de Beit Sahur, à la suite de l'enterrement d'un garçon âgé de 14 ans, Osama Jawarish, tué par un tireur embusqué des FDI le 15 octobre lors d'une manifestation devant le tombeau de Rachel. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 18 octobre)

100. Le 22 octobre, il a été signalé qu'au moins 12 Palestiniens avaient été tués au cours d'affrontements avec les FDI survenus dans les dernières heures dans les territoires occupés. Des violences avaient éclaté partout en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, avec des échanges de coups de feu, et des jets de cocktails Molotov et de pierres. Parmi les blessés palestiniens, on comptait cinq jeunes de moins de 16 ans. Quelque 400 Palestiniens avaient été blessés par les tirs des FDI le 20 octobre et 250 autres la veille. Au total 111 Palestiniens étaient morts depuis le début des violences dont 33 enfants. On avait constaté que les FDI avaient durci leur riposte aux violences palestiniennes, ce qui avait entraîné un accroissement des pertes palestiniennes. Des hélicoptères, des missiles et des mitrailleuses avaient été utilisés, et, en guise d'avertissement aux habitants de la ville de Beit Jala, des chars des FDI avaient pour la première fois ouvert le feu. Trois habitations et un atelier de menuiserie avaient été pris le 20 octobre sous le feu des FDI, dont des roquettes tirées à partir d'hélicoptère à Beit Sahur, un avant-poste des FDI se trouvant près de ces habitations palestiniennes, dans une vallée séparant deux quartiers de cette ville peuplée majoritairement de chrétiens. Les FDI avaient tiré les roquettes sans aucune semonce, mais les habitants de Beit Sahur avaient déjà quitté les habitations prises pour cible, ce qui expliquait que six personnes seulement aient été blessées dans l'attaque. Des sources palestiniennes soulignaient que les actes de violence les plus récents en Cisjordanie et à Gaza avaient commencé par des

manifestations de protestation. Des membres d'organisations palestiniennes de la défense des droits de l'homme ayant observé sur le terrain les affrontements avaient catégoriquement rejeté l'affirmation d'Israël selon laquelle les FDI n'ouvraient le feu que lorsque la vie de ses soldats était menacée. Selon ces sources, les Palestiniens n'avaient fait que riposter à des tirs de tireurs d'élite des FDI visant des manifestants palestiniens à hauteur de la partie supérieure du corps. En outre, ces militants des droits de l'homme avaient indiqué qu'Israël avait violé l'accord de Charm el-Sheikh signé la semaine précédente, en amplifiant leur déploiement autour des villes et des villages palestiniens. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 22 octobre)

101. Le 23 octobre, il a été signalé que quatre autres Palestiniens avaient été tués la veille lors d'affrontements avec les forces de sécurité israéliennes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. En réponse à des coups de feu tirés la nuit précédente sur la colonie de Gilo, près de Jérusalem, un hélicoptère de combat de l'armée de l'air israélienne avait ouvert le feu sur un village palestinien proche de Beit Jalal, vers 9 h 30, tirant des roquettes qui avaient touché une marbrerie depuis laquelle, selon des sources israéliennes, des Palestiniens tiraient sur la colonie. Deux des Palestiniens tués dans le nord de la bande de Gaza, l'avaient été alors qu'ils lançaient des pierres et des engins incendiaires sur une position des FDI. Wail Imad, 13 ans, avait été tué par une balle en acier recouvert de caoutchouc reçue au front; des témoins oculaires avaient indiqué qu'il avait été tué à une distance de 20 mètres. Le second de ces Palestiniens tués dans la bande de Gaza était Salah Nizm, 15 ans, touché au coeur par une balle réelle lors de heurts près de la colonie israélienne de Kfar Darom. Deux autres Palestiniens, Imad Hawamdeh, 23 ans, et Nail Zamahrah, 25 ans, avaient été tués lors d'affrontements près d'Hébron lors de l'enterrement de Majd Hawamdeh, garçon de Kfar Samua, tué trois jours auparavant à Al-Bireh. Selon le Croissant-Rouge, outre ces quatre derniers morts, 113 Palestiniens avaient été blessés, dont 23 par balles réelles et 16 par balles en acier recouvert de caoutchouc. Entre temps, les FDI auraient renforcé leurs positions dans toute la Cisjordanie et à Gaza. Le tableau suivant émanant du Croissant-Rouge palestinien récapitule le nombre de victimes palestiniennes :

Date	Tués	Blessés				Autre	Total
		Par balle réelle	Par balle caoutchoutée	Par grenade lacrymogène	Par tir		
29 septembre	7					300	300
30 septembre	13	104	464	26		28	622
1er octobre	10	103	314	75	6		498
2 octobre	9	114	230	44		27	415
3 octobre	8	51	205	102		22	380
4 octobre	9	57	107	72		3	239
5 octobre	3	13	28	11		10	62
6 octobre	10	70	208	66			344
7 octobre	3	10	27	23		2	62
8 octobre	2	16	9	8		3	36
9 octobre	2	21	82	41		2	146
10 octobre	0	16	36	23		1	76
11 octobre	4	5	32	28		6	71
12 octobre	2	8	6	5		37	56
13 octobre	2	36	130	54			220
14 octobre	0	3	12				15
15 octobre	1	6	8	20			34
16 octobre	3	37	86	63		2	188
17 octobre	3	7	36	63			106
18 octobre	1	35	63	88			186
19 octobre	3	16	33	22		8	79
20 octobre	9	58	192	64		3	317
21 octobre	3	34	153	57		4	248
Total	107	820	2 461	955	6	458	4 700

(*Ha'aretz*, 23 octobre)

102. Le 24 octobre, il a été signalé que les FDI avaient utilisé la nuit précédente des chars pour répondre à une autre série de coups de feu tirés depuis le quartier palestinien de Beit Jala sur la colonie juive de Gilo, près de Jérusalem. Ces chars, postés près de Gilo une semaine auparavant, avaient tiré à la mitrailleuse lourde sur des objectifs situés à Beit Jala avant de tirer plus tard au canon à plusieurs reprises sur le village. Au moins trois personnes auraient été blessées par ces tirs des FDI. Il a également été signalé que deux jeunes Palestiniens, grièvement blessés par des soldats des FDI quelques jours auparavant, étaient morts de leurs

blessures la nuit précédente. Une femme de 53 ans qui avait essayé de franchir en courant un poste de contrôle à Tulkarém, en route pour son lieu de travail en Israël avait eu une crise cardiaque et était décédée. Selon le centre palestinien pour les droits de l'homme à Gaza, le nombre de Palestiniens tués au cours des violences s'élevait à 119 depuis le 29 septembre 2000. Lors des incidents de la veille, 45 Palestiniens avaient été blessés, dont cinq grièvement. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 24 octobre)

103. Le 25 octobre, il a été signalé que deux Palestiniens avaient été tués la veille et des douzaines d'autres blessés lors d'affrontements avec des troupes des FDI en Cisjordanie et à Gaza. Nimer Morai, 16 ans, avait été tué lors de heurts près de Jenin, en Cisjordanie, tandis que Nidal a-Dwiki, âgé également de 16 ans, avait été tué lors d'affrontements à Gaza. En outre, Iyad Shaath, un garçon de 13 ans, blessé quelques jours auparavant lors de heurts à Khan Younis, était décédé de ses blessures la veille. Cinq Palestiniens avaient été grièvement blessés. Il n'y avait eu aucune victime israélienne. Les Palestiniens avaient organisé la veille plusieurs marches symboliques vers Jérusalem, pour célébrer le jour de la venue du prophète Mahomet à Jérusalem et sa montée au ciel. Des sources palestiniennes avaient indiqué que les soldats des FDI, et peut-être des colons, tiraient tous les soirs à feu nourri sur des habitations arabes à Hébron. Un grand nombre de ces habitations avaient été endommagées. Les Palestiniens avaient également indiqué qu'un médecin, membre de l'équipage d'une ambulance et un civil avaient été blessés par des tirs des FDI à Beit Jala (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 25 octobre)

104. Le 29 octobre, il a été signalé, qu'au moment où l'Intifada d'Al-Aqsa entrait dans son deuxième mois, les échanges de coups de feu, entre soldats des FDI et Palestiniens s'étaient intensifiés au cours du week-end et que la liste des victimes ne cessait de s'allonger. Quatre Palestiniens avaient été tués le 27 octobre, portant à 126 le total de Palestiniens tués au cours d'un mois de violence. Quelque 250 Palestiniens avaient été blessés le même jour et plusieurs dizaines d'autres avaient été blessés la veille, selon des sources palestiniennes. Le nombre de Palestiniens blessés à Gaza ou en Cisjordanie en 30 jours avait atteint 5 500, selon ces mêmes sources. Les quatre victimes palestiniennes du vendredi étaient : Rasan Awaisah, 22 ans, du camp de réfugiés situé à Dahariyah, tué lors

d'affrontements à Ramallah; Bashir Shalwit, 15 ans, de Qalqiliya; Ahmad Kassam, 25 ans, de Tul Karm; Gaber Al Meshal, 23 ans du camp de réfugiés de Shati à Gaza. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 29 octobre)

105. Le 30 octobre, il a été signalé que quatre Palestiniens avaient été tués et quelque 50 autres blessés, tandis que deux Israéliens avaient été légèrement blessés, lors d'affrontements sanglants entre les Palestiniens et les forces de défense israéliennes. Les manifestants palestiniens avaient marché sur le carrefour de Karni, situé dans la banlieue est de la bande de Gaza, jetant des pierres et des bombes incendiaires sur des soldats. Une colonne de chars et de véhicules blindés des FDI était entrée dans le secteur pour disperser les manifestants. Des sources palestiniennes ont signalé que deux Palestiniens avaient été tués au cours des échauffourées, et quelque 20 autres blessés. Parmi les morts figuraient Samir Aliwa, âgé de 31 ans, originaire de Gaza, et Hosnii Najar, âgé de 15 ans. Selon des témoins oculaires palestiniens, les victimes des tirs des soldats israéliens ne constituaient pas une menace pour ces soldats, pas plus qu'ils ne se trouvaient à proximité d'un Palestinien armé. Deux Palestiniens avaient été tués au cours d'échange de tirs nourris dans le village de Kalil, proche de Naplouse. Parmi les morts se trouvaient Shadi Shuli, âgé de 23 ans, habitant Assira Shimaliyah, et Osmat Saber, âgé de 35 ans, de Naplouse. Lors d'un autre incident, un gardien de l'hôpital « Augusta Victoria » avait été blessé la veille à l'épaule par une balle tirée à courte distance. Selon le gardien, une voiture avec des jeunes Juifs était arrivée dans les premières heures de la matinée et l'un d'entre eux, portant une kippa (yarmulke), en était sorti et avait tiré. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 30 octobre)

106. Le 31 octobre, il a été signalé que les affrontements en Cisjordanie et à Gaza avaient provoqué la mort de deux Palestiniens, des frères jumeaux de 20 ans, et fait des douzaines blessés. Bilal Salah avait été tué lors de heurts près de Jenin, mais son frère Hilal avait été trouvé mort plus tard dans une oliveraie. Des sources palestiniennes ont indiqué que des soldats des FDI avaient été vus dans le verger un peu plus tôt. Un troisième Palestinien, Al Harous, âgé de 22 ans, de Fadi, localité proche de Jenin, soigné depuis le 26 octobre pour des blessures graves, est décédé la veille. À la suite du massacre de deux agents de sécurité israéliens à Jérusalem-Est, des hélicoptères israéliens avaient attaqué la veille des cibles en

Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Ces attaques avaient reçu l'approbation du Premier Ministre Ehud Barak. Selon des sources israéliennes, les attaques visaient différents bureaux du quartier général de l'Autorité palestinienne à travers la Cisjordanie et à Gaza. Cependant, les Palestiniens ont indiqué que cinq résidents de l'immeuble proche, divisé en appartements, avaient été blessés lors de l'attaque de Ramallah. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 31 octobre)

107. Le 31 octobre, il a été signalé que depuis le début de l'Intifada d'Al-Aqsa, le 29 septembre, on pouvait dire au vu de l'ensemble des victimes, que tous les groupes d'âge de la population palestinienne avaient été impliqués dans des affrontements violents avec les forces de sécurité israéliennes, selon des données du Dr. Moustafa Barghouthi, Président de l'Union palestinienne des comités de secours médical. M. Barghouthi a fait valoir que ce fait allait à l'encontre de « la propagande israélienne » qui maintenait que les enfants palestiniens « avaient été envoyés délibérément » sur les premières lignes du conflit. Il a insisté sur le fait que la population tout entière s'était soulevée contre l'occupation. Israël était à condamner pour ne pas vouloir examiner les raisons pour lesquelles des enfants étaient tués par des soldats au cours des manifestations. Israël préférait faire porter le blâme sur les parents palestiniens, qui ne s'occuperaient pas assez de leurs enfants. S'exprimant lors d'une conférence de presse, M. Barghouthi a indiqué que 95 % des tués au cours des affrontements avec les forces de sécurité n'avaient pas été impliqués dans les manifestations au cours desquelles des coups de feu avaient été tirés contre les soldats. Les manifestants, a-t-il indiqué, étaient armés de pierres et de bombes incendiaires, et des tireurs d'élite avaient riposté par des tirs de précision. Selon les statistiques recueillies par l'organisation de M. Barghouthi, en date du 29 septembre, 144 Palestiniens avaient été tués et quelque 5 000 autres blessés. Il en résultait qu'un millier au moins resteraient handicapés pour le restant de leurs jours. M. Barghouthi a insisté sur deux conclusions principales qui renforçaient le bien-fondé de ses accusations : la plupart des blessures des manifestants concernaient les parties supérieures de leurs corps; alors qu'Israël prétendait que les coups de feu en question étaient le résultat de tirs de précision ou de tirs de tireurs d'élite. Il a également rejeté la possibilité que tous les blessés parmi les Palestiniens mettaient en danger la vie des soldats israéliens. Il a déclaré que si la vie des soldats avait vraiment été en

danger, ils auraient tiré sur les parties du corps autres que la tête et le cou, afin de maximiser leurs chances de toucher leurs attaquants. Il a également fait peu de cas des dires des Israéliens, qui prétendaient que les Palestiniens étaient en train d'attaquer des sites israéliens. Il a affirmé que les manifestations avaient lieu en territoire palestinien, dans les villes et dans les villages, contre l'armée d'occupation, « et que l'armée tirait sur des civils non armés ». (*Ha'aretz*, 31 octobre)

108. Le 1er novembre, il a été signalé que la veille, des affrontements s'étaient produits sur la Rive occidentale et à Gaza pour le trente-cinquième jour consécutif. Six Palestiniens avaient été tués, quatre à Gaza et deux sur la Rive occidentale. Les affrontements les plus violents s'étaient produits au point de passage de Karni, à Gaza, où deux chars avaient ouvert le feu sur des postes palestiniens près du point de passage et où des tireurs des FDI avaient tiré sur des positions palestiniennes. De violentes fusillades avaient également été signalées près de Bethléem, sur la Rive occidentale. Le Croissant-Rouge palestinien a indiqué la veille, que quelque 89 personnes avaient été blessées par des balles réelles, par des balles en caoutchouc et par des gaz lacrymogènes dans les territoires. D'après *Ha'aretz*, deux autres Palestiniens qui avaient été blessés par balles par les FDI ont été déclarés cliniquement morts. Il a également été signalé que Ben Wedeman, chef du bureau de la CNN au Caire, avait été légèrement blessé par balle alors qu'il couvrait, du côté palestinien, les affrontements qui se produisaient près du point de passage de Karni. D'après des responsables des FDI, on ne savait pas s'il avait été touché par des tirs israéliens ou des tirs palestiniens. Il a également été signalé que l'artillerie israélienne avait bombardé des villages et des villes dans la région de Bethléem, à l'aide d'hélicoptères, d'armes anti-aériennes et de chars. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 1er novembre)

109. Le 3 novembre, il a été signalé que la veille, trois Palestiniens avaient été tués et des dizaines d'autres blessés lors des violents affrontements entre des Palestiniens et les forces de sécurité israéliennes, qui s'étaient produits dans l'ensemble des territoires occupés. Dans la matinée, un grave incident a eu lieu au nord-est de Jérusalem, dans le village d'Hizma, où un Palestinien de 17 ans a été mortellement blessé par des balles en caoutchouc tirées par les membres de la police aux frontières. Des incidents se sont également produits dans la bande de Gaza, aux lieux de friction

habituels, près des carrefours de Netzarim, Karni et Gush Katif. Il a également été signalé que la nuit précédente, le Premier Ministre Ehud Barak avait décidé d'accorder au dirigeant palestinien Yasser Arafat un jour supplémentaire pour mettre en oeuvre le nouvel accord de cessez-le-feu, bien qu'une voiture piégée ait explosé dans une rue proche du marché Mahaneh Yehuda (Jérusalem), tuant deux Israéliens et en blessant légèrement 11 autres. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 3 novembre)

110. Le 5 novembre, il a été signalé que lors des affrontements avec les Forces de sécurité israéliennes survenus le 3 novembre 2000, quatre Palestiniens avaient été tués, dont une jeune fille de 14 ans qui rentrait de son école située à Bethléem. Les autres victimes étaient Rami Mutawa, 15 ans et Muhmud Sa'id, 19 ans, domiciliés à Kfar Hizma, à l'est de Jérusalem. D'après des témoins palestiniens, les deux adolescents de Kfar Hizma avaient été abattus après la fin des affrontements, alors qu'ils regagnaient leur domicile. La quatrième victime, Nahed al-Luh, 21 ans, résidant à Dir-al-Balalh, dans la bande de Gaza, avait été tuée à Tulkarm. D'après le Croissant-Rouge palestinien, près de 600 Palestiniens avaient été soignés pour des blessures dues aux affrontements avec les troupes israéliennes, qui avaient eu lieu pendant les deux derniers jours. La plupart des blessures étaient dues à l'inhalation de gaz lacrymogènes. Dix Israéliens ont également été blessés lors des affrontements. À Hébron, il a été signalé que des colons avaient barré les routes pour empêcher les Palestiniens de circuler, trouvant inconcevable qu'on puisse les autoriser à circuler librement sur les routes alors qu'ils continuaient à tirer sur les Juifs la nuit. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 5 novembre)

111. Le 6 novembre, il a été signalé que la veille, les FDI avaient mortellement blessé par balle deux Palestiniens, Marwan al Ramari, 27 ans, et Maher a-Sa'idi, 16 ans, près du camp de réfugiés d'Al-Burij, dans la bande de Gaza. D'après un militant palestinien des droits de l'homme, les soldats avaient ouvert le feu immédiatement après que la première pierre eut été lancée sur eux et, bien qu'elle ne les ait pas touchés. Au moins 80 Palestiniens avaient été blessés, qui par balles, qui par les gaz lacrymogènes qu'ils avaient inhalés. Il a été signalé que les FDI avaient soumis à un tir nourri plusieurs maisons à Khan Yunis, dans la bande de Gaza, ainsi qu'à Hébron, Ramallah et

Qalqiliya, sur la Rive occidentale. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 6 novembre)

112. Le 6 novembre, il a été signalé que deux Palestiniens avaient été tués par des soldats israéliens au carrefour de Netzarim dans la bande de Gaza et qu'un troisième avait été sérieusement blessé la veille. Les forces de défense israéliennes avaient annoncé qu'elles seraient en état d'alerte maximum pour la prière du vendredi rassemblant les musulmans à la Mosquée d'Al-Aqsa sur le Mont du Temple à Jérusalem. De nombreuses organisations palestiniennes avaient déclaré ce jour « Journée de colère » contre Israël, et des manifestations étaient prévues dans les capitales étrangères, ainsi qu'en Israël et dans les territoires. Au cours de l'après-midi, les manifestations avaient repris dans plusieurs endroits, notamment à Hébron et à Qalqiliya. Des douzaines de cocktails Molotov avaient été lancés à Hébron et une bombe avait explosé. Il n'y avait eu aucune victime. Les échanges de tirs avaient également repris au carrefour de Netzarim, ainsi qu'au tombeau de Joseph à Naplouse, lieu de la plupart des violences depuis le début des combats la semaine précédente. À la différence des jours précédents, les FDI n'avaient pas utilisé d'hélicoptères sur le front de Netzarim. (*Ha'aretz*, 6 novembre)

113. Le 7 novembre, il a été signalé que la veille, des heurts violents avaient continué de se produire tout au long de la journée sur la Rive occidentale et à Gaza et que, d'après les sources israéliennes, à plusieurs occasions, des coups de feu avaient été tirés depuis la foule des émeutiers. Deux Palestiniens avaient été tués. Wadji al Khatab, 15 ans, était tombé sous les balles des FDI près de Tulkarm au moment où, d'après les FDI, des manifestants palestiniens jetaient des pierres et des bombes incendiaires sur les soldats. D'après les Palestiniens, c'étaient les soldats des FDI qui avaient commencé à tirer sur les écoliers et des Palestiniens armés avaient réagi en ouvrant le feu à leur tour. D'après les Palestiniens, un autre jeune Palestinien, Muhamed a-Ta'aban, 17 ans, avait été tué lors d'un affrontement, près de la colonie de Kfar Darom, à Gaza. Un troisième Palestinien, Mustafa al-Jazar, 19 ans, était mort la veille au Maroc où il était soigné pour les blessures qu'il avait reçues le 28 octobre lors d'un affrontement avec les FDI. En outre, des échanges de coups de feu avaient eu lieu à Hébron, au carrefour d'Ayosh au Nord de Ramallah, en deux endroits près de Naplouse, près de Djénine et près de Vered Jéricho

(une colonie israélienne près de Jéricho). D'après des sources palestiniennes, les FDI avaient ouvert le feu sur des maisons en différents endroits. Les FDI affirmaient que des coups de feu avaient été tirés depuis ces maisons. D'après les Palestiniens, les FDI avaient tiré sur des maisons à Qalqiliya pendant cinq heures au cours de la nuit, deux jours auparavant, blessant une jeune fille et endommageant plusieurs bâtiments, dont une centrale électrique. L'électricité n'avait été rétablie dans une grande partie de Qalqiliya que le jour suivant. Les Palestiniens avaient continué de se plaindre de la réaction disproportionnée des FDI aux tirs palestiniens. Comme ces fusillades étaient généralement très brèves, la police palestinienne n'avait pas le temps de se rendre sur les lieux et de les faire cesser. Entre-temps, l'agence Reuters a indiqué que la veille, d'après des sources policières, un Palestinien habitant à Abou Dis, qui était soupçonné d'avoir pris part, le mois précédent, au lynchage de deux soldats des FDI à Ramallah, avait été arrêté à Jérusalem par la police. Les journaux palestiniens locaux avaient appelé la population à manifester pour le quarantième jour de violence et avaient déclaré que vendredi serait un autre « Jour de colère ». (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 7 novembre)

114. Le 8 novembre, il a été signalé que la veille, des échanges de feux sporadiques entre Israéliens et Palestiniens s'étaient poursuivis sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza. Deux Palestiniens avaient été tués et un grand nombre d'autres blessés. D'après des sources palestiniennes, Abdallah Amarneh, 24 ans, avait été tué d'une balle dans le coeur pendant les affrontements à Bethléem. Le deuxième Palestinien, Said Abou-Khatla, 24 ans, de Gaza, était également décédé des suites des blessures qu'il avait reçues pendant les affrontements avec les FDI le vendredi précédent. En outre, des sources palestiniennes avaient affirmé que l'automobiliste israélien qui avait renversé et tué Ahmed Khufash, 6 ans, domicilié à Salfit, avait agi délibérément. La colonie de Gilo (considérée comme étant l'un des quartiers juifs de Jérusalem) avait essuyé des coups de feu la veille après plusieurs jours de calme relatif. Aucune information n'avait fait état de blessés ou de dommages aux biens dans le quartier. Les FDI avaient réagi par des tirs de mitrailleuses et en lançant des roquettes antichar sur le village palestinien de Beit Jala, d'où provenaient les tirs. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 8 novembre)

115. Le 9 novembre, il a été signalé que quatre Palestiniens avaient été tués lors d'affrontements avec les FDI. Fares Odeh, 14 ans, Hilal Abou Sa'ad, 18 ans, Mohammed Abou Rali, 17 ans, avaient été tués lors d'affrontements à Gaza et Raid Dawood, 14 ans, domicilié à Salfit, avait été tué sur la Rive occidentale. D'après le Centre palestinien pour les droits de l'homme, lors des deux principaux affrontements qui avaient eu lieu à Gaza, les FDI avaient tiré sur des manifestants qui se trouvaient à environ 150 mètres. À cette distance, les soldats n'étaient pas menacés par les lanceurs de pierres. D'après le Centre palestinien pour les droits de l'homme, il s'agissait là d'une « grave escalade » dans les méthodes employées par l'armée pour disperser les manifestants. Il a été signalé que deux autres Palestiniens étaient morts la veille des suites de blessures reçues lors d'affrontements avec les FDI : Ibrahim al-Kasim, domicilié à Jérusalem, 13 ans, qui avait été blessé le 4 novembre et Mohammad Mahahani, blessé la veille. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 9 novembre)

116. Le 10 novembre, il a été signalé qu'Hussein Abayat, un commandant du Fatah, avait été tué par un missile lancé depuis un hélicoptère des FDI qui avait frappé le véhicule dans lequel il se trouvait près de Bethléem. L'adjoint d'Abayat, Khaled Salahat, avait été gravement blessé et deux femmes qui se trouvaient à proximité avaient été tuées par des éclats d'obus. Neuf autres palestiniens avaient été blessés. D'après les FDI, Abayat, 33 ans, était responsable d'une série d'opérations sanglantes menées contre des Israéliens au cours des six semaines précédentes, notamment les attaques armées contre le quartier Gilo de Jérusalem et contre la tombe de Rachel près de Bethléem. La mort des deux femmes, Rahmi Shahin et Azziza Danoun, toutes deux âgées de 50 ans, n'avait suscité aucune excuse officielle. L'attaque lancée par un hélicoptère Apache des Forces aériennes israéliennes rappelait l'assassinat du dirigeant du Hezbollah Sheikh Abbas Musawi en 1992 au Sud-Liban et marquait un changement d'échelle dans les opérations menées contre les combattants palestiniens. « L'action de ce matin fait partie des actions entreprises par les forces de sécurité et sera suivie d'autres actions du même type » ont déclaré les FDI. « Elle vise à frapper les responsables de l'escalade de la violence. Elle a été menée après que le Tanzim, qui relève du Fatah, eut intensifié considérablement ses attaques contre les civils israéliens et les forces de sécurité en Judée, en Samarie et dans la bande de Gaza au cours des

dernières semaines. » D'après des sources palestiniennes, au moment où le véhicule d'Abayat avait été frappé, Shahin et Danoun montaient dans leur voiture qui se trouvait devant chez elles pour accompagner l'ambulance qui transportait un de leurs parents à l'hôpital. Avaient également été blessés le chauffeur de l'ambulance, Adnan Shuneid, le docteur Nidal Salame et un infirmier, Amer Assad. D'après Rasan Andoni, du Centre palestinien de rapprochement, trois personnes avaient été tuées et 10 autres blessées, dont certaines grièvement. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 10 novembre)

117. Le 12 novembre, il a été signalé qu'au cours des deux jours précédents, 10 Palestiniens avaient été mortellement blessés par des balles tirées par les FDI lors d'affrontements survenus à la jonction de Karni, dans la zone industrielle d'Erez, à Djénine, à Hébron et à la jonction de Katif. Il a été signalé que l'armée avait riposté par des missiles antichar aux tirs des Palestiniens sur la colonie de Psagot et que le vendredi 10 novembre à minuit, les FDI avaient ouvert le feu sur un quartier résidentiel à Hébron. Il a également été indiqué que deux soldats des FDI étaient décédés des suites des blessures qu'ils avaient reçues lors d'affrontements survenus au cours du week-end précédent sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza, à la suite, semblait-il, de la mort du dirigeant du Fatah Hussein Abayat, le 9 novembre 2000. Le bilan des affrontements qui avaient commencé à la fin du mois de septembre 2000 s'élevait désormais à 202 morts. Il a également été signalé que l'Association des journalistes palestiniens avait condamné le fait que la veille, une photographe américaine d'Associated Press avait été blessée par des balles en caoutchouc tirées selon toute vraisemblance par les FDI. Elle couvrait à ce moment-là une manifestation palestinienne organisée près de la tombe de Rachel. D'après l'association susmentionnée, elle était le quatrième journaliste blessé par les FDI. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 12 novembre)

118. Le 13 novembre, il a été signalé qu'un jeune Palestinien de 16 ans avait été tué lors d'affrontements avec les soldats israéliens près du point de contrôle d'Erez, ce qui portait à 177 le nombre de Palestiniens tués depuis le déclenchement de l'Intifada d'Al-Aqsa. La veille, 42 autres Palestiniens avaient été blessés dans les territoires occupés. Par ailleurs, les Forces de défense israéliennes avaient utilisé des missiles et des mitrailleuses à Beit Jala, Beit Sahur et al Hader, pour

riposter à des tirs palestiniens sur la colonie juive de Gelo. Un jeune Palestinien de 17 ans, Aiman al-Wadi, qui avait été blessé par balle le 8 novembre, était décédé des suites de ses blessures le 11 novembre. Le même jour, vers minuit, deux autres Palestiniens d'El Bireh, Osama al Buwab, 28 ans, et Majid Abed, 32 ans avaient été tués lors d'une attaque lancée par les FDI contre un bâtiment d'où des coups de feu avaient été tirés sur la colonie juive de Psagot, sur la Rive occidentale. Des témoins avaient affirmé que ces deux personnes avaient été tuées par un missile tiré depuis un hélicoptère des FDI. Il a été signalé que la même nuit, les FDI avaient également attaqué Tul karm, Dir al-Balah, Naplouse, Djénine et Jéricho. Au total, quelque 16 Palestiniens avaient été blessés par les FDI cette nuit-là, notamment une femme de 60 ans et un petit garçon de 4 ans qui avait été touché à la tête à Naplouse. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 13 novembre)

119. Le 14 novembre, il a été signalé que deux « jeteurs de pierres » palestiniens, âgés de 16 et 17 ans, avaient été tués par balle par les FDI. Un troisième palestinien, Ahmad Dahlan, âgé de 19 ans, neveu de Mohammad Dahlan, le responsable de la sécurité préventive à Gaza, était décédé la veille à l'hôpital Ichelov de Tel-Aviv des suites de ses blessures; il avait été blessé par balle à la tête près de la jonction de Gush Katif trois jours auparavant. Ahmad Dahlan était étudiant à l'université Al-Azhar, dans la ville de Gaza, et rentrait chez lui à Khan Yunis lorsqu'il avait été abattu près de la jonction de Gush Katif. D'après Dahlan, son neveu n'était pas armé et la balle qui l'avait touché avait été tirée soit d'un hélicoptère soit d'une tour de guet car ses blessures se trouvaient sur le haut du crâne. Il a rejeté les informations diffusées auparavant par les FDI, selon lesquelles Ahmad Dahlan était l'un des deux policiers qui avaient été abattus à la jonction après avoir ouvert le feu sur des soldats. Le porte-parole de l'hôpital Ichelov a déclaré que l'Autorité palestinienne n'avait rien à voir avec le transfert de Dahlan de l'hôpital Shifa à Gaza vers l'hôpital Ichelov et que ce transfert répondait uniquement à un souci humanitaire. Il a ajouté que sur tous les Palestiniens qui avaient été admis à l'hôpital Ichelov au cours des dernières semaines, seul deux s'y trouvaient encore : un garçon de 15 ans, qui était soigné pour une blessure par balle à l'abdomen et un autre garçon qui avait perdu la vue et qui devait subir une opération. Il a été par ailleurs indiqué que la veille, le bilan des pertes subies par Israël avait été le plus lourd depuis le déclenchement de l'Intifada d'Al-

Aqsa : deux colons et deux soldats des FDI avaient été tués lors de fusillades survenues sur la Rive occidentale et à Gaza. Les FDI avaient réagi en bouclant la zone A où se trouvaient des localités placées sous contrôle de l'Autorité palestinienne. Les incidents survenus le jour précédent avaient porté à 205 le nombre total de personnes tuées depuis le 28 septembre et dont dans la grande majorité étaient des Palestiniens. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 14 novembre)

120. Le 15 novembre, il a été signalé que la veille, quatre Palestiniens, dont un garçon de 13 ans, avaient été tués et des dizaines d'autres blessés lors d'affrontements avec les FDI dans les territoires occupés. Le 15 novembre correspondait au douzième anniversaire de la Déclaration palestinienne d'indépendance faite à la Conférence d'Alger. C'est pourquoi les FDI s'attendaient à des manifestations de masse, voire à de nombreux affrontements et s'y préparaient. Mohammed al-Ajala, 13 ans, et Raid Shakafa, 19 ans, avaient été tués lors d'affrontements à Gaza. D'après les Palestiniens, ni l'un ni l'autre ne mettaient en danger la vie des soldats de quelque manière que ce soit. Un autre jeune garçon palestinien, Sabar a-Barash, avait été tué à la jonction d'Ayosh, au Nord de Ramallah. D'après des Palestiniens, il se trouvait à une distance considérable des soldats et ne représentait aucune menace pour eux. Le quatrième décès était survenu lorsque les Palestiniens avaient ouvert le feu sur une patrouille des FDI à Gaza. Les soldats avaient riposté, tuant un Palestinien et en blessant deux autres. D'après les FDI, rien ne permettait pour l'heure de corroborer l'affirmation des Palestiniens, selon laquelle la veille, des colons avaient attaqué et tué un Palestinien; toutefois, l'enquête se poursuivrait. D'après la police aucune activité n'avait été signalée au lieu et à l'heure cités par les sources palestiniennes. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 15 novembre)

121. Le 16 novembre, il a été signalé que la nuit précédente, des hélicoptères israéliens avaient attaqué, avec l'accord du Gouvernement, des maisons à Beit Jala, Tulkarm, Jéricho, Naplouse et Hébron. Cette attaque s'était produite après une journée de violence : des manifestations avaient été organisées dans tout le territoire et huit Palestiniens avaient été tués et des dizaines d'autres blessés. D'après des sources israéliennes, cette attaque était une riposte aux tirs dont la colonie de Gilo avait été la cible et à l'escalade générale de la violence au cours des jours précédents.

D'après un porte-parole des FDI, l'attaque sur Beit Jala, au cours de laquelle des missiles et des chars avaient été utilisés, avait eu lieu vers 23 heures. Les forces aériennes avaient pris pour cible les maisons d'où des coups de feu avaient été tirés. Un bâtiment avait été détruit et il y avait eu apparemment quelques blessés. Les huit Palestiniens tués la veille étaient Ahmed Bassel, 15 ans; Fathi Salem, 18 ans; Samer Khader, un policier palestinien, 29 ans; Jadu'a el-Kebabash, 16 ans; Abd el-Hafez Gharuf, 20 ans; Ahmad Shaaban, 16 ans; Mohammed a-Sharafi, 17 ans; et Ibrahim Jaidi, 15 ans. Cinq avaient été tués sur la Rive occidentale et trois à Gaza. En outre, Mohammed Abad était décédé la veille des suites de ses blessures. D'après la société du Croissant-Rouge palestinien, 164 autres Palestiniens avaient été blessés la veille. Les FDI n'iaient quant à elles que toutes les personnes décédées avaient été tuées pendant les manifestations. D'après l'armée, certaines personnes avaient été tuées lors de fusillades avec les FDI, du moins dans la bande de Gaza. Par ailleurs, deux Palestiniens avaient été blessés, dont l'un grièvement, lorsque d'après la police israélienne, un garde-frontière avait laissé échapper son fusil et qu'un coup de feu était parti accidentellement, à Emek Ha'ela, près de Beit Shemesh. Les policiers se trouvaient là pour appréhender des Palestiniens qui essayaient d'entrer illégalement en Israël. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 16 novembre)

122. Le 17 novembre, il a été signalé que la veille, un jeune Palestinien avait été mortellement blessé par balle lors d'affrontements avec les troupes israéliennes au camp de réfugiés d'al-Fawar près d'Hébron et qu'un autre Palestinien avait été tué près de Bethléem. Des dizaines de Palestiniens et trois Israéliens avaient été blessés lors des différents affrontements survenus dans les territoires. Samar al-Katar, 18 ans, était mort lors de l'affrontement d'al-Fawar. D'après la radio palestinienne, il aurait dû se marier le lendemain. D'après des parents d'Al-Katar, celui-ci était mort parce qu'il avait perdu tout son sang en attendant l'ambulance qui devait le transporter à l'hôpital et que plusieurs points de contrôle israélien l'avaient empêchée de passer. Yusuf Suleiman Abou Awwad, 25 ans, originaire du village de Beit Umar, avait été tué à un point de contrôle israélien près de Bethléem. D'après le porte-parole des FDI, Abou Awwad avait essayé de s'emparer de l'arme d'un soldat et pendant la lutte qui s'était ensuivie, un coup était parti et la balle avait atteint Abou Awwad. Les Palestiniens affirmaient quant à eux qu'Abou Awwad et qu'un autre homme

avaient été arrêtés à un point de contrôle des FDI aux environs de Beit Omar et que les soldats leur avaient dit d'abandonner leur voiture et de partir à pied. Abou Awwad avait refusé, de crainte que des agents secrets des FDI n'utilisent son véhicule pour monter des opérations contre les responsables du Fatah. Un soldat l'avait alors abattu à bout portant. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 17 novembre)

123. Le 17 novembre, il a été signalé que les chiffres rendus publics le 7 novembre par l'ONG Médecins pour les droits de l'homme/USA donnaient à penser que les FDI visaient à la tête lorsqu'ils tiraient sur des Palestiniens. Ces médecins écrivaient dans leur rapport qu'« environ la moitié des personnes mortellement blessées à Gaza l'avaient été à la tête ». Ayant constaté qu'« environ 26 % des 1 134 personnes blessées à Gaza et sur la Rive occidentale l'avaient été à la tête ou à la nuque », les médecins ont conclu que « les soldats visaient les civils à la tête ». D'après le docteur Mustafa Barghouti, de l'Union des comités palestiniens de secours aux blessés, 92 % des 192 Palestiniens qui avaient été tués au 16 novembre l'avaient été par des balles ayant une vitesse initiale élevée (par opposition aux balles en caoutchouc), environ 98 % avaient été touchés dans la partie supérieure du corps et 52 % à la tête ou à la nuque. Par ailleurs, 13 % des personnes tuées avaient moins de 15 ans, 20 % entre 16 et 18 ans et 4 % plus de 50 ans. (*Ha'aretz*, 17 novembre)

124. Le 17 novembre, il a été signalé que des milliers d'habitants de Beit Jala avaient assisté aux funérailles du docteur Harald Fisher, un chiropracteur allemand de 68 ans qui était tombé sous les balles des FDI alors qu'il portait secours à des voisins blessés par une roquette qui avait touché leur maison. Il était marié à une Palestinienne et avait élevé leurs trois enfants dans le village. On ne connaissait pas avec précision l'heure de l'attaque israélienne au cours de laquelle le docteur Fisher avait été tué. D'après « G », une femme de Beit Jala qui travaillait pour les organisations médicales palestiniennes, des tirs israéliens nourris avaient commencé avant le crépuscule. « Pour nous, ce fut la nuit où les bombardements avaient été les plus violents depuis le début de l'Intifada » a-t-elle déclaré avant d'ajouter : « J'ai entendu quelques coups de feu tirés depuis notre côté puis les Israéliens avaient riposté avec des chars, des mitrailleuses et des hélicoptères qui tiraient des missiles. » (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 17 novembre)

125. Le 19 novembre, il a été signalé que les violents affrontements survenus dans les territoires pendant le week-end précédent avaient fait des dizaines de blessés et au moins six morts parmi les Palestiniens, dont deux policiers palestiniens, Hassi Farawan, 45 ans et Khaled Salam, 35 ans, qui avaient été tués à Jéricho par des tireurs des FDI alors qu'ils essayaient, d'après les informations communiquées à Ha'aretz par le Fatah, d'empêcher des jeunes Palestiniens de tirer sur les soldats israéliens. Un ressortissant jordanien, Mohammad Samur, 38 ans, avait été tué à Qalqiliya. Mohammad Abou Ri'an, 14 ans et Hamza Abou Skhidam, 18 ans, avaient été tués dans la région d'Hébron. Rami Yassin, 18 ans, avait été tué à Gaza. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 19 novembre)

126. Le 20 novembre, il a été signalé que la veille malgré une baisse de la violence, au moins un Palestinien avait été tué et sept autres blessés. D'après les Palestiniens, Abed a-Dehashan, 14 ans, avait été mortellement blessé par des balles tirées par des FDI au point de contrôle de Karni entre Israël et Gaza. Les Palestiniens imputaient également aux FDI la mort de Nasser a-Najar, 35 ans, un officier des services de sécurité palestiniens. D'après des sources palestiniennes, a-Najar était asthmatique et était mort étouffé après avoir inhalé des gaz lacrymogènes utilisés par les FDI pour disperser des manifestants à un barrage routier entre Khan Yunis et la colonie juive située à proximité. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 20 novembre)

127. Le 21 novembre, il a été indiqué que les Forces israéliennes avaient attaqué neuf cibles à Gaza la nuit précédente pour riposter à l'attentat à la bombe contre un bus scolaire à Gaza, qui avait fait deux morts parmi les colons israéliens d'une colonie juive située à proximité et en avait blessé neuf autres, dont cinq enfants. Les raids de représailles des FDI, lancés vers 18 heures, avaient été les plus violents depuis le début des troubles. Des dizaines de personnes avaient été blessées, y compris des enfants. Il avait été indiqué dans un premier temps qu'un homme avait été tué mais cette information n'avait pas été reprise par la radio palestinienne dans ses bulletins d'information ultérieurs. Contrairement à ce qu'elles avaient fait lors des précédents raids aériens, les FDI n'avaient pas averti à l'avance les occupants des bâtiments visés. Toutefois, comme les Palestiniens s'attendaient à une riposte, ils avaient évacué nombre des cibles probables avant le début du raid. C'était également la première

fois que les FDI prenaient pour cible le Service de sécurité préventive de Mohammed Dahlan. Des dizaines de missiles avaient été lancés sur des cibles palestiniennes, notamment le siège du Service de sécurité préventive, un relais de la télévision palestinienne, le siège de l'organisation de Yasser Arafat, le Fatah, un centre de formation du Service de sécurité présidentielle, trois bâtiments appartenant à la force 17, un groupe d'élites dépendant d'Arafat, et des installations des services de sécurité palestiniens à Rafiah. Les cibles se trouvaient dans la ville de Gaza, à Khan Yunis, à Dir al-Balah et à Rafiah. Certaines étaient toutes proches des propres bureaux d'Arafat. Ces attaques avaient aussi privé d'électricité une grande partie de la bande de Gaza. Il a été signalé par ailleurs que les FDI avaient tué deux Palestiniens armés dans la soirée de dimanche, l'un près de Qalqiliya et l'autre près de Naplouse. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 21 novembre)

128. Le 22 novembre, il a été indiqué que quatre Palestiniens étaient tombés sous les balles des FDI. En outre, un colon de la colonie de Netzer Hazani, à Gaza, était décédé la nuit précédente des blessures qu'il avait reçues plusieurs heures auparavant lorsque des tireurs palestiniens avaient attaqué un convoi israélien près de la jonction de Gush Katif. Les FDI avaient alors utilisé de toute une série de représailles auxquelles ils avaient déjà eu recours les semaines précédentes, par exemple arracher les arbres et détruire les maisons situées près du lieu de l'attaque. Deux des Palestiniens tués lors des accrochages survenus la veille à Gaza étaient Mohammed Abou Samara et Hamad Abou Samiri. Le 21 novembre, des milliers d'habitants de Gaza étaient venus constater les dégâts causés lundi soir aux bâtiments des services de sécurité palestiniens par le bombardement des FDI. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 22 novembre)

129. Le 23 novembre, il a été indiqué que les FDI avaient tué quatre miliciens de Tanzim à Gaza lors d'une opération qui avait été planifiée. Les officiers de l'armée avaient toutefois déclaré que cette opération avait pour objectif l'arrestation et non pas l'assassinat de ces hommes. Les quatre hommes tués étaient Jamal Abed a-Razek, 30 ans, l'un des dirigeants du Fatah dans la région de Rafah, Awni Dahir, 38 ans, Sami Abou Laban, propriétaire d'une boulangerie et Nail a-Lidawi, 20 ans, l'un des employés d'Abou Laban. D'après les FDI, a-Razek était responsable de très nombreux attentats à la bombe et fusillades commis

dans la région au cours des deux mois précédents. Toujours d'après les FDI, l'opération avait eu lieu vers 9 heures à la jonction de Morag, près de Rafah. A-Razek et un autre militant qui, d'après les FDI, travaillait comme chauffeur et comme garde du corps de a-Razek mais qui d'après les Palestiniens était un agent immobilier, circulaient sur la route de Rafah à Khan Yunis dans une Hyundai noire lorsqu'ils avaient aperçu une jeep de l'armée qui était garée sur le bas-côté de la route près du carrefour de Morag. D'après les FDI, les Palestiniens auraient pressenti quelque chose de suspect et a-Razek aurait alors sorti un Kalachnikov et cherché à ouvrir le feu. Les soldats avaient alors riposté et l'avaient tué. Son chauffeur avait cherché à prendre la fuite au volant de la Hyundai mais avait percuté une Mercedes. Les FDI avaient alors ouvert le feu sur la Hyundai. Le chauffeur et deux occupants de la Mercedes avaient été tués. D'après les FDI, les deux hommes qui se trouvaient dans la Mercedes étaient aussi des militants du Fatah qui étaient en contact avec a-Razek. La version palestinienne était différente. D'après les sources palestiniennes, l'incident avait eu lieu vers 10 h 10 lorsque a-Razek et Daher se dirigeaient vers Khan Yunis. D'après ces sources, les soldats avaient commencé à tirer sur la voiture depuis un char. Le chauffeur avait alors cherché à fuir mais était rentré dans une autre voiture dans laquelle se trouvaient Abou Laban et Lidawi. Des soldats avaient alors sauté du char et avaient commencé à tirer sur les deux voitures. D'après les Palestiniens, environ deux cents balles avaient été tirées. A-Razek était le neveu du Ministre de l'Autorité palestinienne pour les affaires pénitentiaires, Hisham Abed a-Razek, un fervent partisan des Accords d'Oslo. Les Palestiniens accusaient les Israéliens d'avoir tué des hommes désarmés et innocents. Il s'agissait pour eux du deuxième assassinat de militants importants du Fatah. Le premier avait eu lieu le 9 novembre 2000 lorsque Hussein Abayat avait été tué à Bethléem. Il a été indiqué par ailleurs que plusieurs affrontements violents entre colons et Palestiniens avaient eu lieu dans les territoires occupés au cours des deux jours précédents. Le plus grave s'était produit la veille dans le village de Silat A-Daher, lorsqu'un colon avait ouvert le feu sur des Palestiniens, tuant un homme et blessant deux adolescents. Le colon avait affirmé qu'avant l'incident les Palestiniens avaient jeté des pierres sur sa voiture. Un autre incident avait eu lieu : des colons de la colonie d'Ofra avaient blessé par

balles deux Palestiniens qui tentaient de quitter en voiture le village de Yabroad près de Ramallah pour échapper au bouclage de la ville. Par ailleurs, des dizaines de colons avaient manifesté violemment dans le village de Hawara au sud de Naplouse. D'après des sources militaires, un convoi d'une quarantaine de voitures venant de la colonie d'Elon Moreh avait pénétré dans le village pour protester contre le fait que, dans ce village, « les voitures israéliennes étaient systématiquement prises pour cibles par les jeteurs de pierres ». Les colons avaient tiré des coups de feu en l'air et avaient brûlé des voitures palestiniennes. Ils avaient finalement été chassés par les FDI. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 23 novembre)

130. Le 26 novembre, il a été indiqué que neuf Palestiniens étaient tombés sous les balles israéliennes pendant le week-end précédent et que deux autres étaient décédés des suites de leurs blessures. Environ 160 autres Palestiniens avaient été blessés lors d'affrontements avec les FDI. Les principaux affrontements s'étaient produits dans les villes de la Rive occidentale, Djénine, Naplouse, Ramallah, Qalqiliya, Bethléem et Hébron ainsi qu'à Khan Yunis. Il a été indiqué que la nuit précédente des missiles avaient été lancés sur Khan Yunis depuis des canonniers. Le porte-parole des FDI a dit que des soldats avaient effectivement essuyé des coups de feu tirés depuis Khan Yunis et avaient répliqué, mais qu'à sa connaissance aucun navire de guerre n'avait pris la ville pour cible. D'après des sources israéliennes, des Palestiniens avaient tiré sur des soldats à Hébron et à Kfar Kalil, le 24 novembre. Les chars israéliens avaient riposté, tuant deux frères palestiniens âgés de 28 et 26 ans. D'après les Palestiniens, les deux hommes se trouvaient dans une maison vide qui avait été touchée par un des obus. Le 25 novembre, des milliers de personnes avaient assisté à leurs funérailles et avaient continué d'affronter les soldats des FDI. D'après d'autres informations, la police, des unités des FDI et des agents du service général de sécurité avaient lancé, le week-end précédent, une vaste opération dans les villages de la zone B (contrôle civil assuré par les Palestiniens, contrôle de la sécurité assuré par les Israéliens), sur la Rive occidentale, afin de capturer 119 Palestiniens soupçonnés par les Israéliens d'avoir jeté des pierres et des bombes incendiaires et d'avoir posé des bombes. Le 23 novembre, il a été signalé que les unités spéciales Duvdevan et Haruv des FDI ainsi que des policiers et des agents du SGS avaient, dans la région de Djénine, tué un militant du Tanzim qui avait

participé à des fusillades dans la région de Samarie. Le porte-parole des FDI avait rejeté l'affirmation des Palestiniens selon laquelle l'opération avait eu lieu dans la zone A (sous le contrôle total des Palestiniens). Pendant ce temps, les Palestiniens avaient continué d'imputer à Israël la mort du militant du Hamas, Ibrahim Bani Odeh, tué le jeudi précédent par une explosion au centre de Naplouse. Des responsables des services de sécurité palestiniens avaient affirmé qu'une enquête avait montré qu'une bombe avait été placée dans l'appuie-tête de sa voiture. Ils accusaient le SGS d'avoir mené cette opération. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 26 novembre)

131. Le 27 novembre, la radio israélienne et la radio de l'armée avaient indiqué que la nuit précédente, des soldats israéliens embusqués avaient abattu quatre tireurs palestiniens à Qalqiliya. D'après le porte-parole des FDI, ces quatre Palestiniens s'apprêtaient à lancer des attaques pendant la nuit. Dans la bande de Gaza, un Palestinien de 22 ans, Assad al-Sharnubi, était décédé des suites de ses blessures et des tireurs israéliens avaient, au carrefour de Karni, blessé par balles trois adolescents palestiniens âgés de 14, 15 et 16 ans. L'un d'eux avait été blessé à l'oeil et les deux autres à la tête, selon l'hôpital palestinien et les policiers. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 27 novembre)

132. Le 29 novembre, il a été indiqué que la veille, un Palestinien de 17 ans, Imad al-Dahiya, avait été mortellement blessé à la tête par des tirs israéliens pendant les affrontements entre manifestants palestiniens et troupes israéliennes au carrefour de Karni. Un autre Palestinien âgé de 13 ans, Karim al Kurd, était décédé des blessures qu'il avait reçues lors d'affrontements survenus à Rafah plusieurs jours auparavant. Des dizaines de Palestiniens avaient été blessés lors d'affrontements. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 29 novembre)

133. Le 30 novembre, il a été indiqué que la veille, une série de fusillades avait eu lieu, au cours desquelles au moins deux Palestiniens avaient été tués par les FDI dans la bande de Gaza et un civil israélien avait été gravement blessé sur la Rive occidentale. Le porte-parole des FDI avait dit que les deux Palestiniens tués étaient des terroristes mais que l'armée n'avait pas encore réussi à déterminer s'ils s'apprêtaient à commettre un attentat à l'intérieur d'Israël ou s'ils avaient prévu de placer près de la frontière une bombe qu'ils auraient fait exploser au passage de soldats. Les Palestiniens affirmaient qu'il s'agissait de civils non

armés qui rentraient chez eux pour le repas du Ramadan. « Il s'agit d'un meurtre de sang-froid perpétré juste avant le coucher du soleil qui précède le repas du Ramadan » a affirmé Bassam Abou Sharif, un conseiller du Président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat. Le même jour, les FDI avaient démenti les allégations palestiniennes selon lesquelles elles avaient bombardé le camp de réfugiés d'El-Bureij et le carrefour de Karni. Des responsables palestiniens avaient affirmé que l'attaque avait fait 15 blessés mais le porte-parole des FDI a dit que la séquence montrée par la télévision palestinienne était une séquence d'archive et a qualifié les allégations palestiniennes de tissu de mensonges. Le colonel Eitan Avraham, responsable de la sécurité dans le district de Ephraïm, a estimé que l'on observait certes une baisse d'intensité des fusillades dans la région de Qalqiliya depuis la mort de cinq terroristes tués par des soldats le dimanche précédent, mais qu'il était encore trop tôt pour affirmer que leur nombre avait diminué. Il a ajouté qu'en fonction des circonstances, l'armée déciderait au cours des jours à venir si elle lèverait ou non le bouclage interne des villages et des villes de la Rive occidentale. Dans l'affirmative, cela permettrait aux habitants de circuler sur les routes. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 30 novembre)

134. Le 5 décembre, il a été signalé que 12 Palestiniens avaient été blessés lorsque les hélicoptères de l'armée de l'air israélienne avaient tiré des missiles sur des objectifs situés à proximité de Bethléem, en représailles contre des tirs qui avaient pris pour cible des militaires et des civils près du Tombeau de Rachel. Les Palestiniens affirmaient que la fusillade du Tombeau de Rachel avait été déclenchée par un « massacre » perpétré la nuit précédente par des militaires et des colons israéliens dans le village de Husan. Selon eux, les Israéliens étaient entrés dans le village et avaient ouvert le feu sur les résidents près de la mosquée, le dimanche soir, à la fin du jeûne du Ramadan, en réponse aux pierres et cocktails Molotov jetés sur les véhicules israéliens qui passaient par le village dans le courant de la journée. Au cours des affrontements qui avaient suivi, 25 Palestiniens avaient été blessés, dont cinq très grièvement, selon des sources palestiniennes. Des responsables locaux et des témoins avaient affirmé que les colons étaient entrés en camionnette dans le village et avaient ouvert le feu sur la mosquée. Selon une source proche de l'Autorité palestinienne, les militaires avaient ouvert le feu sur les Palestiniens après que ceux-ci eurent commencé à

lancer des pierres sur les militaires et sur les colons pour riposter aux tirs. Dans un communiqué, le porte-parole des FDI avait démenti les affirmations palestiniennes, déclarant que l'incident avait été provoqué par un jeune de 14 ans qui tentait d'arracher l'arme d'un militaire qui se trouvait à bord d'une jeep de l'armée patrouillant dans le village. Le porte-parole des FDI avait ajouté que les militaires avaient tiré des balles en caoutchouc et lancé des grenades lacrymogènes pour disperser les manifestants, mais aussi des balles réelles sur les meneurs. Il avait toutefois précisé qu'aucun coup de feu n'avait été tiré depuis le village lui-même. (*Jerusalem Post*, 5 décembre)

135. Le 6 décembre, il a été signalé que deux Palestiniens avaient été tués et que deux civils israéliens avaient été légèrement blessés, au cours d'une nouvelle journée de violences sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza. Les Palestiniens avaient affirmé que la veille, en fin d'après-midi, deux jeunes avaient été tués dans des heurts avec les militaires près d'El Khader et au carrefour d'Ayosh, au nord de Ramallah. Le porte-parole des FDI avait déclaré qu'il y avait eu des troubles dans la région, mais que les soldats avaient tiré des balles en caoutchouc et lancé des grenades lacrymogènes pour disperser les manifestants. (*Jerusalem Post*, 6 décembre)

136. Le 10 décembre, il a été signalé que six Palestiniens, dont quatre policiers, avaient été tués dans des affrontements qui s'étaient produits durant la journée du vendredi. Les obsèques émouvantes des quatre policiers palestiniens et d'un civil tués par un obus de char israélien avaient eu lieu le vendredi à Djénine. Les Palestiniens affirmaient que les policiers avaient été pris pour cible alors qu'ils se trouvaient à l'intérieur même de leur commissariat, dans un secteur contrôlé conjointement pour les questions de sécurité. Israël avait déclaré que ses soldats avaient visé des Palestiniens armés dans des secteurs tenus par les Israéliens. Selon l'agence Associated Press, le policier palestinien Mohammed Hijazi, témoin de l'incident, aurait déclaré que le char avait ouvert le feu sans provocation, alors que ses collègues étaient en train de bavarder. Les FDI avaient indiqué que le char avait ouvert le feu après que les soldats eurent repéré quatre silhouettes armées d'apparence suspecte. Le vendredi, un adolescent palestinien avait été abattu dans la vieille ville de Jérusalem, après la prière sur l'Esplanade des

Mosquées. Les Palestiniens avaient commémoré le treizième anniversaire du début de la première Intifada en observant une grève générale. (*Jerusalem Post*, 10 décembre)

137. Le 12 décembre, il a été signalé que la veille, près de Naplouse, les militaires israéliens avaient abattu Anwar Mahmoud Hamran, dirigeant en fuite du Djihad islamique. L'Autorité palestinienne avait libéré Hamran, 28 ans, six semaines plus tôt, en compagnie d'autres activistes du Hamas et du Djihad islamique. Il s'agissait du deuxième islamiste assassiné à Naplouse par Israël en trois semaines. L'activiste du Hamas, Ibrahim Bani Odeh, avait été tué le 23 novembre par l'explosion de la voiture qu'il conduisait. Selon des informations provenant de sources arabes, Hamran aurait été abattu alors qu'il se trouvait dans son magasin. Hussam Jouhari, directeur de l'hôpital Rafidia de Naplouse, avait déclaré au correspondant de l'agence Reuters que Hamran avait reçu au moins 19 balles et qu'il était mort sur le coup. À Hébron, selon l'armée, des militaires avaient tiré dans les jambes d'un Palestinien qui venait de les menacer avec un couteau. Cet incident faisait suite à une attaque armée dirigée contre un poste militaire. Un infirmier militaire avait soigné le Palestinien blessé et l'armée l'avait ensuite transporté à l'hôpital. Toujours à Hébron, Mansour Jaber, atteint d'une balle dans l'abdomen le samedi précédent au cours d'un accrochage entre colons et Palestiniens au sujet d'un bâtiment de Givat Harsina, était décédé des suites de ses blessures. (*Jerusalem Post*, 12 décembre)

138. Le 13 décembre, il a été rapporté qu'un haut responsable du Fatah avait été tué par des militaires israéliens devant son domicile, dans le village d'Artas, près de Bethléem. Les Palestiniens avaient indiqué que l'homme, Yusef Ahmed Abou Sway, 28 ans, avait reçu plusieurs balles dans la tête, dans le ventre et dans les jambes. Les FDI avaient indiqué que des vérifications étaient en cours. Par ailleurs, il a été rapporté que la veille, la police et les FDI avaient arrêté quatre Palestiniens soupçonnés d'avoir participé à des heurts avec les forces de sécurité israéliennes et de s'être livrés à des provocations. Un des suspects était originaire d'Al-Aroub, au sud du Gush Etzion, et les autres venaient de Kafr Dir-Isstiya en Samarie. La police a indiqué que les quatre hommes avaient reconnu les faits. Dans le même temps, les Palestiniens de Beit Jala avaient convié la presse à venir se rendre compte des dégâts provoqués par les violents combats

qui avaient opposé Palestiniens et militaires israéliens le lundi précédent, après que Galit Yekutieli, 24 ans, résident de Gilo, eut été victime d'une balle perdue. Les Palestiniens avaient affirmé que plusieurs bâtiments, dont une église, avaient été endommagés. (*Jerusalem Post*, 13 décembre)

139. Le 14 décembre, il a été rapporté que quatre Palestiniens avaient été tués et que des dizaines d'autres avaient été blessés, alors que les troupes israéliennes tentaient d'entrer dans le camp de réfugiés de Khan Younis, au nord de la bande de Gaza, pour y créer une zone de sécurité et empêcher les Palestiniens de tirer sur les colonies de Gush Katif. Des sources proches des services de sécurité palestiniens avaient indiqué que trois des personnes tuées étaient des policiers et la quatrième un civil. D'autres sources palestiniennes avaient affirmé que les quatre victimes étaient des policiers et qu'ils avaient été tués alors qu'ils se trouvaient sur le chemin des chars qui cherchaient à entrer dans le camp. Il s'agirait de Mohammed Abou Ula, 25 ans, Mahdi Akeilah, 35 ans, Ahmed Mteir, 30 ans et Jaber Sabea, 27 ans. Un autre témoin, Akeilah, aurait été tué par la chute d'un obus sur son poste de police, alors que les trois autres victimes auraient été tuées par balles. (*Jerusalem Post*, 14 décembre)

140. Le 15 décembre, il a été signalé que, pour la quatrième journée consécutive, les forces israéliennes avaient abattu des activistes palestiniens de niveau intermédiaire, lors de ce que les FDI avaient, dans un premier temps, qualifié de rencontre fortuite. Les Palestiniens considéraient qu'il s'agissait là d'une politique délibérée d'assassinats visant leurs principaux activistes et certains reconnaissaient prendre des précautions pour éviter d'être vus par les FDI. Sans reconnaître officiellement l'existence d'escadrons de la mort chargés de mener à bien cette politique d'élimination, le haut commandement des FDI avait, à plusieurs reprises et en toute franchise, fait savoir que l'armée mettrait la main sur tous ceux qui s'en prenaient aux Israéliens et à leurs soldats. La veille, les FDI avaient indiqué qu'elles avaient abattu Hani Abou-Bakker à un barrage routier près de Khan Younis, après qu'il se fut saisi de son pistolet. Des sources militaires avaient indiqué que les soldats attendaient Bakra, activiste armé du Hamas, afin de l'appréhender et non de le tuer. En quatre jours, un activiste du Djihad islamique, un du Fatah et deux du Hamas avaient été abattus, le plus souvent de plusieurs balles et dans des

circonstances douteuses. « C'est comme si on avait vraiment affaire à une politique d'assassinats. Il y en a au moins un par jour. Il n'y a qu'à regarder comment les choses sont faites. Il n'y a pas de coïncidence et les choses sont au contraire minutieusement planifiées », a déclaré Ghassan Khatib, directeur du Centre des médias et de la communication de Jérusalem. (*Jerusalem Post*, 15 décembre)

141. Le 17 décembre, il a été signalé que sept Palestiniens avaient été tués au cours du week-end précédent, lors d'incidents sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza. Quatre personnes avaient ainsi péri dans deux attaques lancées par les forces de sécurité israéliennes dans la région de Naplouse. Mohammed Fahad Ghani Ma'ali, 70 ans, était décédé le vendredi dans un hôpital de Djénine des suites de blessures subies antérieurement. Selon des informations palestiniennes, Ma'ali traversait une route près du village d'AJar, dans la région de Djénine, lorsqu'il avait été pris sous le feu croisé de tirs israéliens et palestiniens. Le porte-parole des FDI avait déclaré qu'aucun incident n'avait été signalé dans la région au cours du vendredi, et que l'armée n'était au courant d'aucun incident de ce type. Abdoul Ibrahim et Mohammed Lufti Kasem, de Tal, avaient été tués dans la nuit du jeudi au vendredi, au cours d'opérations militaires menées par les FDI. Deux policiers palestiniens, Nihad Abou Hintesh, 28 ans, de Salfit et Adhan al-Kharouf, de Naplouse, avaient été tués lors d'une autre opération militaire. Leurs corps avaient été remis au Croissant-Rouge le vendredi matin, de même que celui de Mohammed Dahoud, 18 ans, de Hares. Les FDI n'avaient pas recensé l'incident qui avait coûté la vie à Dahoud, mais les Palestiniens avaient affirmé qu'il avait été tué lors de heurts le vendredi matin. (*Jerusalem Post*, 17 décembre)

142. Le 18 décembre, il a été rapporté que cinq Palestiniens avaient été tués la veille, dont deux dans des accrochages avec des militaires près du point de passage de Rafah. Dans la matinée de la veille, un responsable du Fatah à Jérusalem avait été tué par l'explosion d'une bombe au camp de réfugiés de Kalandia. Le même jour, dans l'après-midi, des militaires avaient découvert le cadavre d'un jeune Palestinien de 16 ans près du village d'Aboud, à la sortie de Ramallah. Le jeune homme avait été tué d'une balle dans la tête et l'armée avait remis le corps à la police, qui avait ouvert une enquête. Au moins cinq Palestiniens avaient été blessés dans des accrochages et

des affrontements armés sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza. Selon certaines informations, Iyad Daoud, 27 ans, et Ahmad Qassas, 38 ans, avaient été abattus à la porte Sahah e-Din, à la frontière entre Gaza et l'Égypte. Les Palestiniens affirmaient que les deux hommes avaient été tués et que trois autres personnes avaient été blessées en traversant la route, lorsqu'un char avait ouvert le feu. Dans le même temps, le Fatah imputait à Israël la responsabilité de la mort de son dirigeant de Jérusalem, Sameeh Malabeh, 28 ans, tué la veille au matin par l'explosion d'une bombe dans le camp de réfugiés de Kalandia. (*Jerusalem Post*, 18 décembre)

143. Le 21 décembre, il a été signalé que, dans les violents combats ayant opposé Palestiniens et militaires israéliens dans la bande de Gaza, trois Palestiniens, dont un mineur, avaient été tués. Un quatrième homme était décédé des suites de ses blessures et une trentaine de Palestiniens avaient été blessés. Les incidents s'étaient déroulés dans le secteur de Rafah, près de la frontière avec l'Égypte, au carrefour de Netzarim et au point de passage d'Erez. Les Palestiniens avaient identifié le défunt sous le nom de Hani Alsouf, de Rafah. Selon des sources palestiniennes, deux membres de la protection civile palestinienne avaient également été tués par balles dans la bande de Gaza. Concernant le décès du jeune Hani Alsouf, la Société palestinienne de protection des droits de l'homme et de l'environnement (LAW) a indiqué qu'il avait 14 ans et qu'il était assis à l'entrée de sa maison, à Rafah, au moment où il avait été tué. L'organisation rapportait que des chars et un bulldozer avaient tenté de pénétrer en secteur palestinien. Devant la résistance de la population, l'armée avait pilonné les bâtiments et mitraillé les maisons. La veille, dans l'après-midi, Salman Zoreb, 29 ans, était décédé des suites de blessures subies la nuit précédente durant les affrontements armés qui avaient opposé Palestiniens et militaires israéliens dans le secteur de Rafah. Réagissant aux informations palestiniennes, le porte-parole des FDI avait nié tout pilonnage. La veille, dans la matinée, au carrefour de Netzarim, deux Palestiniens avaient été tués. Selon les Palestiniens, Rifat Abou Marzouq, 22 ans, et Nidal Abou Oun, 30 ans, tous deux membres de la protection civile, étaient à bord d'un camion de pompiers et se rendaient auprès de la population lorsqu'ils avaient été tués chacun d'une balle dans la tête. (*Jerusalem Post*, 21 décembre)

144. Le 22 décembre, il a été signalé que deux Palestiniens avaient été tués la veille dans la bande de Gaza, au cours d'affrontements avec les FDI. Les victimes seraient Rachid Barhoun, 26 ans, de Rafah, et Ahem Mreish, 18 ans, abattu au point de passage de Karni. Les FDI avaient confirmé qu'il y avait eu des combats à Rafah, mais aucune fusillade n'avait été signalée à Karni. Le porte-parole des FDI avait indiqué qu'à A-Ram, près de Jérusalem, des militaires avaient ouvert le feu sur un camion, blessant au bras, à la main et à la jambe le conducteur, Nasir Awida, 26 ans, qui venait de foncer délibérément sur les soldats, faisant quatre blessés. Par ailleurs, le porte-parole des FDI avait démenti les affirmations palestiniennes selon lesquelles des militaires auraient tiré sur le véhicule de Nabil Shaath, Ministre palestinien de la planification, alors que celui-ci roulait en convoi dans le secteur de Neveh Dekalim où il entendait montrer à des diplomates les dégâts provoqués par Israël. Il avait toutefois admis que le véhicule ait pu être pris sous le feu croisé de militaires et de Palestiniens. (*Jerusalem Post*, 22 décembre)

145. Le 22 décembre, il a été signalé que la veille, la radio de l'armée avait annoncé qu'un officier supérieur des FDI avait confirmé les affirmations palestiniennes selon lesquelles l'armée avait adopté une tactique consistant à traquer les activistes, puis à les abattre, le plus souvent par l'intermédiaire de tireurs embusqués, dans le but d'écraser le soulèvement qui durait depuis maintenant trois mois. Selon les Palestiniens, 19 activistes auraient ainsi été tués. La radio avait indiqué que l'officier, dont l'identité n'avait pas été révélée, avait nié l'interprétation donnée par les Palestiniens, qualifiant ces actions d'efforts visant à déjouer les plans et les attaques contre Israël. Il aurait déclaré que les militants politiques n'étaient jamais pourchassés. « Le meilleur moyen de tuer les activistes des branches armées du Hamas, du Djihad islamique et du Fatah consiste à faire appel à des tireurs embusqués : on les repère, puis on les tue. Mais il existe d'autres méthodes », a-t-il déclaré. Invité à commenter ces propos à l'occasion d'une conférence sur la sécurité nationale à Herzliya, le général de division Amos Malka, qui était aussi le chef du renseignement israélien, avait déclaré à l'agence Reuters : « Je ne suis pas cet officier supérieur et je n'ai aucun commentaire à faire ». Le porte-parole des FDI s'était également refusé à tout commentaire. L'officier interrogé par la radio avait refusé de dire combien de Palestiniens avaient été tués de cette façon, mais il avait déclaré

qu'il s'agissait d'un « nouveau procédé utilisé pour réprimer l'Intifada ». Il avait toutefois précisé que les personnalités politiques n'étaient pas visées, ajoutant : « par exemple, l'armée israélienne n'a jamais tenté de mettre la main sur Mohammed Dahlan (chef du Service de sécurité préventive de Gaza), Darwan Barghouti (haut responsable du Fatah pour la Rive occidentale) ou d'autres personnes considérées comme responsables politiques ». Au mois d'octobre, des missiles tirés depuis un hélicoptère sur la voiture d'un des principaux activistes armés du Fatah dans la région de Bethléem avaient constitué l'attaque de cette nature la plus spectaculaire. (*Jerusalem Post*, 22 décembre)

146. Le 1er janvier 2001, il a été rapporté qu'un haut responsable palestinien de la sécurité avait prédit une escalade de la violence pour la première journée du mois, qui était aussi la date anniversaire de la création du Fatah, après que le docteur Thabet Thabet, haut responsable du Fatah, eut été abattu – ou assassiné, selon le terme employé par les Palestiniens – par Israël. Thabet, dentiste de 49 ans, avait été abattu la veille au matin dans sa voiture, devant son domicile de Tulkarm. Les Palestiniens avaient affirmé que les coups de feu avaient été tirés depuis un lieu situé en secteur C (secteur sous contrôle israélien). Le porte-parole des FDI s'était refusé à tout commentaire, se contentant de déclarer qu'il y avait eu des échanges de coups de feu entre militaires et Palestiniens dans le secteur des usines de la ville. Le Premier Ministre Ehoud Barak avait commenté l'opération en déclarant : « L'armée est libre d'agir contre ceux qui cherchent à nous nuire et nous entendons bien conserver le droit d'agir en toute liberté contre ces personnes ». Dans un communiqué, l'Autorité palestinienne avait condamné l'incident, accusant les forces de sécurité israéliennes de mener une politique de « terreur d'État ». Réagissant à l'assassinat, Marwan Barghouti, chef du Fatah, avait déclaré que Barak avait « ouvert les portes de l'enfer ». Le Fatah avait appelé à une journée de résistance pour le 1er janvier, invitant les Palestiniens à intensifier l'Intifada durant les deux semaines à venir. Un responsable palestinien de la sécurité avait déclaré que Thabet, père de cinq enfants, passait pour être un modéré, partisan de la paix, qui n'avait aucun lien avec les attaques armées visant les Israéliens. Le responsable estimait qu'en tuant Thabet, les FDI avaient agi en représailles contre l'attaque armée qui, dans la matinée de la veille, avait coûté la vie à Benjamin Kahane et à son épouse Talia, abattus dans leur voiture par des tireurs palestiniens alors qu'ils

roulaient près de la colonie d'Ofra. « La paix maintenant », mouvement proche de la gauche israélienne, avait indiqué que Thabet croyait en la coexistence pacifique, estimait que les Palestiniens avaient le droit de créer un État voisin d'Israël et était en contact avec les militants israéliens pour la paix. Dans une lettre virulente adressée à Ehoud Barak, le mouvement avait exigé de savoir si Israël avait adopté une politique officielle d'assassinats et si M. Barak lui-même pensait réellement qu'un dirigeant plus juste prendrait la place de Thabet. (*Jerusalem Post*, 1er janvier)

147. Le 2 janvier, il a été signalé que Mawad Amed Hidwan, 12 ans, d'Hébron, était décédé la veille des suites de blessures qu'il avait reçues, deux jours plus tôt, lorsqu'il avait été pris dans une fusillade entre Palestiniens et militaires à Hébron. Tahrir Rezeq, 22 ans, avait été abattu d'une balle dans la tête par des colons qui avaient pénétré en voiture dans le village de Hizme. À Tulkarm, des milliers de Palestiniens avaient assisté aux funérailles du Secrétaire général du Fatah, le docteur Thabet Thabet, abattu devant son domicile le dimanche précédent. Dans le même temps, il a été signalé que les FDI avaient ouvert une enquête pour établir les circonstances exactes de l'incident au cours duquel Jadallah al-Jabbari, 50 ans, avait été blessé par balles par des militaires qui gardaient un barrage routier près de Beit Hadassah. Un photographe de l'agence Associated Press avait filmé l'homme en conversation avec les militaires peu avant l'incident; quelques minutes plus tard, il était allongé sur le sol, avec une blessure à la jambe. Dans un premier temps, le porte-parole des FDI avait affirmé que Jabbari avait couru vers les militaires, refusant d'obtempérer à l'ordre de s'arrêter, et que les militaires avaient tiré des coups de semonce en l'air avant de lui tirer dans une jambe car il persistait à refuser de s'arrêter. Cependant, le porte-parole avait indiqué qu'une enquête avait été ouverte après qu'une séquence filmée eut été montrée à des responsables militaires. La veille, en cours de soirée, le général de division Yitzhak Eitan, commandant de la région centre, avait déclaré que les militaires avaient bien agi sous la menace, mais que des mesures seraient prises une fois l'enquête terminée. (*Jerusalem Post*, 2 janvier)

148. Le 7 janvier, il a été signalé que deux Palestiniens avaient été tués le vendredi au cours de deux incidents distincts, l'un sur la Rive occidentale et l'autre dans la bande de Gaza. Sur la Rive occidentale, 21 Palestiniens

avaient été blessés lors d'incidents de jets de pierres qui s'étaient produits le week-end précédent. Mohammed Abou Haseera, 37 ans, avait été abattu le vendredi matin par des militaires israéliens. Des sources israéliennes avaient affirmé qu'il avait tenté d'infiltrer une position de l'armée israélienne près du point de passage d'Erez. Mais les membres de la famille de Haseera avaient affirmé que ce dernier souffrait de troubles psychiques. Dans l'après-midi du vendredi, Arij Jabali, une Palestinienne de 19 ans habitant Hébron, blessée par les FDI, était décédée des suites de ses blessures. Une autre Palestinienne de 18 ans avait été blessée au cours du même incident. Le porte-parole des FDI avait déclaré que l'armée avait demandé à pouvoir soigner la jeune femme, mais que cette demande avait été rejetée par les Palestiniens. L'armée avait déclaré qu'elle regrettait l'incident, mais son porte-parole avait affirmé avec insistance que tant que les Palestiniens utiliseraient des bâtiments ou des zones peuplées de civils pour perpétrer des attaques armées, il y aurait des victimes innocentes. Le 6 janvier, des incidents de jets de pierres s'étaient produits au carrefour d'Ayosh, au carrefour d'Ariel sur l'autoroute qui traversait la Samarie, et près de Qalqiliya. Des Palestiniens avaient été blessés lorsque les militaires avaient riposté en tirant des balles en caoutchouc. (*Jerusalem Post*, 7 janvier)

149. Le 8 janvier, il a été signalé que la veille, une Palestinienne avait été tuée et que trois autres personnes avaient été blessées lors de divers incidents sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza. Cependant, le porte-parole des FDI avait démenti les affirmations palestiniennes selon lesquelles les militaires auraient abattu une Palestinienne de 20 ans au volant de sa voiture près de Beit Dajan, non loin de Naplouse. Il avait indiqué qu'une fusillade avait bien opposé Palestiniens et militaires israéliens près de Salem, non loin de Naplouse, mais nié que des coups de feu aient été tirés sur un véhicule palestinien. Des militaires avaient grièvement blessé un activiste du Fatah âgé de 30 ans. Le porte-parole des FDI avait démenti les affirmations palestiniennes selon lesquelles les militaires auraient tiré sur l'homme après lui avoir attaché les bras et les jambes. La veille encore, dans la région de Gaza, des militaires avaient blessé un Palestinien par balles. Le porte-parole des FDI avait déclaré que l'homme portait sur le dos un objet métallique suspect et que les militaires, croyant qu'il s'apprêtait à mener une attaque, lui avaient tiré dans les jambes. Par ailleurs, les Palestiniens avaient rapporté

que, la veille dans l'après-midi, un garçon de 10 ans avait été grièvement blessé lors d'affrontements entre Palestiniens et militaires israéliens au carrefour d'Ayosh, au nord de Ramallah. Le porte-parole de l'armée avait déclaré que l'armée n'avait pas eu connaissance de cet incident. (*Jerusalem Post*, 8 janvier)

150. Le 9 janvier, il a été signalé que le porte-parole des FDI avait annoncé que l'armée avait abattu Abdoul Hameed Kharti, un Palestinien de 38 ans habitant el-Mighraka dans la bande de Gaza, au carrefour de Netzarim. Selon le porte-parole, les militaires avaient abattu l'homme, craignant qu'il se prépare à commettre un attentat suicide. L'organisation palestinienne de défense des droits de l'homme LAW avait indiqué que Kharti souffrait de troubles psychiques. Selon des sources palestiniennes, l'homme avait été tué au cours de l'incident. (*Jerusalem Post*, 9 janvier)

151. Le 10 janvier, il a été signalé que les militaires israéliens avaient abattu deux Palestiniens lors d'incidents distincts sur la Rive occidentale, l'un le lundi en fin de soirée et l'autre le jour suivant au matin. En ce qui concernait le premier incident, des sources israéliennes avaient indiqué que des militaires avaient repéré un groupe de Palestiniens en train de lancer des pierres sur des véhicules israéliens près du village de Hares. Un tireur embusqué avait pris position, puis avait ouvert le feu, mais croyant atteindre un des Palestiniens aux jambes, il l'avait atteint à l'abdomen. Mohammad Souf, père de deux enfants âgé de 27 ans, était décédé pendant son transfert à l'hôpital de Naplouse. En ce qui concernait le deuxième incident, qui s'était produit la veille au matin près du village de Silat A-Daher, dans le nord de la Samarie, les FDI avaient tiré à balles réelles pour disperser des manifestants. Les Palestiniens avaient indiqué qu'Abd Khanfar, 28 ans, avait reçu une balle dans la tête et était décédé alors qu'un véhicule particulier le transportait vers un hôpital de Tulkarm. Par ailleurs, il a été signalé que, la veille, des militaires avaient tiré des coups de semonce en direction du véhicule d'un évêque catholique à un barrage routier sur la Rive occidentale. Cet incident avait été rapporté par le chauffeur de la voiture. Mgr Giacinto-Bulos Marcuzzo, auxiliaire et vicaire patriarcal pour Israël (c'est-à-dire le deuxième plus haut dignitaire catholique de Terre sainte), se rendait au chevet d'un prêtre malade dans le village de Zababde. Il n'y avait pas eu de blessé. La voiture, qui portait des plaques d'immatriculation

diplomatique et arborait un drapeau du Vatican sur le montant droit, n'avait pas été endommagée. Les FDI avaient fait savoir qu'elles avaient ouvert une enquête et avaient présenté des excuses au prélat. (*Jerusalem Post*, 10 janvier)

152. Le 10 janvier, il a été signalé que la veuve du docteur Thabet Thabet, le dirigeant du Fatah de Tulkarm abattu la semaine précédente par des militaires devant son domicile, avait déposé un recours devant la Haute Cour de justice exigeant l'arrêt de la politique gouvernementale consistant à assassiner les responsables palestiniens. Dans son recours, Siham Adel Youssef Thabet affirmait que le 31 décembre, des soldats avaient ouvert le feu depuis un camion militaire stationné en face de sa maison et avaient abattu son mari, un dentiste de 49 ans père de cinq enfants. La victime était secrétaire général de la section du Fatah de Tulkarm. Selon sa veuve, Thabet venait de sortir de chez lui et de prendre place dans sa voiture lorsque les soldats avaient ouvert le feu depuis le camion. Une jeep de l'armée était stationnée derrière le camion. La veuve avait également affirmé que les militaires avaient ouvert le feu en direction d'un voisin, le docteur Yasser Hasin Sergelei, accouru après avoir entendu les coups de feu et le bruit de la voiture de Thabet heurtant un pylône électrique. « L'exécution sommaire d'un résident de la Rive occidentale et de la bande de Gaza est dépourvue de toute légitimité, illégale, contraire à la Convention de Genève qui rend la puissance occupante responsable du bien-être des résidents dont elle a le contrôle, et à la Loi fondamentale : liberté et dignité de l'homme », était-il écrit dans le recours. (*Jerusalem Post*, 10 janvier)

153. Le 11 janvier, des sources palestiniennes ont indiqué qu'à Qalqiliya, cinq Palestiniens avaient été blessés dans des accrochages avec les militaires qui dispersaient les foules en tirant des balles en caoutchouc. Par ailleurs, il a été signalé que le Chef du Service général de sécurité (SGS), le lieutenant-général Shaoul Mofaz, avait déclaré que les forces de sécurité israéliennes avaient la « permission de principe » d'éliminer « toute personne clairement identifiée » comme agissant dans l'intention de mener des attaques contre des Israéliens. Mofaz aurait déclaré devant la Commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset que « dans les circonstances actuelles », les « éléments hostiles » palestiniens qui mettent en danger la vie de civils et de membres des forces de sécurité

« s'exposent » à une riposte israélienne. (*Jerusalem Post*, 11 janvier)

154. Le 12 janvier, il a été signalé que six Palestiniens avaient été légèrement blessés par des balles en caoutchouc au cours de heurts avec les militaires dans le camp d'Al Fawar et à El Khader, près de Bethléem. (*Jerusalem Post*, 12 janvier)

155. Le 14 janvier, il a été signalé que deux jours auparavant à Hébron, des militaires israéliens avaient abattu Shaker Hassouni, 23 ans, rue Shallala, et blessé Mohammad Atrash, 15 ans. La chaîne de télévision locale avait montré des soldats traînant le corps de Hassouni à l'écart du lieu de l'incident, sur la ligne de démarcation entre les secteurs palestinien et israélien de la ville. Selon le porte-parole des FDI, les militaires auraient abattu Hassouni, activiste armé du Tanzim, après que celui-ci leur eut lancé une bombe et que des coups de feu eurent été tirés dans leur direction. (*Jerusalem Post*, 14 janvier)

156. Le 11 février, il a été signalé que deux jours plus tôt, un Palestinien de 16 ans avait été tué dans la bande de Gaza. Des sources palestiniennes ont indiqué que l'adolescent avait été abattu par des militaires israéliens alors qu'il gardait son troupeau près des colonies de Kfar Darom. Un porte-parole a déclaré qu'une enquête avait été ouverte. Selon des sources israéliennes, des Palestiniens auraient tiré un obus de mortier à la jonction de Netzarim, la nuit précédente. Il n'y avait pas eu de blessé. Dans la ville d'El-Bire, les Palestiniens avaient affirmé que plusieurs bâtiments (dont les locaux d'une association humanitaire allemande et du Croissant-Rouge) avaient été endommagés lors d'un échange de tirs avec les FDI. Au carrefour d'Ayosh, une fusillade nourrie avait éclaté après que des centaines de manifestants eurent lancé des pierres et des cocktails Molotov sur les militaires, puis tiré dans leur direction. Selon des sources palestiniennes, au moins 10 manifestants auraient été blessés. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 11 février)

157. Le 12 février, il a été signalé que le Département des enquêtes de police du Ministère de la justice enquêtait sur un incident au cours duquel trois gardes frontière auraient roué de coups un jeune Palestinien à Jérusalem trois jours plus tôt. Légèrement blessé, le jeune homme, Foad Abou Sahran, âgé de 19 ans, avait été hospitalisé. Miriam Zucker, résidente du quartier Talpiot de Jérusalem, avait déclaré que trois jours plus tôt, durant les premières heures de la matinée, elle avait

repéré les trois policiers en train de frapper le jeune Palestinien. « Je me suis mise à crier pour les arrêter, mais ils m'ont répondu : tais-toi, gauchiste; vas-t'en ». Zucker avait déclaré qu'elle avait quitté les lieux et qu'elle avait signalé l'incident à la police. (*Ha'aretz*, 12 février)

158. Le 13 février, il a été signalé que la veille, au cours d'une nouvelle journée de violences, deux Palestiniens avaient été tués et des dizaines d'autres blessés par les militaires israéliens sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza. *La Voix de la Palestine* avait affirmé qu'au moins 90 personnes avaient été blessées lorsque les FDI avaient ouvert le feu sur le camp de réfugiés de Khan Younis. Les FDI auraient également utilisé un « mystérieux gaz toxique » contre les résidents, affirmation démentie et qualifiée de propagande palestinienne par les FDI. Concernant la première victime, les FDI avaient affirmé que Natif Nabulsi, 35 ans, qui circulait en voiture près de Ramallah, avait refusé d'obéir aux militaires et d'arrêter son véhicule, y compris après que plusieurs coups de feu eurent été tirés en l'air, puis sur sa voiture. Nabulsi et un autre passager du véhicule avaient été grièvement blessés par balle. Nabulsi était décédé pendant son transport à l'hôpital. L'autre victime, Ziad Abou Sway, avait été tuée (et deux autres Palestiniens avaient été blessés) par des tirs des gardes frontière près d'Al Khader, à Bethléem. Des sources palestiniennes avaient indiqué qu'Abou Sway se trouvait à bord d'un minibus en compagnie d'autres travailleurs palestiniens au moment où il avait été tué. Selon les mêmes sources, le minibus transportant les ouvriers palestiniens avait emprunté une route secondaire pour éviter les barrages de l'armée, mais il s'était trouvé face à un bulldozer militaire. Les militaires avaient ordonné au conducteur du minibus de faire demi-tour, puis avaient ouvert le feu dans sa direction. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 13 février)

159. Le 13 février, il a été signalé que, la veille, le Gouvernement israélien, s'expliquant devant la Haute Cour de justice, avait estimé que le fait d'abattre des « terroristes » palestiniens, ainsi que sa politique de « liquidation » étaient légaux au regard du droit de la guerre, tel qu'il était codifié dans le droit international. Cette explication faisait suite au recours déposé devant la Haute Cour par la veuve du docteur Thabet, responsable du Fatah à Tulkarm tué par les forces israéliennes. Le 9 janvier 2001, l'auteur du recours, Siham Thabet, avait demandé à la Cour d'ordonner au

Gouvernement de mettre fin à sa politique d'exécutions sommaires contre les résidents de la Rive occidentale et de la bande de Gaza, et de déclarer illégal le fait d'ordonner des exécutions sans procès à la suite d'une action militaire préméditée et non au cours d'un affrontement ou d'une opération militaire. Le Gouvernement avait estimé que la Cour devait d'emblée rejeter ce recours, car la question considérée ne relevait pas de la compétence d'une autorité judiciaire. Selon le Gouvernement, les actes incriminés n'étaient pas des « exécutions extrajudiciaires », mais des actes de guerre légitimes destinés à prévenir de nouvelles attaques terroristes. Le Gouvernement se référait à un avis juridique rendu à ce sujet par le Procureur général Elyakim Rubinstein. « Le droit des conflits armés fait partie intégrante du droit international. Au cours d'opérations militaires, il permet d'infliger des blessures corporelles à toute personne identifiée avec certitude comme agissant dans le but de mener des attaques mortelles contre des objectifs israéliens », avait-il écrit. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 13 février)

160. Le 14 février, il a été signalé que la veille, à Gaza, les hélicoptères de l'armée de l'air israélienne avaient abattu le colonel Massoud Ayad, 54 ans, officier supérieur de la garde rapprochée de Yasser Arafat, Président de l'Autorité palestinienne (plus connue sous le nom de Force 17). L'attaque contre Ayad avait été menée par deux hélicoptères de combat Apache, qui avaient tiré trois missiles sur son véhicule, alors que celui-ci circulait sur une route parallèle au camp de réfugiés de Jabaliya, dans le nord de la bande de Gaza. Toujours à Gaza, au cours d'un autre incident, un adolescent de 14 ans avait été tué dans des circonstances controversées, alors que la violence ne cessait de gagner du terrain depuis l'élection de M. Sharon, la semaine précédente. Les responsables hospitaliers avaient indiqué que Bilal Ramadan, l'enfant de 14 ans, avait reçu en plein cœur une balle tirée par les militaires israéliens près du point de passage de Karni. Le Premier Ministre Ehoud Barak avait autorisé la frappe et en avait informé le Premier Ministre élu Ariel Sharon. « Quiconque a l'intention de s'en prendre à des Israéliens n'en réchappera pas: le long bras des Forces de défense israéliennes saura le retrouver et lui régler son compte », avait-il déclaré. Dans un communiqué, l'Autorité palestinienne avait qualifié cet acte de « crime abominable », considérant qu'il s'inscrivait dans la « politique d'assassinats » menée par Israël et qui, selon l'Autorité palestinienne,

aurait déjà coûté la vie à une vingtaine d'activistes au cours des derniers mois. La veille, l'Union européenne avait sévèrement condamné ce qu'elle avait appelé une « politique de liquidation ou d'exécutions sans jugement », et exigé d'Israël qu'il mette un terme à ces activités conformément au droit international. (*Ha'aretz, Jerusalem Post, 14 février*)

161. Le 16 février, il a été signalé que la veille, dans le courant de la matinée, des militaires israéliens avaient abattu un membre du Service palestinien de sécurité préventive. Nasser Hassanat, 19 ans, originaire de Deir El Balla, tentait apparemment de s'infiltrer dans les serres de la colonie Kfar Darom à Gaza. (*Ha'aretz, Jerusalem Post, 16 février*)

162. Le 18 février, il a été signalé qu'au cours du week-end précédent, six Palestiniens avaient été tués par des militaires israéliens. Soixante autres Palestiniens avaient par ailleurs été blessés. Des sources israéliennes avaient rapporté que des coups de feu avaient été tirés sur des positions des FDI près d'Hébron et près de Khan Younis, dans la bande de Gaza, et que les militaires avaient riposté. Trois Palestiniens avaient été tués dans le secteur d'Hébron. (*Ha'aretz, Jerusalem Post, 18 février*)

163. Le 20 février, il a été signalé qu'un activiste du Hamas était décédé la nuit précédente des suites de blessures par balle subies dans le courant de la journée. Les FDI avaient refusé de commenter l'affirmation palestinienne selon laquelle Madani aurait été abattu par des tireurs de l'armée postés sur la position du mont Gerezim et par des militaires postés sur une route proche, alors qu'il se rendait de la mosquée à une épicerie, au camp de réfugiés de Balata, à la sortie de Naplouse. Le frère de Madani, Noor, âgé de 21 ans, avait déclaré qu'il marchait à ses côtés lorsque la fusillade avait éclaté. Il avait dit à des journalistes que son frère avait appelé au secours en disant qu'il était blessé et qu'il avait tenté de ramper hors de l'axe des tirs. Atteint de quatre balles dans la partie supérieure du corps, Madani avait été transporté dans un état désespéré vers un hôpital local et était décédé quelques heures plus tard. Les Palestiniens affirmaient que Madani était le quinzième activiste politique pris pour cible par Israël dans le cadre de sa « politique d'assassinats » dans les territoires. Les FDI avaient admis avoir, au cours des derniers mois écoulés, mené un certain nombre d'opérations destinées à éliminer les personnes impliquées dans les attaques terroristes

perpétrées contre les civils et les militaires israéliens. (*Jerusalem Post, 20 février*)

164. Le 22 février, il a été signalé que les habitants du village de Beit Jala, peuplé majoritairement de chrétiens, avaient enterré, la veille, Osama Masalma, 18 ans, décédé deux jours plus tôt après qu'un obus de char tiré par les FDI fut tombé sur sa maison. Les militaires postés sur les pentes de Gilo avaient tiré des obus de char et des projectiles de petit calibre au cours d'une offensive menée contre des tanzims armés qui avaient pris position dans le village. C'était la première fois que les FDI prenaient l'initiative d'une offensive contre Beit Jala et ne se contentaient plus de riposter. Durant le pilonnage, deux bâtiments avaient été endommagés et huit Palestiniens avaient été blessés. Selon les Palestiniens, Masalma avait été tué lorsque la maison s'était effondrée sur lui. À Beit Fajar, les FDI avaient rouvert la route à l'usage des habitants du village; ces derniers avaient en effet protesté, car ils étaient contraints d'emprunter des itinéraires beaucoup plus dangereux. À la suite des plaintes des résidents, les FDI avaient également rouvert la route conduisant de Beit Jala à l'hôpital le plus proche. (*Jerusalem Post, 22 février*)

165. Le 26 février, il a été signalé que les FDI avaient renforcé leur présence à Hébron, théâtre d'une vive tension au moment où les résidents commémoraient l'anniversaire du massacre par Baruch Goldstein de 29 fidèles musulmans au Tombeau des Patriarches, en 1994. Des témoins à Hébron avaient rapporté que des tireurs des FDI avaient abattu un Palestinien de 17 ans d'une balle dans l'abdomen, alors que des cocktails Molotov et des pierres venaient d'être lancés dans le quartier juif. Par la suite, des Palestiniens avaient également rapporté que Mahmoud Jaled, 45 ans, avait trouvé la mort dans une fusillade à Tulkarm. Les FDI avaient déclaré n'avoir eu connaissance d'aucun décès. Tout au plus admettaient-elles qu'un homme avait été abattu par des militaires qui avaient repéré qu'il était armé et qu'il se trouvait dans un secteur où les soldats avaient essuyé des tirs. (*Jerusalem Post, 26 février*)

166. Le 28 février, il a été signalé qu'alors que sur la Rive occidentale, les heurts s'étaient concentrés autour de Ramallah, des lanceurs de pierres avaient afflué vers Karni, point de passage entre Israël et la bande de Gaza. Selon des informations palestiniennes, les militaires avaient ouvert le feu, atteignant un enfant de 13 ans en pleine tête. Le docteur Moadiya Hassanein, porte-parole de l'hôpital Shifa, de Gaza, avait déclaré à

l'agence Reuter que l'enfant était dans un état critique. Les FDI avaient indiqué qu'une foule de Palestiniens en colère avait violemment manifesté au point de passage, mais elles avaient nié que les soldats aient ouvert le feu. (*Jerusalem Post*, 28 février)

167. Le 1er mars, l'agence Reuter a signalé que, selon des responsables de la police et des hôpitaux palestiniens, une fillette de 5 ans avait été touchée à la cuisse par des tirs israéliens le matin du jour précédent dans la bande de Gaza, alors qu'elle jouait près de l'entrée d'un jardin d'enfants. Le porte-parole des FDI avait indiqué que des soldats avaient été pris en embuscade près du village d'Abasan et avaient riposté en utilisant leurs armes. Les soldats avaient déclaré qu'a priori il n'y avait pas eu de victimes du côté palestinien. Par ailleurs, il avait été signalé que des Palestiniens d'El-Bira avaient enterré Naim Badarin, 50 ans, qui aurait trouvé la mort lorsque sa maison avait été touchée par un obus de char au cours d'un échange de feux près du carrefour d'Ayosh deux jours plus tôt. (*Jerusalem Post*, 1er mars)

168. Le 4 mars, il a été signalé que quatre Palestiniens, dont un garçon de 9 ans, avaient été tués en Cisjordanie et dans la bande de Gaza au cours du week-end précédent et qu'un cinquième avait succombé aux blessures qu'il avait reçues plus tôt dans la semaine. Des centaines de personnes avaient assisté aux funérailles du garçon – Obayeh Mahmoud Daraj, originaire d'El Bireh – tué chez lui pendant l'intense fusillade entre des Palestiniens d'El Bireh et de Ramallah et des soldats des FDI à Psagot qui avait duré plusieurs heures l'après-midi et s'était poursuivie tard dans la soirée. Selon des sources palestiniennes, Daraj était assis avec son père dans sa chambre dans l'appartement familial quand une balle l'avait atteint à l'épaule avant de lui traverser la poitrine. Il avait été conduit à l'hôpital de Ramallah où il était décédé peu de temps après. Abdel Karim Abu Asba, 23 ans, originaire du camp de Kalandia au sud de Ramallah, avait été enterré la veille. Il était décédé après avoir été pris dans la fusillade survenue le vendredi soir alors qu'il rentrait chez lui. À Gaza, Mohammed Hels, 13 ans, du quartier de Sujaya, avait été enterré la veille après avoir succombé aux blessures reçues le mardi précédent pendant qu'il franchissait le point de passage d'Al-Muntar dans la bande de Gaza. Toujours à Gaza, des centaines de personnes avaient assisté aux obsèques de Mustafa Ramlawi, 42 ans, abattu à 1 heure le vendredi matin par des soldats qui le soupçonnaient

d'avoir posé une bombe sur la route Karni-Netzarim. Selon sa famille, Ramlawi était mentalement handicapé. Des responsables palestiniens avaient indiqué que les FDI avaient tué par balle une Palestinienne de 43 ans à Ramallah la veille au soir. La femme – Aydeh Efteehé – avait été atteinte à l'abdomen par une balle du même calibre que celles utilisées dans les armes automatiques des FDI. Selon ces dernières, une fusillade se déroulait à proximité d'El-Bireh au moment où l'intéressée était morte. L'armée n'était pas en mesure de confirmer ce décès, mais elle avait déclaré que des Palestiniens armés avaient ouvert le feu sur Psagot et que les soldats avaient riposté. (*Jerusalem Post*, 4 mars)

169. Le 9 mars, il a été signalé que, selon des sources palestiniennes, les FDI avaient déployé des nouveaux chars la veille au matin dans la région de Ramallah, en particulier autour du village de Surda où les violences – fusillades, bombes explosant près des soldats – s'étaient intensifiées les jours précédents. Selon des sources de l'armée israélienne, les chars avaient été déployés pour faire face à la montée de la violence et ils devaient contribuer, en plus des tranchées et du blocage des routes de la région, à faire cesser les fusillades visant des civils et des militaires israéliens. (*Jerusalem Post*, 9 mars)

170. Le 11 mars, il a été signalé qu'un Palestinien avait été tué dans la bande de Gaza et que 30 autres avaient été blessés lors d'affrontements avec des soldats dans cette région et en Cisjordanie. Presque tous les incidents s'étaient produits deux jours plus tôt, pendant une nouvelle « journée de la colère ». Par ailleurs, il a été signalé que trois Israéliens soupçonnés d'avoir tiré sur un Palestinien de 45 ans avaient été relâchés par un tribunal de première instance de Jérusalem. La victime, Hani Najjar, avait été transportée à l'hôpital Soroka de Beersheba avec des blessures modérées à graves, après avoir été atteinte à l'abdomen alors qu'il gardait son troupeau près de la ferme de Magen David non loin de Sussiya. La police et un chien des FDI avaient fouillé la zone. Selon des témoins palestiniens de la fusillade, un colon était sorti de la ferme et avait tiré sur Najjar avant de s'enfuir. Dans le même temps, Ziyad Ayad, âgé de 27 ans, avait été tué par balle par des soldats qui l'avaient aperçu sur la route de Karni-Netzarim tard le vendredi soir. Le porte-parole des FDI avait dit que les soldats avaient eu peur qu'il cherche à lancer une attaque, notamment parce qu'il était interdit aux Palestiniens d'emprunter

cette route. L'armée en avait informé l'Autorité palestinienne, avec laquelle elle s'était entendue pour envoyer une ambulance enlever le corps de la victime. La route était fermée à la circulation des Palestiniens depuis plusieurs semaines. La veille toujours, plusieurs colons juifs d'Hébron avaient provoqué une bagarre et jeté des pierres sur des Palestiniens au marché, obligeant les soldats à intervenir pour les disperser. (*Jerusalem Post*, 11 mars)

171. Le 12 mars, il a été signalé que le Comité public contre la torture avait demandé par lettre la veille que l'armée fasse passer en cour martiale les soldats impliqués dans le meurtre de deux jeunes Palestiniens à Gaza le mois précédent. Il avait également affirmé que les services d'investigation de la police militaire n'enquêtaient que sur quatre des 325 incidents au cours desquels des Palestiniens avaient été tués depuis le début de l'Intifada. Les lettres étaient adressées au Procureur général Elyakim Rubinstein, au Procureur général aux forces armées Menahem Finkelstein et au chef de la police militaire, le colonel Miki Barel. La première affaire concernait Ibrahim Amur, 14 ans, tué par balle le 3 février 2001 dans la bande de Gaza. L'intéressé marchait près d'une école située à proximité de Kfar Darom quand un tireur embusqué avait tiré sur lui, l'atteignant à l'abdomen. Selon les soldats qui avaient assisté à l'incident, il n'avait rien fait pour les provoquer. D'après l'hebdomadaire de Jérusalem *Kol Ha'ir*, qui avait le premier signalé l'incident, le tireur avait été jugé en conseil de discipline par le commandant de la brigade de Givati, le colonel Lior Shalev, qui l'avait condamné à 49 jours d'emprisonnement. L'autre affaire concernait Iman Abu Hawalli, 16 ans, qui aurait été abattu à « bout portant » le 9 février 2001, alors qu'il s'approchait d'un groupe de soldats de Givati. Le soldat qui l'avait tué avait indiqué dans sa déposition qu'il avait ouvert le feu conformément aux règles d'engagement et visé les membres inférieurs de la victime. Or, Hawalli avait été atteint au torse. L'enquête avait établi que les soldats avaient agi conformément au règlement. Le Comité public contre la torture avait déclaré qu'il était inconcevable qu'une affaire de ce type soit examinée et jugée en conseil de discipline et non selon la procédure pénale. D'après des sources militaires, les FDI avaient modifié leurs règles concernant l'utilisation d'armes à feu après avoir requalifié de « lutte armée proche de l'état de guerre » le conflit avec les Palestiniens. Israël estimait ainsi être à l'abri de toute demande de réparation de dommages liés au conflit et autorisé à

accroître sa puissance de feu conformément au droit international. « Nous enquêtons très rarement sur les fusillades » a dit un responsable haut placé des FDI. Jusqu'à présent, les Forces avaient enquêté dans quatre cas de violation des règles d'engagement seulement; 20 autres affaires étaient en cours d'instruction. (*Jerusalem Post*, 12 mars)

172. Le 15 mars, il a été signalé qu'Ahmed Bannar, 19 ans, avait été tué par balle par des soldats près de Karni dans la bande de Gaza. Le porte-parole des FDI avait rejeté les accusations palestiniennes, disant que l'intéressé avait été aperçu tenant un objet métallique à la main alors qu'il courait en direction d'un poste des FDI sur la route Karni-Netzarim. Bannar avait escaladé la barrière entourant le poste; les soldats avaient d'abord tiré en l'air puis, comme il ne tenait pas compte de leurs avertissements, ils lui avaient tiré une fois dans les jambes. Des responsables de l'hôpital de Gaza avaient déclaré que la victime avait été atteinte dans le dos alors qu'elle marchait dans la rue. (*Jerusalem Post*, 15 mars)

173. Le 16 mars, il a été signalé que cinq enfants palestiniens avaient été légèrement blessés à Hébron par une grenade offensive jetée par des soldats pour disperser des lanceurs de pierre dans une école élémentaire. De source palestinienne, la grenade avait atterri dans la cour de l'école pendant la récréation et les enfants avaient été conduits à l'hôpital local afin d'y être traités pour des brûlures. Pour sa part, le porte-parole des FDI avait déclaré que les enfants souffraient d'une commotion. D'après l'armée, les soldats avaient lancé la grenade sur un groupe de lanceurs de pierres sans viser les enfants. (*Jerusalem Post*, 16 mars)

174. Le 18 mars, il a été signalé qu'au cours des violences du week-end précédent, Mohammed Abu Awn, 20 ans, originaire de Gaza, avait été tué près du carrefour de Karni le vendredi et que des dizaines de personnes avaient été blessées pendant les heurts survenus en Cisjordanie et dans la bande de Gaza au cours de la deuxième « journée de la colère » à laquelle les dirigeants de l'Intifada avaient appelé. Des centaines de Palestiniens avaient manifesté à Ramallah, Naplouse, El Khader et Qalqiliya. (*Jerusalem Post*, 18 mars)

175. Le 25 mars, il a été signalé que des milliers de Palestiniens avaient défilé au cours du week-end pour protester contre les restrictions imposées par Israël. Alors que ces manifestations regroupant des femmes,

des universitaires et des journalistes, se déroulaient de façon relativement pacifique, des heurts avaient éclaté avec des soldats en Judée, en Samarie et dans la bande de Gaza, faisant des dizaines de blessés parmi les Palestiniens. Les FDI avaient rejeté les accusations des Palestiniens selon lesquelles, le vendredi, des soldats avaient tué par balle un policier palestinien près de Kfar Darom, en affirmant que les soldats n'avaient pas ouvert le feu dans la région. La nuit précédente, un Palestinien de 30 ans avait été tué près d'El Aroub par des soldats qui ripostaient à des tirs palestiniens et à l'explosion de deux bombes incendiaires. À El Aroub, une équipe du Bouclier-Rouge de David dépêchée sur place n'avait pas réussi à ranimer un Palestinien de 30 ans mortellement blessé par des soldats israéliens. Il y avait eu un accrochage la veille entre des manifestants palestiniens et des soldats au carrefour d'Al-Ram, au nord de Jérusalem. Un soldat blessé au cours des affrontements avait été conduit dans un hôpital de la ville. À Halhoul, des Palestiniennes avaient défilé pour protester contre la poursuite des bouclages, tandis que des centaines de personnes manifestaient à Gaza, en demandant la libération de Jérusalem et la poursuite de la lutte. Des dizaines de Palestiniens avaient également manifesté au carrefour de Netzarim. (*Jerusalem Post*, 25 mars)

176. Le 28 mars, il a été signalé que, la nuit précédente, des soldats des FDI avaient tué par balle un Palestinien de 11 ans lors d'un échange de feux près du village de Dura au sud d'Hébron, selon la famille de l'enfant. Les médecins d'un hôpital de la ville avaient déclaré que la victime – Mahmoud Daraweesh –, avait été frappé en plein cœur. Un de ses cousins avait déclaré que le garçon se tenait sur le toit de sa maison pendant la fusillade entre des Palestiniens et des soldats israéliens quand il avait été touché par des tirs venant de la position israélienne. Les FDI avaient déclaré ne disposer d'aucune information concernant ce décès, mais elles avaient confirmé que des soldats avaient échangé des tirs avec des Palestiniens dans la zone. (*Jerusalem Post*, 28 mars)

177. Le 29 mars, il a été signalé que les FDI avaient lancé des attaques contre cinq bases de la Force 17 dans la bande de Gaza et à Ramallah, déclarant avec fermeté que d'autres opérations de ce type suivraient. Des hélicoptères de l'armée de l'air avaient lancé des roquettes sur le quartier général de la Force 17 à Ramallah, à côté du bâtiment abritant le Conseil législatif palestinien, ainsi que sur une base près de

Jabalya, un arsenal situé à proximité du camp d'Antsar en bordure de la bande de Gaza, un camp d'entraînement au sud de Gaza et un dépôt de véhicules blindés. D'après les FDI, les raids aériens n'étaient que l'une des mesures envisagées pour frapper directement les auteurs d'actes terroristes. Les premiers rapports palestiniens indiquaient qu'un officier de la Force 17 et une femme de Beituniya avaient été tués à Ramallah et que des dizaines de personnes avaient été blessées lors des raids sur Gaza. Auparavant, les Palestiniens avaient commencé à évacuer les bâtiments qui abritaient les services de sécurité dans plusieurs villes de Cisjordanie et de la bande de Gaza. Après le raid aérien, des centaines de Palestiniens étaient sortis dans les rues de Ramallah, où des coupures de courant auraient eu lieu, ainsi qu'à Gaza. D'après les forces de sécurité, les prochaines opérations comprendraient des raids contre des individus soupçonnés de préparer ou d'avoir commis des actes de terrorisme. (*Jerusalem Post*, 29 mars)

178. Le 30 mars, il a été signalé que des chars des FDI avaient bombardé un bâtiment du quartier Abu Sneneh à Hébron la veille, après que des soldats eurent aperçu deux Palestiniens armés qui venaient d'y pénétrer. À Gaza, des soldats avaient abattu un policier de la Force 17 qui aurait tiré sur des positions des FDI à Netzarim en essayant de s'approcher de la colonie juive. Plus tard le même jour, des Palestiniens avaient indiqué que des soldats avaient tué deux garçons – Mohammed Abu Shamla âgé de 16 ans et Mahmoud Abu Shada âgé de 15 ans – au cours d'affrontements près du site industriel d'Eretz, où les heurts s'étaient poursuivis toute la journée entre des centaines de Palestiniens et des soldats. Ceux-ci avaient riposté avec des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc puis tiré en l'air à balles réelles, avant de viser les manifestants aux jambes. Des heurts avaient également opposé des Palestiniens et des soldats sur la route qui reliait Karni à Netzarim. (*Jerusalem Post*, 30 mars)

179. Le 1er avril, il a été rapporté que la veille, des milliers de Palestiniens avaient assisté aux obsèques de six hommes tués le vendredi 30 mars par les FDI au cours de violents affrontements, et d'un autre Palestinien décédé des suites de blessures subies le 29 mars lors d'une attaque menée par des hélicoptères israéliens contre des objectifs à Ramallah. Au cours d'un entretien accordé à la télévision pendant le week-end, le Ministre de la défense Benjamin Ben-Eliezer avait réaffirmé que la période de retenue décrétée par

Israël était arrivée à son terme. Selon des sources proches des FDI, les plans d'action contre l'Autorité palestinienne portaient à la fois sur la Rive occidentale et sur la bande de Gaza, avec des « frappes chirurgicales » dirigées contre les principaux activistes de l'Autorité palestinienne et des autres organisations. Des sources militaires avaient indiqué que trois des victimes palestiniennes avaient été tuées par des balles en caoutchouc et que deux autres avaient trouvé la mort à Naplouse, alors qu'elles préparaient un engin explosif dans le camp de réfugiés de Balata. Des sources palestiniennes avaient rejeté ces affirmations, indiquant que les FDI avaient tiré à balles réelles alors que les manifestants avaient commencé à se disperser. Elles avaient également indiqué que deux des victimes avaient été tuées par des rafales de mitrailleuses tirées par un char israélien posté en surplomb du lieu de la manifestation. Par ailleurs, il a été signalé que la veille, les chars des FDI avaient ouvert le feu sur des objectifs à Hébron et Tulkarem. Des sources palestiniennes avaient déclaré que 27 personnes au moins avaient été soignées pour avoir reçu des éclats d'obus de char. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 1er avril)

180. Le 3 avril, il a été signalé que la veille, dans l'après-midi, des hélicoptères Apache de l'armée de l'air avaient tiré trois missiles sur la camionnette de Mahmoud Abed, activiste du Jihad islamique âgé de 29 ans et habitant Rafa, dans la bande de Gaza. Abed avait été tué sur le coup. Selon certaines informations non confirmées, un passager du véhicule aurait été grièvement blessé. Selon des Palestiniens témoins de l'attaque, quatre hélicoptères s'étaient positionnés au-dessus du lieu et deux avaient tiré des missiles sur le véhicule. Salim Abou Yedine avait raconté au correspondant de l'agence Reuter : « Le premier missile a touché l'arrière de la voiture et, alors que j'essayais de sortir, un deuxième missile a heurté le véhicule, qui est devenu une véritable boule de feu ». Les responsables des forces de sécurité avaient indiqué que cette opération préméditée était destinée à rendre inoffensifs des individus qui menaient des attaques contre des Israéliens. Ils avaient indiqué que les forces de sécurité continueraient à prendre pour cible les terroristes et les responsables palestiniens impliqués dans des attaques. Des centaines de personnes avaient assisté aux obsèques d'Al. Par ailleurs, il a été rapporté que sept Palestiniens avaient été blessés et un militaire israélien tué dans une fusillade à Bethléem. Un nuage de fumée blanche avait recouvert la ville, lorsque les chars israéliens avaient tiré des obus sur le Paradise

Hotel, provoquant des dégâts considérables au bâtiment. Il a été signalé que les FDI avaient fermé toutes les routes reliant Bethléem aux villages palestiniens environnants. À Hébron, les colons et l'armée israélienne avaient accusé des « extrémistes juifs venus de l'extérieur » d'avoir fait exploser une bombe qui avait détruit une épicerie palestinienne et plusieurs autres magasins, blessant légèrement six soldats. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 3 avril)

181. Le 4 avril, il a été signalé que, dans la soirée de la veille, les hélicoptères et les chars israéliens avaient mené une action de représaille à Gaza après qu'un des trois obus de mortier de fabrication artisanale tirés depuis Rafah sur la colonie d'Atzmona, de l'autre côté de la limite de Gush Katif, eut très grièvement blessé Ariel Yered, 15 mois, et moins sévèrement sa mère Léa. Pour ces attaques, ordonnées par le Ministre de la défense Benjamin Ben-Eliezer, les objectifs sélectionnés étaient des bâtiments de la Force 17, notamment un bâtiment déjà pris pour cible la semaine précédente et situé à Gaza, près de la résidence du Président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat. Le Président Arafat se trouvait à Ramallah au moment de l'attaque, déclenchée quelques heures après les tirs de mortier sur Atzmona. Ramallah n'avait pas été prise pour cible, mais les Palestiniens avaient indiqué que les chars israéliens avaient détruit un bâtiment résidentiel de la Force 17 situé à Betunia, près de Ramallah. Le bâtiment était vide. Les médecins palestiniens avaient indiqué qu'une trentaine de Palestiniens, dont plusieurs policiers, avaient été blessés au cours de cette attaque, qui avait duré une demi-heure. Au moins sept hélicoptères de combat Apache et Cobra avaient été observés tournant dans le ciel nocturne de la ville de Gaza, et les chars israéliens étaient également entrés en action à Gaza, Deir el Balah et Rafiah. Pour la première fois au cours d'opérations de représailles, une unité d'élite de l'infanterie était intervenue et avait tiré des missiles antichar à longue portée sur des objectifs sélectionnés. Les obus de mortier tirés la veille sur Atzmona, au sud de Gaza, provenaient vraisemblablement de Rafa, non loin de là. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 4 avril)

182. Le 6 avril, il a été signalé que Yiad Hardan, responsable du Jihad islamique pour la Rive occidentale, avait été tué dans l'après-midi de la veille par l'explosion d'un engin explosif, alors qu'il téléphonait depuis sa cabine habituelle, à l'extérieur de la prison palestinienne dans laquelle il était détenu.

Sans reconnaître directement la responsabilité d'Israël dans cette affaire, le Premier Ministre Ariel Sharon a déclaré que son gouvernement mènerait une lutte sans merci contre le terrorisme. « Parfois, nous annoncerons ce que nous faisons, parfois non », a-t-il déclaré lors d'une réunion politique à Tel Aviv. « Nous ne sommes pas tenus de l'annoncer systématiquement ». On considérait que ces événements marquaient peut-être un regain de tension entre Israéliens et Palestiniens, alors que le mercredi précédent, une réunion des responsables israéliens et palestiniens de la sécurité avait apporté quelques signes encourageants. Par ailleurs, après une réunion entre responsables militaires israéliens et palestiniens, des militaires avaient ouvert le feu sur le convoi qui ramenait les responsables palestiniens dans la bande de Gaza. Trois gardes du corps palestiniens avaient été légèrement blessés. Amin Al'Hindi, chef du renseignement palestinien, avait accusé le chef d'état-major Shaoul Mofaz de tentative délibérée d'assassinat. Israël avait démenti cette affirmation, indiquant au contraire qu'une enquête des FDI avait montré que les premiers coups de feu avaient été tirés par les gardes du corps. Toutefois, des sources israéliennes avaient contesté la version des FDI, estimant que les militaires avaient probablement mal identifié la source des coups de feu ou avaient riposté de manière excessive à une balle palestinienne perdue. Hardan figurait en tête de la liste des personnes recherchées sur la Rive occidentale. Par ailleurs, il a été signalé qu'un Palestinien de 15 ans avait été tué et que neuf autres adolescents avaient été blessés, alors que des enfants palestiniens qui célébraient une journée de commémoration en souvenir des enfants tués pendant l'Intifada s'étaient approchés d'une barricade érigée par les FDI près de Netzarim et avaient commencé à lancer des pierres sur les militaires. Un porte-parole des FDI avait indiqué que les soldats présents sur les lieux n'avaient fait état que de coups de feu tirés en l'air. Une manifestation de même nature au carrefour d'Erez avait fait 10 blessés légers parmi les adolescents, alors que près de Tulkarm, trois autres adolescents avaient été blessés par des balles d'acier recouvertes de caoutchouc au cours d'une autre manifestation de ce type. Des Palestiniens avaient rapporté un autre incident armé au cours duquel des militaires avaient ouvert le feu en direction de la partie est de Beit Sahour, et plusieurs balles avaient atteint le bâtiment de l'Union chrétienne de jeunes gens, sur la route principale de la ville, qui était aussi le principal itinéraire emprunté par les Palestiniens qui traversaient

la Rive occidentale du nord au sud. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 6 avril)

183. Le 9 avril, il a été signalé que la veille, les FDI avaient tiré des missiles antichar sur des objectifs situés dans la bande de Gaza pour riposter à des tirs de mortier palestiniens qui avaient pris pour cible une base militaire à Nahal Oz, à l'intérieur de la ligne verte. Des sources palestiniennes avaient indiqué que quatre personnes au moins avaient été blessées. Par ailleurs, des médias palestiniens avaient affirmé pendant le week-end que Mahmoud Haridat, cultivateur de 58 ans habitant le village de Beit A-Rut al-Oulya, au sud-ouest d'Hébron, et retrouvé mort dans son champ, avait été battu à mort par des gardes frontière israéliens. Une autopsie réalisée sur ordre du Procureur de district d'Hébron avait révélé que la victime était décédée d'une crise cardiaque. Le samedi soir, les FDI avaient pilonné plusieurs bâtiments civils palestiniens et des bâtiments des forces de sécurité de l'Autorité palestinienne à Ramallah. Des sources proches de l'Autorité palestinienne avaient nié que ces pilonnages aient été précédés de tirs palestiniens. Environ 70 manifestants palestiniens avaient été blessés pendant le week-end dans des affrontements avec les FDI. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 9 avril)

184. Le 10 avril, il a été signalé que la veille, un Israélien avait été tué près de Ramallah et qu'un autre Israélien avait été blessé près de Bethléem. Un bébé palestinien de 19 mois avait été très grièvement blessé par une balle d'acier recouverte de caoutchouc tirée par les FDI. Taïser al Amouri, 45 ans, avait été tué la veille, dans le courant de la matinée, au cours d'un échange de coups de feu entre Israéliens et Palestiniens près de Betunia, au sud-ouest de Ramallah. Il ne participait pas à cet échange de tirs, mais avait été pris dans la fusillade. Selon un proche, il avait été victime, 20 ans plus tôt, de lésions cérébrales après avoir été passé à tabac par des militaires israéliens. Il avait été enterré à El Bireh. À Hébron, des cocktails Molotov avaient été lancés et les FDI avaient fait usage de balles d'acier recouvertes de caoutchouc et de grenades lacrymogènes pour disperser une manifestation palestinienne près de Kikar Gross. La fillette palestinienne de 19 mois avait été très grièvement blessée le dimanche soir par des coups de feu tirés par les FDI. Profitant d'une brève accalmie, à al Khader, les parents et les frères de l'enfant s'étaient précipités chez eux. Le père portait l'enfant dans ses bras lorsque celle-ci avait reçu une balle d'acier recouverte de

caoutchouc dans la tête. Des témoins avaient affirmé que les militaires avaient tiré de près. À en croire une version des faits, des jeunes auraient commencé à lancer des pierres sur les militaires, ce qui aurait déclenché une riposte de leur part. (*Ha'aretz*, 10 avril)

185. Le 11 avril, il a été signalé que la « guerre de mortier » entre Israël et l'Autorité palestinienne s'était poursuivie la veille dans la bande de Gaza. Sept obus avaient ainsi été tirés sur des objectifs israéliens. Les FDI avaient riposté en attaquant trois objectifs appartenant aux forces de sécurité palestiniennes dans la bande de Gaza. Un médecin des forces navales palestiniennes avait été tué par un missile des FDI et 20 autres personnes avaient été blessées. Les missiles avaient été tirés sur Soudaniya, aux environs de 9 h 30, tuant un médecin, Waïl Hawatir, 28 ans, et blessant le chef du dispensaire, Rasan al-Nabatawi, 50 ans. Dix autres personnes, dont un colonel palestinien, avaient été blessées. Le bâtiment de Soudaniya servait principalement de centre médical pour la marine palestinienne. Les missiles avaient également atteint leur objectif à Deir el Balah, blessant 18 Palestiniens membres du renseignement militaire de l'Autorité palestinienne. Des témoins avaient indiqué que le bâtiment de deux étages avait subi d'importants dégâts. (*Ha'aretz*, 10 avril)

186. Le 12 avril, il a été signalé que la veille, Israël avait envoyé dans le camp de réfugiés de Khan Younis des chars et des bulldozers qui avaient rasé des maisons, au cours de ce qui fut la première attaque terrestre prolongée depuis le début du soulèvement palestinien, près de sept mois plus tôt. Environ 25 maisons avaient été détruites, deux Palestiniens au moins avaient été tués et 50 autres avaient été blessés au cours d'un long affrontement armé qui avait éclaté alors que les bulldozers de l'armée étaient en train de raser la rangée de maisons qui faisait face aux forces israéliennes basées à Gush Katif, à 350 mètres de là. Des chars et des véhicules blindés de transport de troupes, mais aussi des unités du génie, des bulldozers et des unités d'infanterie avaient été envoyés sur place. Selon des sources palestiniennes, les bulldozers avaient dégagé de gros sacs de sable et rasé une oliveraie, alors que les chars avaient pris position à chaque extrémité de la rue pour les couvrir. Pendant qu'ils se déplaçaient le long de la rue, les chars avaient tiré à la mitrailleuse pour ouvrir la voie aux unités chargées de défendre les positions, tandis que les bulldozers rasaient 28 maisons. Après l'entrée des FDI en secteur A, les

résidents de Khan Younis avaient été appelés par haut-parleurs à repousser la « tentative d'invasion israélienne ». Des dizaines d'hommes armés et des centaines de civils s'étaient précipités sur les lieux et pendant les trois heures qu'il avait fallu aux bulldozers pour réduire les maisons en gravats, les Palestiniens avaient tiré sur les soldats, qui se trouvaient dans des véhicules blindés. Les installations électriques du camp ayant été endommagées, l'affrontement s'était déroulé dans une obscurité presque totale. Une dizaine d'autres maisons portaient les stigmates des combats, leurs murs ayant été criblés de balles de mitrailleuses de gros calibre. Des téléviseurs, des machines à laver et des réfrigérateurs brisés dépassaient des gravats des maisons grossièrement construites en terre et en ciment. Assise sur un matelas devant sa maison détruite, sa fille de 15 mois dans les bras, Fatima Aboulowz, 30 ans, a dit, en montrant les gravats: « c'est tout ce qu'il me reste. Toutes mes affaires, mon argent, mes bijoux sont là-dedans ». Dans les combats, un major des services palestiniens de sécurité âgé de 50 ans et un Palestinien de 25 ans avaient été tués. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 12 avril)

187. Le 13 avril, il a été signalé qu'une voiture piégée avait explosé la veille à Ramallah sans faire de blessés. Selon des sources palestiniennes, il s'agissait d'une manoeuvre israélienne visant à attenter à la vie de Nasser Abou Hamid, activiste tanzim. Toutefois, des sources israéliennes, sans confirmer ni démentir la responsabilité d'Israël dans cette affaire, avaient laissé entendre qu'Abou Hamid avait très bien pu être victime d'un règlement de comptes entre factions palestiniennes. Par ailleurs, il a été signalé qu'au cours d'une nouvelle journée d'affrontements dans les territoires, un jeune Palestinien avait été tué et trois militaires blessés. La veille au soir, un jeune Palestinien de 14 ans avait été abattu près du village de Beit Oumar, non loin d'Hébron. Les Palestiniens avaient déclaré qu'il n'y avait pas eu d'incident, mais les FDI avaient indiqué qu'un Palestinien avait tenté de lancer un cocktail Molotov sur un autobus civil israélien et que les militaires lui avaient tiré dessus, déclenchant un échange de coups de feu. À Khan Younis, un chauffeur de taxi palestinien de 35 ans avait été tué par des tirs israéliens et son passager avait été légèrement blessé. La veille, sur la Rive occidentale, seuls quatre incidents armés avaient été signalés à 22 heures. Au cours de l'un d'entre eux, qui s'était produit à un poste militaire sur la route du Tunnel reliant Jérusalem à Bethléem, un militaire avait été

blessé par des tirs palestiniens d'arme automatique provenant d'une colline avoisinante. Les militaires avaient riposté et le soldat blessé, touché à la mâchoire, avait été évacué vers l'hôpital Hadassah, à Ein Kerem. (*Ha'aretz*, 13 avril)

188. Le 15 avril, il a été signalé que la veille, à Rafiah, dans la bande de Gaza, des heurts avaient opposé des militaires des FDI à des membres des forces nationales palestiniennes de sécurité. La fusillade s'était prolongée pendant plus de deux heures. Des sources palestiniennes avaient déclaré au quotidien *Ha'aretz* que l'attaque contre les forces israéliennes avait commencé après que celles-ci eurent pénétré en secteur palestinien. Trois chars et deux bulldozers avaient détruit un poste installé par le service du renseignement à quelques mètres de la clôture qui matérialisait la frontière, ainsi que 16 autres installations du secteur. Quelque 35 Palestiniens, dont 11 enfants et deux femmes, avaient été blessés dans la fusillade. La veille au soir, des sources palestiniennes avaient rapporté que quatre blessés étaient dans un état grave. Selon des sources palestiniennes, les forces israéliennes avaient également ouvert le feu pendant le week-end sur des positions palestiniennes à Salfit et dans la région de Djénine, sur la Rive occidentale. Les mêmes sources avaient ajouté que le vendredi soir, des heurts entre militaires et Palestiniens s'étaient également produits dans le secteur d'El Khader, au sud de Jérusalem. Sept Palestiniens auraient été blessés par des tirs israéliens. Des affrontements entre Palestiniens et militaires israéliens s'étaient également produits pendant le week-end à Qalquliya, ville qui faisait l'objet d'un bouclage strict depuis le début de l'Intifada. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 15 avril)

189. Le 17 avril, il a été signalé qu'à la suite de l'attaque israélienne contre la bande de Gaza, la veille au soir, un policier palestinien de 24 ans avait été tué. Des sources médicales faisaient état d'au moins 27 blessés à la suite de cette attaque. Par ailleurs, la veille, des sources palestiniennes avaient rejeté sur Israël la responsabilité de ce qu'elles avaient qualifié de tentative avortée d'élimination d'un activiste du Fatah, Abd al-Hadi Natshe, dans un quartier d'Hébron connu sous le nom de Ras al-Jura. Des coups de feu avaient été tirés sur le véhicule de Natshe; celui-ci avait été blessé, mais ses jours n'étaient pas en danger. Cette tentative d'assassinat présumée avait eu lieu en secteur H1, c'est-à-dire en secteur sous contrôle total de l'Autorité palestinienne. Cependant, il était

théoriquement possible que les coups de feu aient été tirés depuis le secteur H2, sous contrôle israélien. Des sources palestiniennes avaient affirmé qu'une unité israélienne avait tiré 25 balles sur la voiture de Natshe. Natshe avait été transporté à l'hôpital al-Ahli d'Hébron. Les responsables des services de sécurité israéliens avaient refusé de se prononcer quant à une éventuelle responsabilité d'Israël dans cette affaire. Ils avaient toutefois précisé que Natshe était soupçonné d'avoir participé à plusieurs attaques contre des objectifs israéliens dans la ville. Le jeudi précédent, l'Autorité palestinienne avait accusé Israël d'avoir tenté d'assassiner un membre du Tanzim (groupe paramilitaire) à Ramallah. Une bombe avait en effet été posée dans sa voiture. Au sein de l'Autorité, certains s'étaient même demandé si cette action ne visait pas plutôt le responsable du Fatah pour la région de Ramallah, Marwan Barghouti. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 17 avril)

190. Le 18 avril, il a été signalé que trois garçons palestiniens avaient été tués la veille par des tirs israéliens. Bara el-Shael, 10 ans, avait été tué lorsque les militaires avaient ouvert le feu sur le camp de réfugiés de Rafah, à Gaza, selon les proches et les médecins. À el-Khader, près de Bethléem, sur la Rive occidentale, Rami Moussa, 16 ans, avait été tué par la chute d'un obus de char sur sa maison, selon des sources palestiniennes. Les FDI avaient fait état d'échanges de tirs à el-Khader. Un autre adolescent avait été tué par des tirs des FDI au cours d'un incident de jets de pierres, au carrefour de Karni. (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, 18 avril)

191. Le 22 avril, il a été signalé qu'une correspondante de la chaîne de télévision d'Abou Dhabi avait été blessée deux jours plus tôt près de Rafah, dans la bande de Gaza, lorsque des militaires des FDI avaient ouvert le feu sur des manifestants palestiniens. La journaliste avait affirmé que les militaires lui avaient tiré dessus parce qu'elle avait refusé de quitter le secteur après qu'elle et son équipe eurent reçu l'ordre d'arrêter de filmer. Par ailleurs, il a été signalé qu'à Hébron, la police avait arrêté 24 colons qui refusaient d'évacuer une tente qu'ils avaient dressée sur la place Gross en signe de protestation. Un certain nombre d'activistes de gauche avaient également été arrêtés par la police, alors qu'ils tentaient d'apporter de la nourriture et des médicaments à des Palestiniens assiégés. La police avait affirmé que ces militants de la paix avaient été arrêtés car ils tentaient de violer un ordre interdisant à

tout Israélien d'entrer en secteur palestinien. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 22 avril)

192. Le 24 avril, il a été signalé qu'un Palestinien de 12 ans, Mouhind Nizar Mouharb, avait été tué la veille à Khan Younis, dans la bande de Gaza, lorsque des militaires avaient ouvert le feu sur des manifestants palestiniens rassemblés à l'occasion des obsèques d'un officier de la Force 17. Au moins dix autres Palestiniens avaient également été blessés. Des tirs avaient également été signalés dans le quartier Gilo de Jérusalem. Aux environs de midi, des coups de feu avaient été tirés depuis Beit Jala sur des positions des FDI située en contrebas de Gilo. Une maison avait été légèrement endommagée. Les FDI avaient riposté en ouvrant le feu sur le quartier palestinien. L'explosion d'une bombe posée sur le bord de la route avait été déclenchée dans la matinée au passage d'un autobus israélien, près de la zone industrielle de Barkan, à l'ouest d'Ariel. L'autobus roulait sur la partie sud de l'autoroute qui traverse la Samarie. La veille, la *Voix de la Palestine* avait affirmé que l'armée avait investi le village de Tkoua, près de Bethléem, et qu'elle y avait mené une opération contre des activistes palestiniens et procédé à plusieurs arrestations. Les FDI avaient indiqué qu'il s'agissait d'une patrouille de routine dans un village situé en secteur B, sous contrôle israélien. Des responsables des services de sécurité palestiniens avaient indiqué que des chars avaient ouvert le feu sur l'aéroport Dehaniya et que la tour de contrôle avait été partiellement endommagée. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 24 avril)

193. Le 25 avril, il a été signalé qu'un Palestinien de 40 ans, Youssouf Abou Hamdeh, avait été tué la veille dans le nord de la bande de Gaza, près de la frontière avec Israël. Abou Hamdeh avait été abattu par des militaires alors qu'il tentait de franchir la clôture en direction d'Israël. Pour tenter de prévenir tout attentat à l'occasion de la journée anniversaire de l'indépendance, Israël avait imposé un bouclage total des territoires. Les 4 000 résidents palestiniens titulaires d'un permis les autorisant à entrer en Israël pour y travailler figuraient parmi les personnes désormais empêchées de franchir la ligne verte. Il était toutefois prévu d'autoriser davantage d'ouvriers palestiniens des territoires à venir travailler en Israël la semaine suivante. Une promesse dans ce sens avait été faite aux responsables palestiniens par leurs homologues israéliens lors d'une réunion commune. Sur la Rive occidentale, des sources médicales avaient

signalé que des militaires avaient abattu Iyad Heresh, 27 ans, au cours d'un affrontement avec des lanceurs de pierres près de Qalqiliya. L'armée avait confirmé qu'elle avait tué un Palestinien pendant cet affrontement. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 25 avril)

194. Le 27 avril, il a été signalé que le mercredi soir, quatre activistes du Fatah avaient été tués et six autres blessés dans une explosion près du point de passage de Rafiah, sur la frontière avec l'Égypte, dans la bande de Gaza. Les responsables de l'Autorité palestinienne avaient accusé Israël d'être à l'origine de ce qu'ils avaient qualifié d'assassinats. La veille, les FDI avaient abattu un cultivateur palestinien, Atef Wahdan, près du camp de réfugiés d'Al-Bureij, dans la bande de Gaza. Des milliers de Palestiniens avaient assisté aux obsèques des quatre activistes du Fatah, criant des slogans hostiles à Israël et jurant d'intensifier l'Intifada. Israël avait démenti les affirmations palestiniennes et la radio de l'armée avait indiqué que les quatre hommes avaient été victimes de ce que les FDI appelaient un « accident du travail », autrement dit, qu'ils avaient été tués par l'explosion d'une bombe qu'ils étaient en train de préparer. Des sources israéliennes avaient indiqué que l'incident s'était produit alors qu'un groupe d'une dizaine de Palestiniens marchait à environ 500 mètres du poste frontière. C'était à ce moment qu'une explosion avait tué quatre membres du groupe. Les six autres personnes avaient été blessées, dont deux grièvement. Un des quatre hommes tués n'était autre que Ramadan Azzam, 31 ans, chef des « Comités de résistance populaire ». Ce groupe, émanation locale du Fatah, serait à l'origine de plusieurs tirs d'obus de mortier sur des objectifs israéliens. Deux des quatre victimes, Samir Zouroub, 32 ans, et Saadi Dabas, étaient membres des forces de sécurité palestiniennes. Enfin, la quatrième victime, Yasser Dabas, était un civil de 16 ans. Un policier palestinien, qui s'était identifié sous le nom de Younis, avait déclaré qu'Israël avait posé la bombe parce que les hommes en question avaient précédemment tiré sur des chars israéliens qui patrouillaient le long de la frontière. « Des enfants ont vu la bombe. Elle était recouverte de ciment, alors ils ont commencé à sauter dessus. Les hommes ont tiré sur la bombe à une certaine distance, mais elle n'a pas explosé. Lorsque tout le monde s'est éloigné et que ne restaient plus à proximité que les hommes armés, l'explosion a été déclenchée par télécommande », a-t-il déclaré. Le jeudi, un agent de santé palestinien avait confirmé qu'un autre Palestinien, Ibrahim Abou

Awaïla, 20 ans, était décédé des suites de blessures subies plusieurs jours plus tôt lors d'une attaque israélienne sur le camp de réfugiés de Khan Younis. Abou Waïla était décédé dans un hôpital du Caire. Seuls quelques incidents s'étaient produits durant la journée marquant le cinquante-troisième anniversaire de l'indépendance. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 27 avril)

195. Le 29 avril, il a été signalé qu'un Palestinien avait été tué la veille au soir au cours d'une fusillade, près du Tombeau de Rachel, dans la région de Bethléem. Selon des sources palestiniennes, Hassan Karakaï, membre du Fatah âgé de 34 ans, avait été tué par des tirs israéliens. Deux autres hommes, qui se trouvaient à bord de la même voiture, auraient été blessés par balle. Le vendredi, dans la bande de Gaza et sur la Rive occidentale, de violents combats avaient fait de nombreux blessés parmi les manifestants palestiniens. Des Palestiniens armés et des militaires des FDI s'étaient affrontés au carrefour d'Ayosh, au nord de Ramallah; selon des sources palestiniennes, sept Palestiniens avaient été blessés. Des Palestiniens avaient, par ailleurs, rapporté que 11 manifestants avaient été blessés le vendredi, dans des heurts avec les FDI au point de passage de Karni, à Gaza. Selon une source militaire israélienne, les tirs de mortier du week-end auraient été effectués en représailles, après que quatre membres du Fatah eurent été tués dans une explosion, le mercredi soir, à Rafah. Les dirigeants de l'Autorité palestinienne avaient imputé à Israël la responsabilité de l'explosion: le général Abd al-Razeq al-Moujaïda, chef de la sécurité nationale de la bande de Gaza, avait déclaré que les quatre hommes avaient été tués par une bombe que les FDI avaient cachée contre les bornes marquant la frontière à Rafah. Israël n'avait pas réagi à ces accusations. (*Ha'aretz, Jerusalem Post*, 29 avril)

5. Aspects de l'administration de la justice

196. Le 14 septembre, il a été signalé que la Haute Cour avait estimé la veille qu'un détenu ne pouvait assister à l'examen de son droit de consulter un avocat. La Cour rejetait un recours déposé au nom d'un résident de Gaza, Radouan Haraz, 29 ans, détenu pour des raisons de sécurité, par un groupe de défense des droits de l'homme, le Comité public contre la torture en Israël. Haraz, ingénieur chimiste de son état, avait été arrêté en novembre 1999, alors qu'il regagnait Israël après des études en République arabe syrienne. Soupçonné de s'être livré à des activités illégales pour

le compte du Hamas, il était détenu depuis son arrestation. Représenté par l'avocat André Rosenthal, le Comité estimait que toute procédure exigeait du tribunal, et plus particulièrement de la Haute Cour, qu'il n'examine les questions se rapportant à un criminel présumé qu'en présence de ce dernier. Il affirmait par ailleurs que le droit de rencontrer un avocat faisait partie des droits fondamentaux d'un suspect. Rejetant ces affirmations, Aharon Barak, Président de la Cour suprême, a écrit : « Compte tenu des circonstances de cette affaire, les raisons qui interdisent une rencontre entre Haraz et un avocat justifient également la tenue d'une audience en l'absence de Haraz ». L'organisation de défense des droits de l'homme avait critiqué la décision de la Haute Cour d'empêcher Haraz de rencontrer son avocat. Sa présidente, Hannah Friedman, avait déclaré : « Il est regrettable que des violations aussi flagrantes que l'interdiction d'une rencontre entre un suspect et un avocat, ou la tenue d'audiences en l'absence du suspect, soient considérées comme allant de soi et tout à fait autorisées en Israël ». Elle avait ajouté que ces procédures exceptionnelles étaient contraires au droit international et à l'esprit du droit israélien. (*Ha'aretz*, 14 septembre)

C. Effets économiques, sociaux et culturels de ce système général de réglementation et de son application sur la vie des habitants des territoires occupés

197. Le 18 août, il a été signalé que la plus grande partie du budget consacré au développement des infrastructures à Jérusalem-Est était bloquée depuis l'arrivée au pouvoir du Premier Ministre Ehoud Barak, environ 18 mois plus tôt. Du temps de l'ancien Premier Ministre Benjamin Nétanyahou, des fonds étaient régulièrement débloqués dans ce sens. Au total, 60 millions de shekels avaient ainsi été consacrés au développement des infrastructures de Jérusalem-Est en 1999, mais le Gouvernement n'en avait effectivement débloqué que 18 millions. De nombreux travaux prévus – systèmes de distribution d'eau et d'assainissement, routes, trottoirs et systèmes d'éclairage en divers quartiers et villages de Jérusalem-Est n'avaient toujours pas été réalisés. Dans de nombreux cas, les travaux qui avaient commencé avaient été interrompus : des routes et des trottoirs n'avaient pas

été construits, des salles de classe n'avaient pas été bâties et la construction de centres communautaires avait été interrompue. L'écart entre les services et les infrastructures que l'État mettait à la disposition des résidents des quartiers juifs de la ville et ceux dont bénéficiaient les Arabes de Jérusalem-Est était considérable : le financement variait parfois pratiquement du simple au double. À titre de comparaison, le nombre d'habitants par kilomètre de canalisation d'évacuation des eaux usées était de 743 à Jérusalem-Ouest, contre 2 809 à Jérusalem-Est. Jérusalem-Ouest comptait environ 680 kilomètres de routes goudronnées – soit 710 habitants par kilomètre – contre 87 kilomètres seulement à Jérusalem-Est (2 448 résidents par kilomètre). (*Ha'aretz*, 18 août)

198. Le 17 novembre, il a été signalé que le Gouvernement israélien était sur le point d'imposer des sanctions économiques à l'Autorité palestinienne. Il a également été indiqué que les FDI avaient reçu l'ordre d'interdire l'entrée sur le territoire palestinien de tous les biens, à l'exception des vivres et des médicaments. La veille, le Premier Ministre Ehud Barak avait dit en outre qu'Israël refusait de verser à l'Autorité palestinienne des millions de dollars de recettes fiscales qu'il lui devait. Il avait déclaré que cette mesure avait été prise pour obtenir des Palestiniens qu'ils commencent à respecter leurs engagements. D'après des sources palestiniennes et étrangères, l'accord économique conclu entre Israël et l'Autorité palestinienne ne comportait aucune disposition prévoyant le gel des fonds. D'après Joseph Saba, le représentant de la Banque mondiale dans les territoires, « Refuser de verser à l'Autorité palestinienne les recettes fiscales et les autres fonds qui lui sont dus ne fera qu'aggraver une situation économique déjà préoccupante du fait du long bouclage des territoires ». « Des centaines de familles palestiniennes vont être plongées dans la détresse et la pauvreté et les secteurs de l'éducation et de la santé seront les plus durement touchés. » Au début de novembre 2000, Israël était censée avoir transféré à l'Autorité palestinienne quelque 114 millions de nouveaux shekels, qui correspondaient pour l'essentiel à des remboursements de TVA et à des droits de douane. Or, seulement 30 millions avaient effectivement été versés. Par ailleurs, il a été signalé que les conséquences économiques du bouclage des territoires et de l'interruption des échanges commerciaux se faisaient durement sentir dans tous les territoires. D'après les FDI, les soldats n'appliquaient pas rigoureusement les ordres leur

enjoignant de ne pas laisser passer les biens à tous les points de contrôle mais la pénurie de divers biens non alimentaires était manifeste sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza. (*Ha'aretz*, 17 novembre)

199. Le 14 février 2001, il a été signalé qu'à Gaza, au cours d'une conférence de presse, l'émissaire de l'ONU Tarje Larsen avait déclaré aux journalistes que du fait du blocus des secteurs palestiniens par Israël, l'économie palestinienne avait enregistré une perte de 1,5 milliard de dollars des États-Unis. S'il se poursuivait, ce blocus pourrait entraîner l'effondrement de l'ensemble des institutions palestiniennes. Un haut responsable palestinien s'était déclaré en accord avec cette évaluation, affirmant que l'essentiel de ce que les Palestiniens avaient bâti au cours des sept dernières années écoulées était à présent détruit. M. Larsen a estimé que l'économie palestinienne avait perdu environ 20 % de son produit national brut annuel estimé. Le chômage dans les secteurs palestiniens était passé de 11 % à 18 %, tandis que le revenu annuel moyen par habitant avait chuté de 2 000 à 1 700 dollars des États-Unis. Les milliers de personnes qui se rendaient auparavant en Israël pour y travailler n'avaient aujourd'hui plus cette possibilité du fait du bouclage des territoires imposé par les FDI au début de la nouvelle Intifada. La plupart des travailleurs ayant charge de famille, environ 29 % de la population, étaient concernés par le phénomène du chômage. M. Larsen avait déclaré : « Les institutions palestiniennes manquent d'argent et ne sont plus en mesure de verser les salaires ni de financer leurs activités ». Il avait précisé que dans certains villages palestiniens, 50 % de la population vivaient dans la pauvreté et dépensaient moins de neuf shekels par personne et par jour. Depuis le début de l'Intifada, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté a augmenté de 50 %. (*Jerusalem Post*, 14 février)

200. Le 24 mars, il a été signalé que le Premier Ministre Ariel Sharon avait rejeté les demandes européennes tendant à transférer à l'Autorité palestinienne les recettes fiscales retenues par Israël, en déclarant qu'il n'était pas normalement possible de demander à ce pays de verser à l'Autorité de l'argent qui serait utilisé pour payer les salaires des membres des différentes forces de sécurité palestiniennes qui se livraient à des actes de terrorisme. Le Premier Ministre avait fait cette remarque au cours de ses entretiens avec une délégation de haut niveau de l'Union européenne venue dans la région pour examiner les moyens de

soutenir l'économie palestinienne. Rencontrant séparément Sharon et Pérès, la délégation avait engagé Israël à relâcher la pression économique sur les Palestiniens. (*Jerusalem Post*, 14 mars)

201. Le 9 avril, il a été signalé que selon le Ministre palestinien des finances, en raison du bouclage imposé par Israël, l'économie palestinienne aurait subi, en termes d'échanges et de salaires, un manque à gagner de plus de 20 milliards de dollars des États-Unis en six mois, c'est-à-dire depuis le début de l'Intifada, et le chômage aurait franchi le seuil des 50 %. Le Ministre, Maher al-Masri, avait déclaré que même si les restrictions étaient levées, il faudrait aux Palestiniens des années pour réparer les dégâts. « L'économie est en ruines », avait-il déclaré au cours d'une conférence de presse. L'économiste palestinien Samir Hulaileh avait affirmé que si la situation n'évoluait pas, les deux tiers de la population palestinienne de la bande de Gaza, soit plus d'un million de personnes, pourraient vivre en dessous le seuil de pauvreté d'ici la fin de l'année. En février, l'ONU avait estimé qu'un Palestinien sur trois était pauvre et vivait avec moins de 2,10 dollars par jour. La proportion était de un sur cinq un an plus tôt, au début des affrontements entre Israéliens et Palestiniens. Les restrictions imposées par Israël sur les déplacements maintenaient 130 000 travailleurs palestiniens – soit 1/6 de la main-d'oeuvre – à l'écart des emplois en Israël. Au cours des six derniers mois, Israël avait confiné les Palestiniens de la Rive occidentale dans leurs localités pendant des périodes prolongées et avait périodiquement empêché les déplacements au sein de la bande de Gaza. Hulaileh avait déclaré que l'activité avait diminué de 60 % à 70 %. Le bouclage avait contraint les entreprises à réduire leur niveau de production, soit par manque de matière première, soit du fait de l'impossibilité d'écouler les produits sur le marché. Masri avait déclaré que l'économie avait perdu plus de 20 milliards de dollars des États-Unis depuis septembre, mais il n'avait fourni aucun chiffre par secteur d'activité. Selon l'ONU, le produit intérieur brut palestinien avait perdu la moitié de sa valeur, soit 8,6 millions de dollars des États-Unis par jour de travail. De 11 % en 2000, le chômage était passé à plus de 50 % selon les responsables palestiniens. (*Jerusalem Post*, 9 avril)

D. Situation des droits de l'homme dans le Golan arabe syrien occupé

202. Le 26 septembre 2000, il a été signalé que les responsables locaux du plateau du Golan mettaient de plus en plus l'accent sur le développement de la région et le renforcement de la présence juive, au détriment de la lutte pour le maintien du Golan sous souveraineté israélienne. « Ceci s'explique par le fait que l'avenir du Golan nous semble plus sûr aujourd'hui que jamais », avait déclaré Sammy Bar-Lev, Président du conseil local de Katzrin. Outre les nouveaux logements mis en vente par dizaines dans l'agglomération, dont la population atteignait 7 000 habitants, un nouveau centre proposant un spectacle son et lumière qui décrivait l'histoire talmudique de Katzrin avait été inauguré la veille. Le Président de la Knesset, Avraham Burg, était l'invité d'honneur de la cérémonie d'ouverture officielle du centre « Expérience talmudique » (Havaya Talmudit), qui jouxtait les ruines de l'ancienne synagogue, dans le parc des antiquités de Katzrin. Cinquante-six logements encore en phase initiale de construction avaient été mis en vente la veille; ils s'ajoutaient aux 96 autres logements déjà construits sur le nouveau complexe Savyon Katzrin, et dont la plupart avaient été vendus. L'entreprise du bâtiment qui avait remporté le marché participait aussi à d'autres projets de développement dans tout le Golan, et notamment à la construction de logements et d'un centre d'enseignement. (*Jerusalem Post*, 26 septembre)

203. Le 1er novembre, il a été signalé qu'après l'échec des négociations diplomatiques avec la République arabe syrienne, les plans prévoyant la construction de nouveaux logements et la réparation d'infrastructures sur les hauteurs du Golan avaient été remis sur les rails. Ces plans prévoyaient notamment la construction de quelque 1 500 logements dans la ville de Katzrin, la réalisation d'études concernant l'impact qu'auraient sur l'environnement la construction de bâtiments sur les pentes du Golan et la réparation des réseaux d'adduction d'eau et d'égouts. (*Ha'aretz*, 1er novembre)

E. Autres

204. Le 2 novembre 2000, il a été signalé qu'un journaliste de la deuxième chaîne de télévision israélienne, Suliman a-Shafi, avait été arrêté la veille au carrefour d'Erez après avoir, comme il le faisait tous

les jours, couvert les événements survenus à Gaza. Il avait été interrogé pendant quatre heures avant d'être libéré sous caution. D'après a-Shafi, le policier qui l'avait interrogé avait exigé de lui qu'il s'engage par écrit à ne plus entrer dans la bande de Gaza pendant les trois prochains mois. A-Shafi, qui résidait dans la ville palestinienne de Rahat, travaillait dans la bande de Gaza depuis le début de la vague actuelle de violence et était le seul journaliste israélien à rendre régulièrement compte des affrontements qui se produisaient dans la bande de Gaza. Les officiers des FDI qui avaient arrêté a-Shafi l'avaient accusé de désobéir à un ordre du commandant de la zone sud interdisant aux citoyens israéliens de pénétrer sur les territoires palestiniens. « Je leur ai dit que j'ignorais tout de cet ordre mais ils m'ont remis à la police pour interrogatoire. Je considère mon arrestation comme une atteinte à la liberté de la presse. J'ai été interrogé pendant des heures et on m'a posé des questions sur mon travail. Apparemment, les autorités militaires cherchaient à m'empêcher de rentrer dans la bande de Gaza car ils ne veulent aucune couverture journalistique de leurs opérations. Il semble bien qu'ils ont quelque chose à cacher. » (*Ha'aretz*, 2 novembre)

205. Le 16 novembre 2000, il a été signalé que le Comité pour la protection des journalistes (CPJ), basé à New York, avait recueilli des informations sur 24 cas de journalistes blessés ou victimes de harcèlements alors qu'ils couvraient des événements violents survenus sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza depuis la fin du mois de septembre. Treize de ces journalistes avaient été blessés par balles alors qu'ils couvraient des affrontements entre des Palestiniens et des soldats des FDI. Dix d'entre eux avaient été blessés par des balles israéliennes. Dans les trois autres cas, l'origine des coups de feu était incertaine mais les journalistes présents sur place accusaient les soldats. Dans son rapport, le CPJ se disait particulièrement préoccupé par les sept cas dans lesquels des journalistes avaient accusé les forces israéliennes de les avoir délibérément pris pour cible ou, vu les circonstances, d'avoir fait preuve, à tout le moins, d'une extrême négligence. D'après ce même rapport, en trois occasions, des journalistes qui faisaient leur travail avaient été tabassés par des soldats des FDI ou des agents secrets et deux journalistes avaient été arrêtés ou convoqués par les autorités israéliennes pour être interrogés sur la façon dont ils avaient couvert les événements récents. (*Jerusalem Post*, 16 novembre)

206. Le 14 mars, il a été signalé que le père de Hilmi Shousha, le Palestinien de 11 ans tué par Nahum Korman, avait saisi la Haute Cour de justice pour protester contre l'accord de réduction de peine qui avait permis de condamner le coupable à six mois de travail d'intérêt général. Le député du Mouvement arabe pour le renouveau, Ahmed Tibi, et le Comité public contre la torture s'étaient joints à Tahar Shousha pour demander à la Cour d'ordonner au Procureur général Rubinstein et au Procureur aux armées Edna Arbel d'annuler l'accord conclu le 20 janvier. Les requérants avaient affirmé que cet accord, qui avait abouti à la décision rendue par la juge du Tribunal de première instance de Jérusalem, Ruth Orr, « établit une discrimination entre Arabes et Juifs et montre que le sang arabe vaut moins cher, beaucoup moins cher, que le sang juif, plus noble et plus précieux. Une telle décision permet d'affirmer avec une certitude quasiment absolue que désormais le sang arabe n'aura plus aucune valeur et qu'il sera plus facile de tuer un Arabe que de voler une voiture étant donné le caractère dérisoire de la peine encourue pour un acte aussi grave et criminel ». Ils avaient également fait valoir qu'en condamnant Korman à une peine légère, la juge avait invoqué, en tant que circonstance atténuante, le fait que l'intéressé n'avait fait l'objet d'aucune condamnation antérieure, alors qu'en réalité il avait été condamné en 1996 pour avoir agressé un policier. Hilmi Shousha avait été tué le 27 octobre de la même année, dans le village de Husan. Le jour-là, des jeunes gens avaient jeté des pierres sur des voitures qui passaient sur la route de contournement. Korman, alors agent de sécurité de la colonie juive de Betar Illit, s'était rendu en voiture à Husan armé d'un pistolet et s'était avancé en direction des maisons situées en bordure du village. Selon les témoins qui avaient déposé devant la cour, il avait frappé à coups de pied le garçon, à la cuisse et à la tempe, puis avait sauté à pieds joints sur sa nuque et l'avait frappé avec son arme. La Cour suprême avait annulé la décision prise en première instance, reconnaissant Korman coupable d'homicide involontaire, et renvoyé l'affaire devant le tribunal de district de Jérusalem pour la fixation de la sentence pénale. Les requérants avaient déclaré que la décision du Procureur général d'accepter la condamnation à six mois de travail d'intérêt général avait un caractère « extrêmement arbitraire » car elle ne tenait pas compte de la nature de l'infraction commise. (*Jerusalem Post*, 14 mars)

207. Le 11 avril, il a été signalé que le Premier Ministre, Ariel Sharon, avait déclaré, lors d'un entretien accordé le vendredi au quotidien *Ha'aretz*, qu'il n'était absolument pas dans ses intentions d'évacuer les colonies, fût-ce dans le cadre d'un accord de cessez-le-feu avec les Palestiniens. « Je ne vois aucune raison susceptible de nous conduire à évacuer la moindre colonie. Tant qu'il n'y aura pas la paix, nous y resterons. Si, avec le temps et Dieu voulant, la paix finit par s'installer, il n'y aura aucune raison d'empêcher les colons de rester là où ils sont » avait-il précisé. Sharon était convaincu que la présence de colonies juives dans les territoires revêtait une double importance: une importance historique et une importance stratégique. « Est-il actuellement possible de renoncer au contrôle sur les eaux des montagnes, qui couvrent le tiers de nos besoins en eau? Est-il possible d'abandonner la zone frontrière de la vallée du Jourdain? Quoi qu'il en soit, le fait que les colonies sont là où elles sont n'a rien d'une coïncidence. Elles sont les gardiennes du berceau du peuple juif et nous assurent une assise stratégique suffisante pour nous permettre de protéger notre existence. » À propos d'un éventuel accord avec la Syrie, Sharon avait déclaré: « Nous ne pouvons pas quitter le plateau du Golan ». Un retrait du Golan ou de la vallée du Jourdain constituerait « une véritable menace pour notre existence même », avait-il déclaré. Comment Sharon réagirait-il si le Président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, venait à déclarer unilatéralement la création d'un État indépendant? « En fait, je lui déconseille fortement de faire cela: ce serait une très grave erreur de sa part. Nous serions alors dans l'obligation de prendre un ensemble de mesures pour conserver des régions essentielles pour nous. » Dans une telle éventualité, annexeriez-vous les colonies et les zones de sécurité? « Certainement. Cela deviendrait nécessaire. C'est pourquoi je leur conseille de ne pas faire une chose pareille. Ce serait une erreur. » Sharon estimait qu'« il faut tout mettre en oeuvre pour résoudre le conflit sans mettre Israël en danger. Mais il est inexact de dire que la paix frappe à notre porte. Je ne pense pas qu'on puisse effacer d'un seul trait un conflit vieux de 120 ans. Je ne pense pas non plus qu'il soit nécessaire de fixer un objectif aussi ambitieux que la signature d'un traité de paix ». Y avait-il un nouveau M. Sharon, idéologiquement parlant? « Ma façon de voir le monde n'a pas changé. La seule chose qui a changé, c'est ma façon de considérer la Jordanie comme la Palestine, et encore ce changement est-il

dicté par une réalité sur le terrain. Je n'avais jamais cru qu'il pouvait y avoir deux États palestiniens. C'est la seule chose qui a changé dans ma position. » (*Ha'aretz*, 11 avril)